

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

L'activité des COTOREP en 2000

Jean-Marie CHANUT
Jacqueline PAVIOT

n° 32 – mars 2002

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ

Avertissement.....	5
I) La COTOREP et ses activités	
1) - <i>Les mesures relatives au travail.....</i>	7
A) <i>La reconnaissance de la Qualité de travailleur handicapé (RQTH).....</i>	7
B) <i>L'orientation professionnelle (ORP).....</i>	7
C) <i>L'abattement de salaire (ABS).....</i>	7
D) <i>Autres mesures relatives au travail.....</i>	7
2) <i>Les aides à l'environnement social.....</i>	8
A) <i>Les cartes.....</i>	8
a) <i>La carte nationale d'invalidité (CIN).....</i>	8
b) <i>La carte européenne de stationnement.....</i>	8
B) <i>Les allocations.....</i>	8
a) <i>L'Allocation aux adultes handicapés (AAH).....</i>	8
b) <i>L'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP).....</i>	8
c) <i>L'Allocation compensatrice pour frais professionnels (ACFP).....</i>	8
d) <i>Autres mesures.....</i>	8
C) <i>Le placement en établissements spécialisés.....</i>	8
II) Les sources statistiques	9
III) L'activité globale des COTOREP	10
A) <i>en 2000</i>	10
B) <i>Évolution 1999-2000</i>	12
IV) L'allocation aux adultes handicapés	12
1) <i>L'attribution de l'AAH.....</i>	13
A) <i>1^{ère} étape.....</i>	13
B) <i>2^{ème} étape.....</i>	13
2) <i>Les décisions des COTOREP concernant l'AAH.....</i>	14
3) <i>Les évolutions de 1995 à 2000.....</i>	16
4) <i>Les variations saisonnières dans le traitement des dossiers en COTOREP.....</i>	18
5) <i>Les données départementales en 2000.....</i>	19
V) Les autres types de décisions	
1) <i>Les mesures relatives au travail.....</i>	30

A) La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH).....	30
a) Description de la mesure	30
b) Les décisions d'attribution de la RQTH en 2000.....	30
c) La structure des décisions de RQTH.....	30
d) Évolution de la structure des décisions.....	31
B) Les orientations professionnelles (ORP).....	36
a) Description des types d'orientation	36
b) Les décisions d'orientations professionnelles en 2000.....	37
c) La structure des décisions d'orientations professionnelles	38
C) Les abattements de salaire (ABS).....	56
a) Description de la mesure	56
b) Les décisions d'abattement de salaire en 2000	56
c) La structure des décisions d'abattement de salaire	57
2) Les autres aides à l'environnement social.....	62
A) La carte d'invalidité (CIN).....	62
a) Description de la mesure	62
b) Les décisions d'attribution de carte d'invalidité (CIN) en 2000	62
c) La structure des décisions de CIN.....	63
B) L'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP).....	67
a) Description de la mesure	67
b) Les décisions d'ACTP en 2000	67
c) La structure des décisions d'ACTP.....	67
C) Les placements en établissements spécialisés	76
a) La description des établissements.....	76
b) Les décisions de placements en 2000.....	76
c) La structure des décisions de placements.....	77
3) L'ensemble des demandeurs et de leurs demandes.....	86
1) Les demandes	86
2) Les demandeurs.....	86

Avertissement

La DREES, qui dispose depuis 1995 des extractions trimestrielles de statistiques concernant les demandes et décisions d'allocation aux adultes handicapés (AAH), publie régulièrement un document de travail dont le dernier est intitulé « Les décisions concernant l'allocation aux adultes handicapés en 1999 ».

Les données utilisées par la DREES sont issues des extractions du système informatique ITAC de gestion des COTOREP. Pour l'année 2000, l'exploitation des listings annuels de statistiques dites ministérielles, transmis par chaque COTOREP, a permis d'étendre le champ de la présente étude à d'autres décisions que celles d'AAH.

La comparaison de l'activité des COTOREP en 2000 avec celle de l'année 1999 s'avère délicate. On dispose des chiffres de 1999 de la Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle qui exploitait la même source pour les années antérieures. Mais le passage à l'an 2000 a conduit à un blocage des compteurs du logiciel ITAC à la date du 19 décembre 2000, date au-delà de laquelle les demandes et décisions n'ont pas été comptabilisées sur 1999, mais sur 2000.

De ce fait, dans ce document l'activité des COTOREP est plutôt été étudiée dans sa dimension structurelle. Toutefois pour les séries plus longues de l'AAH, on a procédé à un lissage pour estimer les évolutions moyennes en 1999 et 2000.

Pour les chiffres de 2001, la DREES exploitera directement des tables informatiques à la place des documents imprimés. Cette souplesse devrait permettre de disposer beaucoup plus rapidement d'une information.

I) La COTOREP et ses activités

Ce document présente les données concernant les principales demandes décisionnées en 2000 par les Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP). Les COTOREP ont été créées en application de la loi n°75-534 du 30 juin 1975. La COTOREP reconnaît le handicap des adultes, apprécie leur taux d'incapacité, aide les personnes handicapées à faire le bilan de leurs aptitudes, peut les orienter vers le milieu du travail ou dans des établissements médico-sociaux, ou encore leur permet d'obtenir des aides financières et sociales. La COTOREP a été longtemps séparée en deux sections, à l'image de sa double tutelle de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) et de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). La fusion des sections a été décidée, une circulaire à paraître en fixe les modalités. Les décisions de la COTOREP peuvent donc se répartir entre :

- des mesures relatives au travail,
- des aides à l'environnement social,

parmi lesquelles seules les principales sont détaillées ci-après et analysées dans le présent document.

1) - Les mesures relatives au travail

A) La reconnaissance de la Qualité de travailleur handicapé (RQTH)

Les personnes peuvent être considérées comme 'travailleur handicapé' en raison de leurs possibilités réduites de trouver ou conserver un emploi par suite d'une insuffisance ou d'une diminution de leurs capacités physiques ou mentales. La COTOREP classe le travailleur handicapé dans la catégorie qui correspond à ses capacités professionnelles (A : handicap léger, B : handicap modéré, C : handicap grave). La RQTH n'entraîne pas l'attribution d'une allocation mais permet à la personne handicapée d'avoir accès aux mesures d'aide à l'emploi et d'être bénéficiaire de la loi de 1987 sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

B) L'orientation professionnelle (ORP)

La COTOREP peut orienter la personne handicapée vers le milieu ordinaire du travail, vers un établissement de travail protégé ou en formation (pré orientation, apprentissage, rééducation professionnelle, ...).

C) L'abattement de salaire (ABS)

L'employeur peut être autorisé à pratiquer un abattement de salaire de 10 à 50 % à cause d'une moindre productivité liée au handicap du travailleur. Cet abattement de salaire est compensé par un complément, pris en charge par l'Association pour la gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) ou par l'État. Ce complément permet d'atteindre le niveau de la garantie de ressources pour les travailleurs handicapés.

D) Autres mesures relatives au travail

La COTOREP peut, moins fréquemment, orienter les personnes handicapées vers des emplois de la Fonction publique, accorder une prime à un travailleur en fin de stage de reclassement professionnel (EPSR) ou octroyer une subvention d'installation à un travailleur handicapé qui crée une entreprise.

2) Les aides à l'environnement social

A) Les cartes

a) La carte nationale d'invalidité (CIN)

Cette carte permet de prouver que la personne est handicapée (station debout pénible, canne blanche...).

b) La carte européenne de stationnement

Depuis le début de l'année 2000, le macaron GIC est remplacé par la carte européenne de stationnement qui permet de circuler et de stationner dans l'ensemble de la Communauté européenne.

B) Les allocations

a) L'Allocation aux adultes handicapés (AAH)

L'allocation aux adultes handicapés est accordée aux personnes handicapées ayant un taux d'incapacité supérieur à 80 % ou à celles ayant un taux compris entre 50 et 79 % qui se trouvent dans l'incapacité, du fait de leur handicap, de se trouver un emploi. Ces conditions sont appréciées par la COTOREP. L'AAH, qui garantit un minimum de revenu, est soumise à conditions de ressources. L'examen de ces conditions ne relève pas de la COTOREP mais de la Caisse d'allocations familiales (CAF) ou de la Mutualité sociale agricole (MSA) qui versent l'AAH.

b) L'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)

Elle a pour objectif de compenser les dépenses supplémentaires liées à l'embauche d'une personne à domicile ou le manque à gagner d'un proche qui se rend disponible pour aider la personne handicapée.

c) L'Allocation compensatrice pour frais professionnels (ACFP)

Elle a pour objectif de compenser les dépenses supplémentaires liées au handicap dans le cadre d'une activité professionnelle.

Le droit à l'ACTP et à l'ACFP est ouvert par la COTOREP, ces prestations sont versées par les conseils généraux.

d) Autres mesures

Dans de rares cas, la COTOREP peut décider d'une allocation logement et, le cas échéant, de l'affiliation à l'assurance vieillesse de la personne aidante.

C) Le placement en établissements spécialisés

La COTOREP est également compétente pour orienter un adulte handicapé vers un établissement médico-social d'hébergement (foyer d'hébergement, maison d'accueil spécialisé, foyer de vie ou occupationnel, foyer à double tarification), qui accueille dans la journée ou héberge la nuit des adultes handicapés. Les personnes qui travaillent en Centre d'aide par le travail (CAT) sont souvent en foyer d'hébergement.

Les demandes relatives au travail ou à l'environnement social ne font évidemment pas toutes l'objet d'une décision positive. Elles peuvent déboucher sur un « sursis à statuer », être classées « sans suite », ou se voir notifier un « refus » ou « rejet ». Par simplification de langage, on qualifiera de « sursis sans suite » l'ensemble des demandes ayant fait l'objet d'une décision de « sursis à statuer » ou classées « sans suite ».

II) Les sources statistiques

Les COTOREP disposent d'un système de gestion informatisé dénommé ITAC (informatisation des traitements administratifs des COTOREP), mis en place progressivement à la fin des années 1980 et contenant toutes les informations relatives nécessaires à la gestion de l'instruction de la demande.

Pour l'AAH on dispose de chiffres fiables sur la France métropolitaine depuis 1995. Au début de chaque trimestre, les COTOREP de la France métropolitaine font parvenir à la DREES un « tableau de bord » tiré d'ITAC concernant les demandes d'Allocation aux adultes handicapés (AAH) du trimestre précédent. Les résultats concernant l'AAH sont exploités depuis plusieurs années par la DREES qui réalise des études annuelles. On dispose donc pour l'AAH d'un historique dont on n'a pas l'équivalent pour les autres décisions, et qui justifie une étude plus détaillée de cette dernière prestation (partie IV).

Pour les autres mesures, on dispose des listings de statistiques dites « ministérielles », qui jusqu'en 1999 étaient exploités partiellement par la Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle (DGEFP). Pour l'année 2000, les COTOREP ont fait parvenir les listings départementaux annuels, dont les chiffres ont ensuite été saisis et exploités à la DREES. Certaines COTOREP, notamment le Calvados, la Haute-Garonne, la Vendée et la Guyane, n'ont pas été en mesure de faire parvenir leurs listings, ou les ont partiellement transmis. Lorsque les données d'une COTOREP manquent, on procède à une estimation des données manquantes pour produire les résultats nationaux, mais les cases correspondantes des tableaux sont laissées vides.

Pour le calcul du nombre de demandes par habitant, on a utilisé les projections départementales de population au 1^{er} janvier 2000 de l'INSEE. Les calculs de répartition de population totale par grande tranche d'âge ont été effectués à la DREES. Le département du Nord a la particularité de compter deux COTOREP : Lille et Valenciennes. La répartition de la population du Nord, entre les circonscriptions relevant respectivement de Lille et de Valenciennes, a été également effectuée à la DREES.

Encadré 1 - estimation des données manquantes

En principe, les demandes reçues en 2000 sont égales aux :

- 1ères demandes décisionnées en 2000
- + demandes de renouvellement décisionnées en 2000
- + demandes non décisionnées au 31/12/2000
- demandes non décisionnées au 31/12/1999¹

Les valeurs manquantes de ces 5 variables ont été estimées dans l'ordre et de la façon suivants :

- les demandes non décisionnées au 31/12/1999 manquantes ont été recherchées dans les résultats de l'exploitation 1999 de la DGEFP.

- En ce qui concerne les premières demandes décisionnées, ou les demandes de renouvellement décisionnées, ont été calculées les évolutions 2000/1999 pour toutes les COTOREP qui n'ont pas de valeur manquante en 2000. Ensuite les évolutions médianes des COTOREP renseignées, respectivement pour les 1ères demandes décisionnées et pour les renouvellements décisionnés, ont été appliquées aux valeurs 1999 des COTOREP non renseignées en 2000 pour avoir une estimation de l'information manquante en 2000.

- Pour les demandes non décisionnées au 31/12/2000, l'évolution 2000/1999 de l'ensemble des demandes décisionnées (1^{ères} demandes + renouvellements, éventuellement estimés à l'étape précédente) a été appliquée aux demandes non décisionnées au 31/12/1999.

- Enfin, nous avons calculé les demandes reçues en 2000 comme indiqué ci-dessus (par solde).

III) L'activité globale des COTOREP

A) en 2000

Nous analysons les 7 types de décisions du tableau 1 : 3 types de mesures relatives au travail :

- Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)
- Orientations professionnelles (ORP)
- Abattements de salaire (ABS)

et 4 types d'aides à l'environnement social :

- Allocation aux adultes handicapés (AAH)
- Carte nationale d'invalidité (CIN)
- Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)
- Placement.

Ces mesures ont été choisies, pour la plupart, en raison du nombre important de demandes qu'elles représentent. Nous ne pouvons pas faire de comparaison avec 1999 pour les demandes de placement qui n'étaient pas exploitées jusqu'en 1999. Au total, les demandes concernant ces 7 mesures représentent 90 % de l'ensemble des quelques 1 360 000 demandes adressées aux COTOREP en 2000.

410 000 décisions d'attribution de carte d'invalidité ont ainsi été prononcées en 2000, 289 000 d'attribution d'AAH, 263 000 de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et 184 000 décisions d'orientation professionnelle. Les autres mesures ont donné lieu à un nombre plus faible de décisions : 50 000 décisions d'attribution d'allocation compensatrice pour tierce personne, 35 000 décisions d'orientation vers un établissement d'hébergement, 4 000 décisions d'abattement de salaire.

Le nombre de demandes non décisionnées en fin d'année, rapporté au nombre de demandes décisionnées dans l'année, est un indicateur des délais de décision des COTOREP. Si l'on a autant de demandes non décisionnées en fin d'année que de demandes décisionnées

¹ Il peut y avoir des différences de quelques unités.

dans l'année, le 'retard' dans le traitement est de 1 an. Multiplié par 12, le ratio des demandes non décisionnées dans l'année rapportées aux demandes décisionnées indique un délai en mois (tableau 2). Ce sont les mesures relatives au travail qui demandent le plus de réflexion (délai proche de 4 mois ou supérieur), surtout l'orientation professionnelle. La décision d'attribuer une carte nationale d'invalidité, n'entraînant pas d'implications financières, est plus rapide (moins de 3 mois). Les demandes de carte d'invalidité sont aussi les plus nombreuses, même rapportées à la population potentielle qui peut la solliciter (8,9 pour 1 000 personnes âgées de 20 ans et plus). La population concernée par les autres mesures est plutôt celle âgée de 20 à 59 ans. Les décisions d'AAH atteignent 9,1 pour mille habitants de 20 à 59 ans en 2000, celles de RQTH, 8,2 et celles d'Orientation Professionnelle, 5,8.

L'ensemble des demandes décisionnées se répartit de manière équilibrée entre premières demandes (50,5 %) et renouvellements. Mais cet équilibre global masque des situations contrastées. La part des premières demandes dans les décisions varie de 40,6 % pour les placements à 55,5 % pour la RQTH. Elle est également inférieure à 50 % pour l'AAH (42,4 %), l'ACTP (41,5 %), l'abattement de salaire (49,8 %), et supérieure à 50 % pour les orientations professionnelles (52,1 %) et la carte d'invalidité (53,4 %).

Tableau 1 - Activité des COTOREP en 2000

Unité: Millier Champ: Métropole+DOM

TYPE DE DEMANDE	Demandes non décisionnées au 31.12.99	Demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	Renouvellements décisionnés en 2000	Demandes non décisionnées au 31.12.00	Demandes décisionnées en 2000
Mesures relatives au travail						
RQTH (1)	88	263	146	117	89	263
Orientation (ORP)	74	184	96	88	74	184
Abattement de salaire (ABS)	1	4	2	2	1	4
Aides à l'environnement social						
AAH (2)	84	286	123	167	81	289
Carte Nationale d'Invalidité (CNI)	114	395	219	191	99	410
ACTP (3)	17	49	21	29	16	50
Ensemble	378	1181	607	594	359	1201
Placement			14	21		35
			621	614		1235

(1) Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

(2) Allocation aux Adultes Handicapés (en italique remontées trimestrielles des statistiques du système informatique de gestion ITAC)

(3) Allocation Compensatrice pour Tierce Personne

Tableau 2 - Ratios d'activité des COTOREP en 2000

TYPE DE DEMANDE	Part des 1ères demandes dans les décisions	Délai de décision (en mois)	Demandes décisionnées par 1000 hab. (a) de 20 à 59 ans (b) de 20 ans et +
Mesures relatives au travail			
RQTH (1)	55,5%	4,0	8,2 (a)
Orientation (ORP)	52,1%	4,8	5,8 (a)
Abattement de salaire (ABS)	49,8%	3,9	0,1 (a)
Aides à l'environnement social			
AAH (2)	42,4%	3,3	9,1 (a)
Carte Nationale d'Invalidité (CNI)	53,4%	2,9	8,9 (b)
ACTP (3)	41,5%	3,8	1,6 (a)
Ensemble des 6 mesures	50,5%	3,6	36,8(a)
Placement	40,6%		1,1(a)

⁽¹⁾ Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

⁽²⁾ Allocation aux Adultes Handicapés

⁽³⁾ Allocation Compensatrice pour Tierce Personne

B) Évolution 1999-2000

Le traitement des problèmes informatiques liés au passage à l'an 2000 a eu pour effet de clore l'année 1999 à la date du 19 décembre. En conséquence, une partie des décisions de l'année 1999 a été comptabilisée en 2000. Nous examinons donc plutôt ici les différences d'évolution d'un type de mesure à l'autre, plutôt que les évolutions elles-mêmes.

Tableau 3 - Comparaison de l'activité des COTOREP entre 1999 et 2000

Unité : Millier

Champ: Métropole+DOM

TYPE DE DEMANDE	1ères demandes décisionnées en 1999	Renouvellements décisionnés en 1999	Demandes décisionnées en 1999	1ères demandes décisionnées en 2000	Renouvellements décisionnés en 2000	Demandes décisionnées en 2000	Evolution des demandes décisionnées 2000/1999
Mesures relatives au travail							
RQTH	135	107	242	146	117	263	8,8%
Orientation professionnelle	91	84	175	96	88	184	5,3%
Abattement de salaire	2	2	3	2	2	4	3,7%
Aides à l'environnement social							
Allocations aux Adultes Handicapés	120	155	274	123	167	289	5,5%
Carte Nationale d'Invalidité			389	219	191	410	5,4%
A.C.T.P.			50	21	29	50	0,2%
Ensemble			1134	607	594	1201	5,9%

En 2000, les demandes décisionnées pour l'ensemble des 7 mesures examinées apparaissent de près de 6 % supérieures à celles de 1999. Même si cette évolution est amplifiée par le traitement informatique, la hausse des demandes décisionnées semble bien réelle, de même que la baisse de l'ACTP qui a vu son champ restreint aux personnes âgées de 20 à 59 ans (à de rares exceptions près) depuis la mise en place de la prestation spécifique dépendance en 1997. Hormis l'ACTP, ce sont les décisions d'abattement de salaire qui ont le moins crû (+3,7 %). Les décisions d'orientation, d'AAH et de carte d'invalidité évoluent dans une étroite fourchette de +5,3 à +5,5 %. C'est inférieur à l'évolution globale (+5,9 %) de l'ensemble des mesures dans lesquelles pèsent le fort poids et la forte évolution des décisions de RQTH (+8,8 %).

IV) L'allocation aux adultes handicapés

1) L'attribution de l'AAH

L'Allocation aux adultes handicapés (AAH) est obtenue en deux étapes : accord d'une Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) d'une part, suivi d'un accord d'une Caisse d'allocations familiales (CAF) ou d'une caisse locale de la Mutualité sociale agricole (MSA).

A) 1^{ère} étape

Seule cette partie fait l'objet de l'étude présente.

Afin d'obtenir l'AAH, le demandeur constitue un dossier pour la COTOREP, qui prend, en s'appuyant sur des critères médicaux et sociaux, l'une des quatre décisions suivantes :

- accorder l'AAH au titre de l'article L. 821-1 du code de la Sécurité sociale, c'est-à-dire en reconnaissant à la personne handicapée un taux d'incapacité de 80 % ou plus.
- accorder l'AAH au titre de l'article L. 821-2 du code de la Sécurité sociale, c'est-à-dire en reconnaissant au demandeur un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 % et l'impossibilité, pour cette personne, de se procurer un emploi compte tenu de son handicap.
- rejeter le dossier, en attribuant néanmoins, dans la majorité des cas, un taux d'incapacité au demandeur.
- surseoir à statuer pour dossier incomplet ou information supplémentaire à obtenir.

L'accord d'AAH est donné pour une période allant de un à dix ans. À l'expiration de la durée attribuée, le bénéficiaire peut renouveler sa demande.

L'AAH est versée à des personnes de 20 à 59 ans. La limite d'âge de 59 ans a été instituée au 1^{er} janvier 1999 par la loi de Finances pour 1999 du 31 décembre 1998. Celle-ci stipule que les bénéficiaires de l'AAH sont réputés inaptes au travail dès 60 ans. Pour les bénéficiaires dont le taux d'incapacité est compris entre 50 et 79 %, et qui sont reconnus dans l'impossibilité de trouver un emploi du fait de leur handicap, la liquidation des avantages vieillesse entraîne la fin du droit à l'AAH. Par contre, les allocataires dont le taux d'incapacité est de 80 % au moins, pourront continuer à recevoir un différentiel d'AAH jusqu'à l'âge de 64 ans. En dehors de cette dernière catégorie susceptible de déposer un renouvellement (moins de 1 % des bénéficiaires), la demande d'AAH au-delà de 59 ans n'est plus possible.

B) 2^{ème} étape

Le dossier accordé par la COTOREP passe ensuite à la Caisse d'allocations familiales (CAF) ou la Mutualité sociale agricole (MSA) : en effet, pour recevoir l'allocation, le revenu de la personne ne doit pas dépasser un certain seuil (en 2001, les ressources de l'année 2000 ne devaient pas excéder 3 662,25 F par mois, soit 558,31 € pour une personne seule). La CAF ou la MSA vérifient le montant des ressources et versent l'allocation si les conditions financières sont remplies. L'AAH est une allocation différentielle. Son montant maximum était de 3 654,50 F, soit 557,12 € pour une personne seule au 01/01/2001.

En raison de ces conditions de ressources, le nombre réel de nouveaux allocataires payés est inférieur au nombre de dossiers acceptés en COTOREP, surtout pour les premières demandes, mais est difficile à estimer : le taux de dossiers COTOREP acceptés par les CAF ou les MSA peut varier considérablement d'un département à l'autre.

Au 31 décembre 2000, le stock d'allocataires était de 689 000 personnes pour la France métropolitaine, et de 712 530 pour la France entière. Près de 95 % des allocataires sont payés par les CAF, et le reste par les MSA. Entre les 31 décembre 1999 et 2000, le nombre d'allocataires payés par les CAF est passé, pour la Métropole, de 633 636 à 650 893, ce qui représente une augmentation de 2,7 %. Ces données sont des stocks d'allocataires à une date précise, tenant compte des entrées et des sorties passées. Elles ne sont pas comparables aux données des COTOREP qui sont des flux d'entrées potentielles au cours d'une période, et qui ne permettent pas de connaître le nombre réel de nouveaux allocataires dans les CAF.

2) Les décisions des COTOREP concernant l'AAH

En 2000, le système ITAC a comptabilisé 283 000 demandes d'AAH décisionnées en France métropolitaine et 290 000 si on inclut les DOM. Près de 7 sur 10 ont été acceptées par les COTOREP. Parmi celles-ci, un peu plus de 60 % l'ont été avec un taux d'incapacité d'au moins 80 % affecté au demandeur, et presque 40 % avec un taux compris entre 50 et 79 %, ainsi que la reconnaissance pour le demandeur d'être, du fait de son handicap, dans l'impossibilité de se procurer un emploi.

Tableau 4 - Répartition des décisions des COTOREP en 2000

Champ : Métropole + DOM

2000 Effectifs en milliers	Accords avec taux d'incapacité			Rejets	Toutes décisions	Total
	de 80% et +	compris entre 50% & 79%	Ensemble des Accords			
Toutes demandes	122,3 120*	78,5 76,1*	200,8 196,1*	88,7 86,8*	289,5 282,9*	100%
dont 1ères demandes	37,2 36,5*	26,7 25,7*	63,9 62,2*	59,0 57,8*	122,9 120*	42%
dont renouvellements	85,1 83,5*	51,8 50,4*	136,9 133,9*	29,7 29*	166,6 162,9*	58%

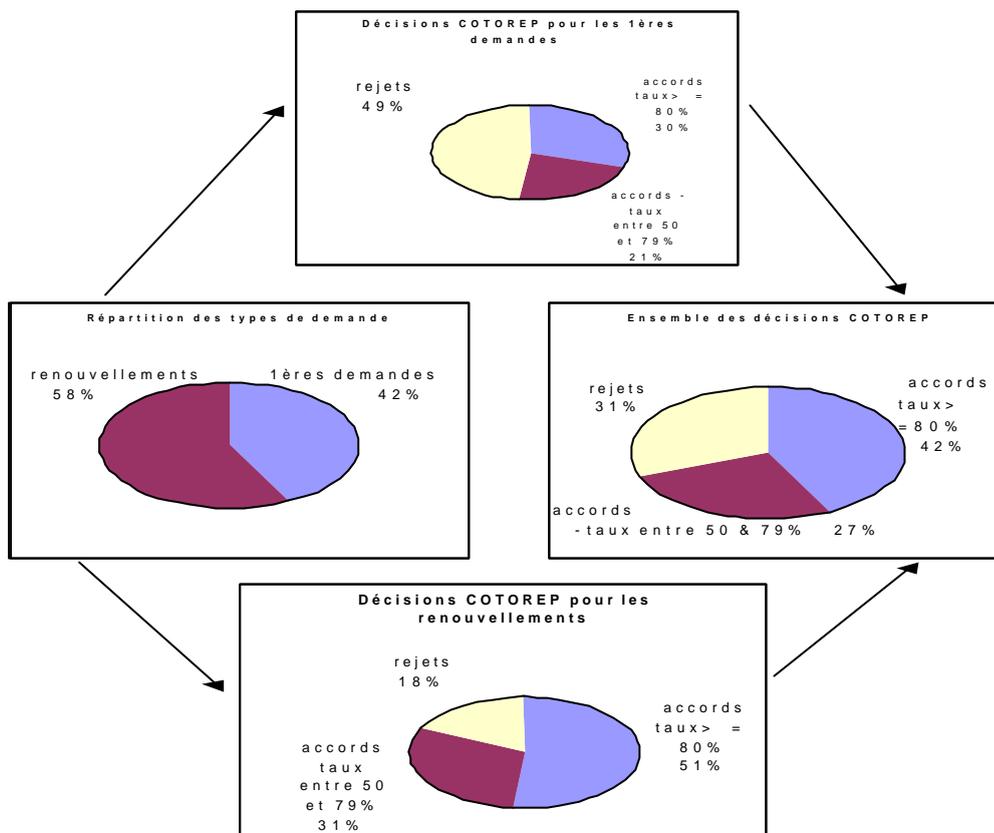
* = métropole

Moins de décisions favorables pour les premières demandes que pour les renouvellements en 2000

42 % des dossiers envoyés aux COTOREP sont des premières demandes d'allocation ; elles sont moins nombreuses que les renouvellements de demandes qui représentent près de 58 % des dossiers. L'AAH étant accordée pour une durée maximum de dix ans, ces renouvellements sont pour la plupart des dossiers dont la durée arrive à échéance ; quelques-uns (10 % environ) sont des demandes de dossiers rejetés auparavant (tableau 4 et graphique 1).

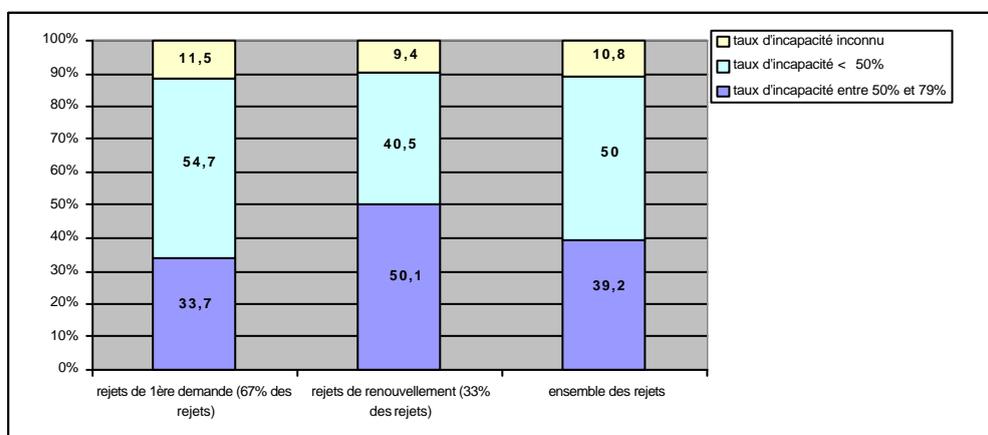
Un peu plus de la moitié des premières demandes d'AAH obtiennent de la COTOREP une réponse favorable pour l'AAH ; quant aux dossiers de renouvellement, ils sont acceptés en grande majorité (82 %), ayant, pour la plupart, déjà fait l'objet de la reconnaissance du handicap (à moins que ce dernier ait connu une évolution favorable). Par ailleurs, la part de dossiers acceptés avec un taux de 80 % et plus est un peu inférieure dans les accords de premières demandes (moins de 59 %) à ce que l'on observe dans les renouvellements (un peu plus de 62 %).

Graphique 1 – AAH 2000 – du type de demande à la décision



Dans la moitié des cas, le rejet de la demande est lié à un taux d'incapacité inférieur à 50 %, et dans près de quatre cas sur dix, à un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 % (mais sans la reconnaissance, pour la personne, d'être reconnue, du fait de son handicap, dans l'impossibilité de se procurer un emploi). Dans un peu plus d'un cas sur dix, le taux d'incapacité est inconnu. Il y a deux fois plus de rejets pour les premières demandes que pour les renouvellements (tableau 4) et ils sont plus souvent dus à un taux d'incapacité inférieur à 50 % (graphique 2).

Graphique 2 - Répartition des demandes d'AAH rejetées en 2000 suivant le taux d'incapacité donné, (en %)



Source : DREES – Tableaux de bord trimestriels départementaux des COTOREP

La COTOREP joue ainsi un rôle de filtre pour les premières demandes qui sont examinées plus attentivement que les renouvellements, ces derniers ayant déjà été étudiés au moins une fois en tant que première demande.

3) Les évolutions de 1995 à 2000

D'après les statistiques fournies par ITAC, le nombre de demandes d'AAH aurait stagné en 1999 (+0,2 %) et fortement crû en 2000 (+6,6 %) tandis que le nombre d'accords aurait baissé de 2,9 % en 1999 et cru de 6 % en 2000. Nous avons essayé d'éliminer les effets de l'arrêt du décompte informatique d'ITAC au 19 décembre 1999 en calculant une évolution moyenne annuelle sur l'ensemble de la période 1999-2000 (voir encadré).

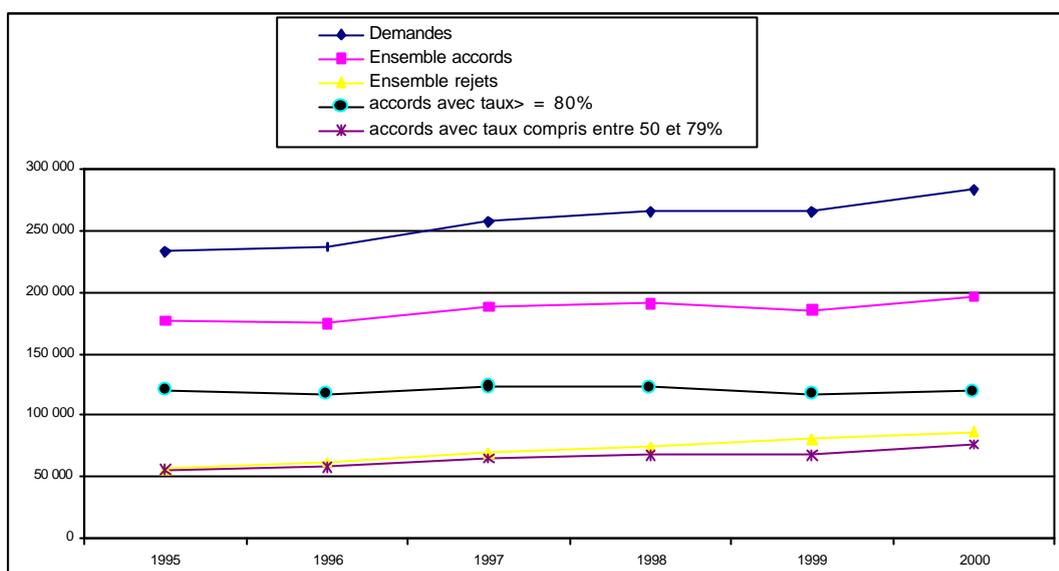
Encadré 2 - Lissage des évolutions 1998-1999 et 1999-2000

Soit :
d_{1999} et d_{2000} les demandes décisionnées données par le système informatique ITAC en 1999 et 2000
diff les demandes décisionnées de 1999 reportées sur 2000 du fait de l'arrêt du système le 20 décembre 1999.
D_{1999} et D_{2000} les nombres inconnus de demandes décisionnées, nous avons :
$d_{1999} = D_{1999} - \text{diff}$
$d_{2000} = D_{2000} + \text{diff}$
d'où
$d_{1999} + d_{2000} = D_{1999} + D_{2000}$
Les estimations D_{1999} et D_{2000} que nous cherchons seront elles aussi liées par la relation :
$d_{1999} + d_{2000} = D_{1999} + D_{2000}$
si par ailleurs a est l'évolution moyenne par année entre 1998 et 2000 (par exemple $a=1,03$ pour une augmentation moyenne de 3% chaque année)
L'estimation moyenne D_{1999} est égale à $a \times D_{1998}$ (On suppose que l'on connaît exactement D_{1998})
L'estimation moyenne D_{2000} est égale à $a \times D_{1999} = a \times a \times D_{1998} = a^2 \times D_{1998}$
$d_{1999} + d_{2000} = a^2 \times D_{1998} + a \times D_{1998}$ qui est la résolution d'une équation du second degré en a .
Cette équation admet deux solutions, dont une vraisemblable et généralement positive que l'on choisit, et l'autre invraisemblable, parce que trop négative, que l'on rejette.

Tableau 5 - Évolution des décisions d'AAH de 1995 à 2000

Évolution par rapport à l'année précédente, en %	96/95	97/96	98/97	99/98 & 00/99	2000/1995
Ensemble des demandes d'AAH	1,4	8,7	3,0	2,3	3,5
1 ^{ères} demandes	2,7	8,8	1,8	2,6	3,7
Renouvellements	0,5	8,6	3,9	2,1	3,4
Ensemble des accords	-1,0	7,5	1,4	0,0	1,5
Accords avec taux de 80% & +	-3,1	5,3	-0,6	-2,1	-0,6
Accords avec taux compris entre 50% & 79%	3,5	11,9	5,2	3,8	5,6
Accords 1 ^{ères} demandes	-0,3	7,5	-1,0	-0,1	0,9
Accords renouvellements	-1,4	7,5	2,6	0,3	1,8
Ensemble des rejets	9,1	12,0	7,5	8,1	9
Rejets 1 ^{ères} demandes	7,0	10,6	5,5	6,4	7,2
Rejets renouvellements	14,4	15,6	12,0	11,8	13,1

Graphique 3 - Données COTOREP : évolutions des demandes, accords et rejets de 1995 à 2000 (données brutes)



Source : DREES – Tableaux de bord trimestriels des COTOREP

Le nombre annuel de demandes d’AAH continue de progresser sur la période 1999-2000, mais plus modérément qu’en 1997 et 1998

Le nombre de demandes d’AAH examinées par les COTOREP, lissé selon le procédé expliqué dans l’encadré, progresse de 2,3 % par an en 1999 et 2000 en métropole (tableau 5). C’est moins qu’en 1998 (+3 %) et surtout qu’en 1997 (+8,7 %, tableau 5 et graphique 3). Le nombre de premières demandes a plus progressé (2,6 %) en 1999 et en 2000 que celui des renouvellements (2,1 %). C’était plutôt l’inverse au cours des deux années précédentes. Sur cinq ans, entre 1995 et 2000, le nombre de premières demandes a légèrement plus progressé (3,7 % en moyenne par an) que les renouvellements (3,4 %).

Sur la base du lissage, les demandes d’AAH pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans en atteignent ainsi 8,7 en 2000 (8.9 sans lissage), chiffre supérieur à ceux des années précédentes. Le nombre des accords lissé semble s’être stabilisé (0.01 %) en 1999 et 2000, mais c’est l’effet d’une situation contrastée : baisse de 2,1 % des accords avec un taux d’incapacité supérieur ou égal à 80 %, et hausse de 3,8 % des accords avec un taux d’incapacité de 50 à 79 %.

Les accords ont eu tendance à se stabiliser

Les accords de premières demandes ont eu tendance à baisser sur 1999-2000 (-0,1 %) au contraire des accords de renouvellement (+0,3 %). Au total, les accords ont eu tendance à se stabiliser sur les deux dernières années. Mais sur le plus long terme (1995-2000), les accords ont progressé de 1,5 % : ceux de renouvellement ont progressé au rythme de 1,8 %, double de celui des premières demandes.

Les nombres de rejets ne semblent pas avoir été affectés par l’arrêt d’ITAC : le lissage redonne quasiment les chiffres bruts. Les progressions, aussi bien en moyenne sur 1999-2000 que sur le plus long terme sont importantes, notamment pour les renouvellements. Le nombre

de rejets a ainsi augmenté de 8,1 % en 1999 et 2000, et de 9,0 % en moyenne entre 1995 et 2000. Par ailleurs, on peut expliquer en partie ce phénomène, en précisant que les rejets comprennent les rejets de dossiers ayant déjà fait une première demande suivie d'un premier rejet et qui sont présentés à nouveau. Ces dossiers, enregistrés comme des renouvellements d'AAH sont des renouvellements « fictifs », et devraient plutôt être enregistrés en « première demande ». Ils représenteraient environ 10 % des renouvellements. Ces deuxièmes présentations peuvent faire également l'objet d'un rejet, ce qui, dans ce cas, viendrait gonfler les « rejets de renouvellement ».

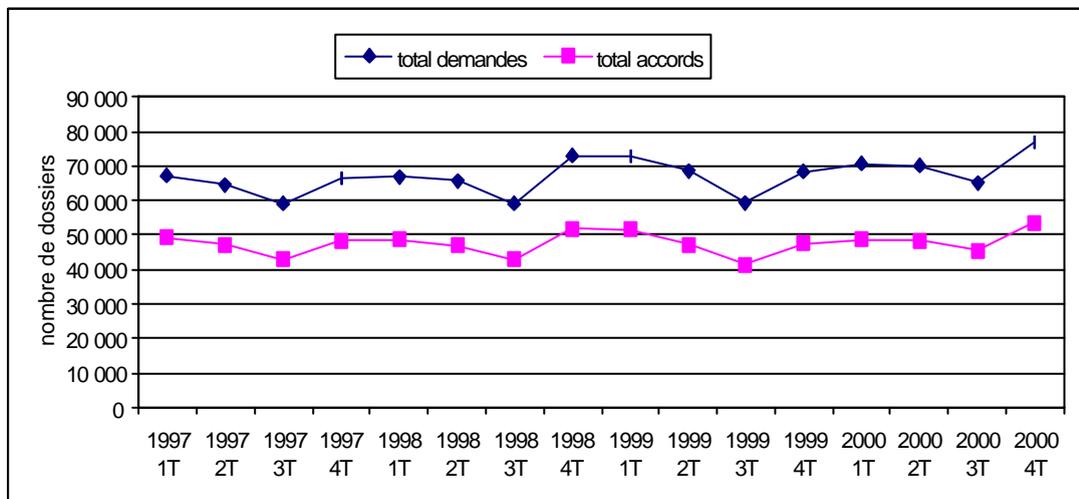
4) Les variations saisonnières dans le traitement des dossiers en COTOREP

Plus de demandes aux premier et quatrième trimestres de chaque année

La charge de travail des COTOREP est inégale au cours de l'année (graphique 4) : au cours des 4 années de 1997 à 2000 pour lesquelles les données trimestrielles existent pour chacun des départements², les 1ers et 4èmes trimestres sont les plus chargés, soit la période d'octobre à mars.

En données annuelles, la part des accords baisse entre 1997 et 1999 de 73 % à 70 %. En données trimestrielles, la baisse de ce taux est visible à partir du 4^{ème} trimestre 1998. La fluctuation des accords reste moindre que celle des demandes au cours du temps.

**Graphique 4 : données trimestrielles des COTOREP de 1997 à 1999
nombre de demandes traitées et d'accords**



Source : DREES – Tableaux de bord trimestriels départementaux des COTOREP

² En 1995 et 1996, les estimations des départements non-répondants ont été effectuées pour l'ensemble de l'année.

5) Les données départementales en 2000

Des situations départementales toujours extrêmement variées

Le nombre de demandes d'AAH examinées par COTOREP en 2000 (tableau 8) varie de 445 pour la Guyane à 12 998 pour les Bouches-du-Rhône. La répartition des demandes est très inégale : près de la moitié des COTOREP ont examiné moins de 2 000 demandes ; 16 COTOREP ont examiné moins de 1 000 demandes dans l'année, une vingtaine en a examiné plus de 4 000, et les 10 COTOREP les plus chargées (plus de 6 000 demandes) concentrent 30 % de l'ensemble des dossiers (Bouches-du-Rhône, Lille, Rhône, Paris, Seine-Saint-Denis, Alpes Maritimes, Pas-de-Calais, Gironde, Valenciennes et Hérault).

Différents indicateurs montrent la très grande diversité des situations par COTOREP, à la fois dans les demandes qu'elles reçoivent et dans leurs décisions.

- Le nombre de demandes examinées en 2000 en France métropolitaine varie de moins de 5 pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans (Yvelines, Val-d'Oise et Bas-Rhin) à plus de 15 pour 1 000 habitants dans les Alpes-Maritimes et la circonscription de Valenciennes (tableau 9). La moyenne par COTOREP est de 9 dossiers pour 1 000 habitants. Les 10 COTOREP ayant fait l'objet du plus grand nombre de demandes, comptent toutes plus d'une dizaine de demandes d'AAH pour 1 000 habitants, à l'exception de Paris (6,8/1 000).
- La part des premières demandes est inférieure à 30 % en Haute Corse et dans le Maine-et-Loire, elle dépasse 60 % dans le Var et le Bas-Rhin (67 %). Dans la plus grande moitié des COTOREP, cette part dépasse 43 % des demandes. La part des premières demandes est supérieure à 50 % dans 16 COTOREP dont 4 sur les 8 de la région Ile-de-France et 2 des 4 COTOREP d'outre-mer.
- En ce qui concerne les accords délivrés par les COTOREP, la proportion d'accords donnés avec un taux d'incapacité de 80 % et plus dans l'ensemble des demandes décisionnées varie de 17 % (Gard) à 67 % (Maine et Loire). Ces accords représentent les handicaps lourds pour lesquels la décision de la COTOREP est systématique, alors que pour les taux inférieurs, elles ont aussi à déterminer si la personne est dans l'impossibilité de se procurer un emploi, compte tenu de son handicap. Par ailleurs, la part d'accords donnés avec un taux d'incapacité de 80 % et plus dans l'ensemble des demandes est indépendante du nombre de demandes.
- La part dans l'ensemble des accords, de ceux donnés avec un taux compris entre 50 % et 79 % et la reconnaissance, pour le demandeur, de l'impossibilité de se procurer un emploi du fait de son handicap, varie de 3,3 % (Oise) à plus de la moitié dans la Nièvre (51,5 %), le Lot (52,9 %) et la Guyane (67,9 %). Elle est supérieure de 25 % dans près de la moitié des COTOREP. Cette décision nécessite l'évaluation tant du handicap médical que du contexte social et professionnel où évolue la personne, et n'est pas appréhendée de manière homogène d'une COTOREP à l'autre. De plus, la situation sociale et

celle du marché du travail sont différentes suivant les départements. Ceci contribue à expliquer les écarts observés qui restent cependant très élevés.

- Les COTOREP qui ont tendance à attribuer une grande part de taux supérieurs ou égaux à 80 % dans l'ensemble des accords de renouvellements, ont la même attitude en ce qui concerne les accords de premières demandes, et inversement. Le graphique 5 fait apparaître cette remarquable corrélation. Les trois COTOREP où on observe la plus faible proportion d'accords avec un taux supérieur ou égal à 80 % dans les renouvellements, situées à la base du nuage de points, sont de gauche à droite, la Guyane, Les Pyrénées-Orientales et le Gard. Les trois COTOREP qui accordent le plus fréquemment un taux supérieur ou égal à 80 % (plus de 90 % des accords) sont, de droite à gauche du sommet du nuage, la Seine-et-Marne, l'Oise et la Côte-d'Or. On a évidemment, par différence à 100 %, le même phénomène pour les accords dont le taux d'incapacité est compris entre 50 et 79 %, la position des COTOREP étant inversée.
- Le taux de rejets (ensemble des rejets/ensemble des demandes) varie de 12 % (Lozère) à 51 % (Ain). Il est supérieur à 30 % pour 54 COTOREP. Le volume plus ou moins important de demandes n'influe pas sur le taux de rejet. La corrélation à laquelle on pourrait s'attendre entre le taux de premières demandes et le taux de rejet n'est pas très nette : le Var et le Bas-Rhin qui ont les parts de premières demandes les plus élevées (supérieures à 60 %) n'arrivent qu'en 4^{ème} et 6^{ème} position pour les rejets, et l'Ain, qui est le département qui a la plus forte proportion de rejets, n'arrive qu'à la quatorzième place pour la part de premières demandes.

Graphique 5 – Proportion d’accords avec un taux d’incapacité supérieur ou égal à 80 % dans les premières demandes et dans les renouvellements, par COTOREP

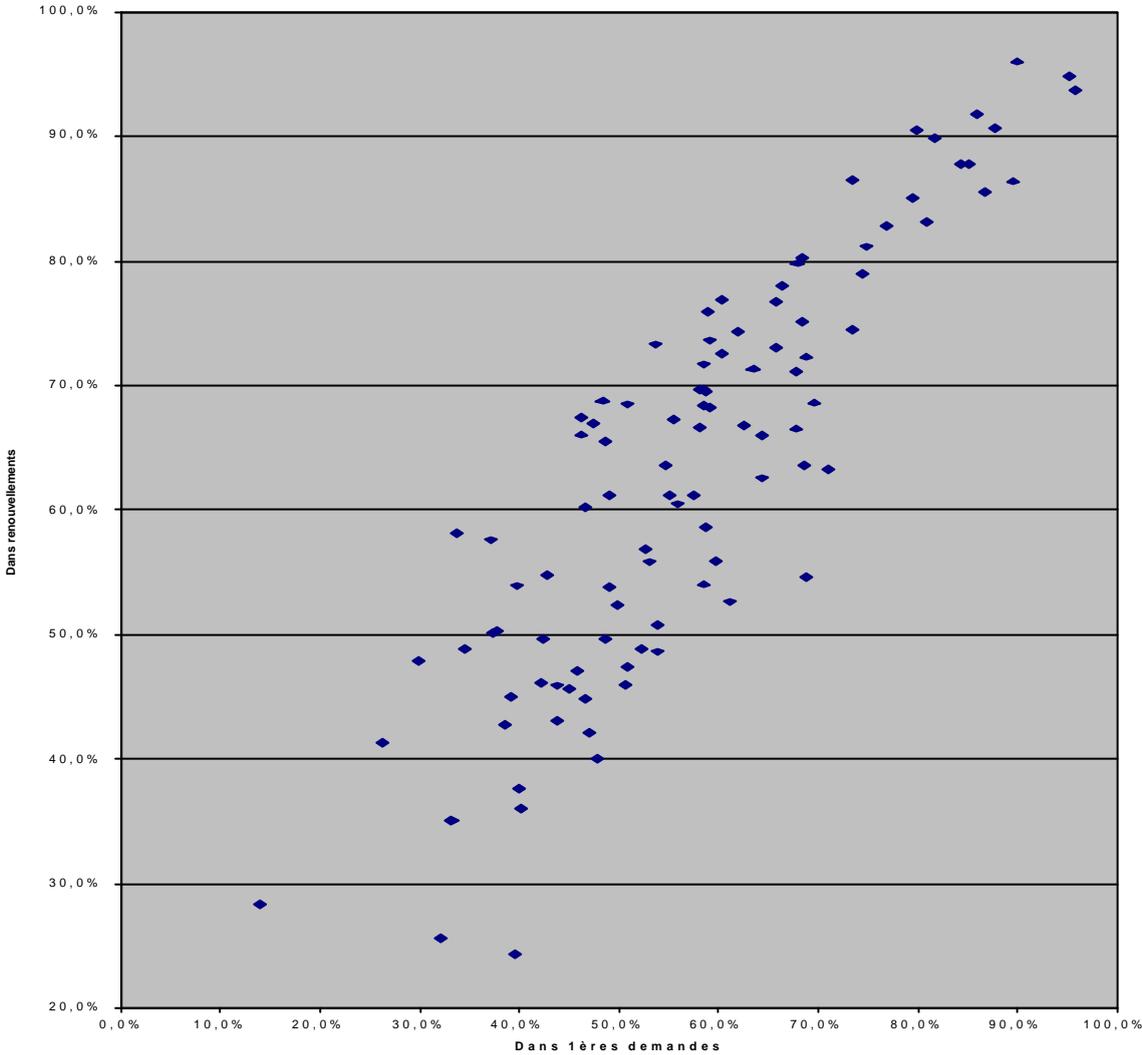


Tableau 6 - L'AAH en 2000

DEPARTEMENTS		PREMIERES DEMANDES										ENSEMBLE PREMIERES DEMANDES
		Accords L.821-1	Accords L.821-2				TOTAL DES ACCORDS L.821-1 et L.821-2	REJETS				
			Taux >= 80 %	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu		Total	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu	
1	Ain	192	173	0	0	173	365	237	406	4	647	1012
2	Aisne	516	542	3	7	552	1068	54	787	0	841	1909
3	Allier	246	182	0	0	182	428	80	205	0	285	713
4	Alpes-de-Haute-Provence	81	79	0	0	79	160	15	160	12	187	347
5	Hautes-Alpes	110	50	0	0	50	160	16	107	1	124	284
6	Alpes-Maritimes	709	963	3	1	967	1676	322	1091	37	1450	3126
7	Ardèche	261	65	0	1	66	327	31	253	17	301	628
8	Ardennes	195	124	0	0	124	319	88	250	1	339	658
9	Ariège	85	57	0	2	59	144	25	28	126	179	323
10	Aube	180	54	0	0	54	234	39	56	90	185	419
11	Aude	157	237	0	0	237	394	126	199	2	327	721
12	Aveyron	139	159	0	0	159	298	123	136	1	260	558
13	Bouches-du-Rhône	879	928	0	1	929	1808	961	1349	4	2314	4122
14	Calvados	184	271	0	6	277	461	146	381	56	583	1044
15	Cantal	87	72	0	0	72	159	17	58	0	75	234
16	Charente	378	70	0	0	70	448	107	245	3	355	803
17	Charente-Maritime	239	155	1	1	157	396	116	327	158	601	997
18	Cher	179	13	0	78	91	270	77	223	95	395	665
19	Corrèze	217	49	0	0	49	266	119	131	19	269	535
20	Corse-du-Sud	126	54	0	1	55	181	44	111	3	158	339
96	Haute-Corse	74	76	0	1	77	151	23	97	11	131	282
21	Cote-d'or	417	18	0	0	18	435	188	206	12	406	841
22	Côtes-d'Armor	415	293	0	0	293	708	81	253	15	349	1057
23	Creuse	92	102	0	0	102	194	34	86	12	132	326
24	Dordogne	205	124	2	17	143	348	85	138	156	379	727
25	Doubs	240	192	0	0	192	432	121	352	0	473	905
26	Drôme	260	22	0	102	124	384	20	241	139	400	784
27	Eure	290	552	0	0	552	842	179	195	0	374	1216
28	Eure-et-Loir	175	2	0	121	123	298	83	260	5	348	646
29	Finistère	511	684	0	0	684	1195	461	295	1	757	1952
30	Gard	232	352	0	4	356	588	106	799	39	944	1532
31	Haute-Garonne	386	394	1	5	400	786	211	408	38	657	1443
32	Gers	124	88	0	0	88	212	29	44	77	150	362
33	Gironde	1097	638	5	15	658	1755	447	790	17	1254	3009
34	Hérault	489	577	0	0	577	1066	1047	270	47	1364	2430
35	Ille-et-Vilaine	494	260	5	8	273	767	273	423	21	717	1484
36	Indre	243	88	0	0	88	331	138	61	5	204	535
37	Indre-et-Loire	137	176	0	0	176	313	59	380	6	445	758
38	Isère	487	375	1	42	418	905	22	3	1343	1368	2273
39	Jura	122	95	1	0	96	218	79	192	1	272	490
40	Landes	224	105	0	1	106	330	71	341	1	413	743
41	Loir-et-Cher	93	21	1	44	66	159	11	128	211	350	509
42	Loire	645	442	1	1	444	1089	417	563	17	997	2086
43	Haute-Loire	295	137	0	0	137	432	153	40	29	222	654
44	Loire-Atlantique	421	453	0	7	460	881	312	446	42	800	1681
45	Loiret	401	179	3	0	182	583	351	209	0	560	1143
46	Lot	85	239	0	0	239	324	7	103	0	110	434
47	Lot-et-Garonne	122	189	0	0	189	311	142	295	12	449	760
48	Lozère	73	45	0	0	45	118	23	21	0	44	162
49	Maine-et-Loire	264	43	0	0	43	307	24	243	155	422	729
50	Manche	538	42	0	143	185	723	12	10	372	394	1117
51	Marne	354	397	0	2	399	753	146	210	9	365	1118

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

Tableau 6 (suite) - L'AAH en 2000

DEPARTEMENTS		PREMIERES DEMANDES										ENSEMBLE PREMIERES DEMANDES
		Accords L.821-1	Accords L.821-2				TOTAL DES ACCORDS L.821-1 et L.821-2	REJETS				
			Taux >= 80 %	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu		Total	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu	
52	Haute-Marne	106	55	0	0	55	161	41	164	32	237	398
53	Mayenne	106	61	0	0	61	167	48	78	11	137	304
54	Meurthe-et-Moselle	469	72	0	0	72	541	201	412	4	617	1158
55	Meuse	120	21	0	0	21	141	103	67	4	174	315
56	Morbihan	272	348	1	1	350	622	290	234	1	525	1147
57	Moselle	373	116	0	153	269	642	244	260	98	602	1244
58	Nièvre	95	191	0	0	191	286	209	7	0	216	502
59	Nord (Lille)	1137	976	3	0	979	2116	414	1585	30	2029	4145
59	Nord (Valenciennes)	845	440	0	0	440	1285	607	573	11	1191	2476
60	Oise	863	0	0	44	44	907	2	0	760	762	1669
61	Orne	83	139	0	0	139	222	28	191	10	229	451
62	Pas-de-Calais	757	687	0	2	689	1446	381	1539	6	1926	3372
63	Puy-de-Dôme	517	237	0	3	240	757	1	568	21	590	1347
64	Pyrénées-atlantiques	344	281	0	0	281	625	85	424	22	531	1156
65	Hautes-Pyrénées	115	270	0	0	270	385	61	153	34	248	633
66	Pyrénées-Orientales	171	361	0	0	361	532	110	501	33	644	1176
67	Bas-Rhin	557	266	0	0	266	823	539	501	42	1082	1905
68	Haut-Rhin	549	65	0	76	141	690	92	132	438	662	1352
69	Rhône	1209	810	0	2	812	2021	1087	1061	9	2157	4178
70	Haute-Saône	139	62	0	2	64	203	135	147	5	287	490
71	Saône-et-Loire	352	249	0	0	249	601	131	354	31	516	1117
72	Sarthe	140	141	0	0	141	281	76	221	33	330	611
73	Savoie	404	41	0	54	95	499	177	16	127	320	819
74	Haute-Savoie	214	36	0	148	184	398	189	272	133	594	992
75	Paris	1519	1049	0	44	1093	2612	357	1010	147	1514	4126
76	Seine-Maritime	474	542	0	0	542	1016	485	428	0	913	1929
77	Seine-et-Marne	944	105	0	0	105	1049	779	397	2	1178	2227
78	Yvelines	447	432	1	0	433	880	148	478	3	629	1509
79	Deux-Sèvres	100	194	0	3	197	297	48	159	26	233	530
80	Somme	215	345	0	9	354	569	136	379	113	628	1197
81	Tarn	156	214	0	0	214	370	171	125	0	296	666
82	Tarn-et-Garonne	88	140	0	0	140	228	13	223	0	236	464
83	Var	1181	133	3	1	137	1318	662	779	16	1457	2775
84	Vaucluse	241	407	0	0	407	648	322	505	0	827	1475
85	Vendée	157	174	0	9	183	340	107	241	58	406	746
86	Vienne	131	137	0	1	138	269	19	288	0	307	576
87	Haute-Vienne	432	155	0	2	157	589	95	144	6	245	834
88	Vosges	181	219	0	2	221	402	155	186	19	360	762
89	Yonne	397	261	0	0	261	658	251	169	0	420	1078
90	Territoire-de-Belfort	76	31	0	0	31	107	54	62	0	116	223
91	Essonne	484	341	0	0	341	825	44	78	815	937	1762
92	Hauts-de-Seine	792	646	4	116	766	1558	127	441	135	703	2261
93	Seine-St-Denis	1406	773	2	4	779	2185	1430	714	5	2149	4334
94	Val-de-Marne	1079	361	0	0	361	1440	210	616	1	827	2267
95	Val-d'Oise	854	120	0	0	120	974	520	142	2	664	1638
FRANCE METROPOLITAINE		36456	24401	41	1287	25729	62185	19482	31629	6665	57776	119961
971	Guadeloupe	216	322	0	0	322	538	45	243	0	288	826
973	Guyane	29	178	0	0	178	207	8	47	3	58	265
972	Martinique	151	175	1	0	176	327	99	175	7	281	608
974	La Réunion	327	118	4	168	290	617	57	530	13	600	1217
DEPARTEMENTS D'OUTRE MER		723	793	5	168	966	1689	209	995	23	1227	2916
FRANCE ENTIERE		37179	25194	46	1455	26695	63874	19691	32624	6688	59003	122877

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

Tableau 7 - L'AAH en 2000

DEPARTEMENTS		DEMANDES DE RENOUELEMENT										ENSEMBLE DES RENOUE- LEMENTS
		Accords L.821-1	Accords L.821-2				TOTAL DES ACCORDS L.821-1 et L.821-2	REJETS			Total	
			Taux > = 80 %	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu		Total	50% = > Taux < 80%	Taux < 50%		
1	Ain	349	264	0	0	264	613	212	161	1	374	987
2	Aisne	1379	620	2	4	626	2005	19	192	0	211	2216
3	Allier	505	321	0	0	321	826	73	72	0	145	971
4	Alpes-de-Haute-Provence	119	139	0	1	140	259	19	74	3	96	355
5	Hautes-Alpes	101	84	0	0	84	185	9	49	0	58	243
6	Alpes-Maritimes	2411	2440	4	1	2445	4856	301	357	7	665	5521
7	Ardèche	631	66	0	0	66	697	55	101	2	158	855
8	Ardennes	319	286	0	1	287	606	62	109	0	171	777
9	Ariège	300	137	0	3	140	440	28	26	32	86	526
10	Aube	352	73	0	0	73	425	14	15	31	60	485
11	Aude	353	302	0	0	302	655	140	71	0	211	866
12	Aveyron	503	331	1	1	333	836	102	77	1	180	1016
13	Bouches-du-Rhône	3375	3426	1	1	3428	6803	1266	807	0	2073	8876
14	Calvados	581	947	10	4	961	1542	122	186	19	327	1869
15	Cantal	279	160	0	0	160	439	25	38	0	63	502
16	Charente	1032	144	0	0	144	1176	97	88	0	185	1361
17	Charente-Maritime	983	370	0	2	372	1355	145	110	24	279	1634
18	Cher	715	50	0	152	202	917	89	81	171	341	1258
19	Corrèze	875	98	0	0	98	973	118	50	5	173	1146
20	Corse-du-Sud	234	105	0	2	107	341	41	50	0	91	432
96	Haute-Corse	406	255	0	2	257	663	39	57	6	102	765
21	Cote-d'or	660	44	0	0	44	704	138	98	1	237	941
22	Côtes-d'Armor	761	330	1	0	331	1092	53	79	3	135	1227
23	Creuse	279	138	0	0	138	417	2	2	1	5	422
24	Dordogne	692	211	0	9	220	912	104	68	77	249	1161
25	Doubs	659	321	0	0	321	980	119	100	0	219	1199
26	Drôme	651	59	1	267	327	978	36	91	72	199	1177
27	Eure	576	602	0	0	602	1178	106	30	0	136	1314
28	Eure-et-Loir	366	1	0	159	160	526	72	78	0	150	676
29	Finistère	1880	1547	1	0	1548	3428	370	94	1	465	3893
30	Gard	364	1123	5	4	1132	1496	145	400	5	550	2046
31	Haute-Garonne	1491	1257	12	9	1278	2769	358	201	14	573	3342
32	Gers	423	167	0	0	167	590	41	26	34	101	691
33	Gironde	2730	1342	7	9	1358	4088	413	331	5	749	4837
34	Hérault	1361	1532	0	0	1532	2893	767	78	16	861	3754
35	Ille-et-Vilaine	1208	617	3	3	623	1831	276	94	2	372	2203
36	Indre	673	105	0	0	105	778	73	13	1	87	865
37	Indre-et-Loire	484	634	3	1	638	1122	79	183	1	263	1385
38	Isère	1185	1133	1	16	1150	2335	123	3	531	657	2992
39	Jura	274	178	0	1	179	453	62	71	1	134	587
40	Landes	558	137	4	0	141	699	77	142	0	219	918
41	Loir-et-Cher	360	100	2	64	166	526	16	41	80	137	663
42	Loire	1496	535	1	0	536	2032	348	145	3	496	2528
43	Haute-Loire	542	180	0	0	180	722	43	14	2	59	781
44	Loire-Atlantique	825	1139	0	100	1239	2064	219	189	29	437	2501
45	Loiret	807	309	0	0	309	1116	140	47	0	187	1303
46	Lot	203	288	0	0	288	491	28	44	0	72	563
47	Lot-et-Garonne	440	538	0	0	538	978	264	173	0	437	1415
48	Lozère	229	79	0	0	79	308	9	4	0	13	321
49	Maine-et-Loire	1516	135	0	0	135	1651	33	108	133	274	1925
50	Manche	983	89	0	172	261	1244	2	2	83	87	1331
51	Marne	298	409	0	0	409	707	85	56	0	141	848

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

Tableau 7 (suite) - L'AAH en 2000

DEPARTEMENTS		DEMANDES DE RENOUVELLEMENT										ENSEMBLE DES RENOUVEL- LEMENTS
		Accords L.821-1	Accords L.821-2				TOTAL DES ACCORDS L.821-1 et L.821-2	REJETS			Total	
			Taux >= 80 %	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu		Total	50% = > Taux < 80%	Taux < 50%		
52	Haute-Marne	205	61	1	0	62	267	26	47	6	79	346
53	Mayenne	411	164	0	1	165	576	47	44	2	93	669
54	Meurthe-et-Moselle	977	164	1	0	165	1142	171	133	0	304	1446
55	Meuse	281	39	0	0	39	320	57	23	0	80	400
56	Morbihan	699	824	0	0	824	1523	232	59	0	291	1814
57	Moselle	1593	386	2	306	694	2287	151	123	32	306	2593
58	Nièvre	305	563	0	0	563	868	91	2	1	94	962
59	Nord (Lille)	3701	1347	2	0	1349	5050	201	464	68	733	5783
59	Nord (Valenciennes)	2717	1002	0	1	1003	3720	605	345	17	967	4687
60	Oise	959	0	0	52	52	1011	4	0	218	222	1233
61	Orne	324	319	0	3	322	646	83	111	1	195	841
62	Pas-de-Calais	1621	1693	3	2	1698	3319	459	982	3	1444	4763
63	Puy-de-Dôme	1251	307	0	1	308	1559	8	193	37	238	1797
64	Pyrénées-atlantiques	757	481	0	0	481	1238	60	230	2	292	1530
65	Hautes-Pyrénées	380	413	0	0	413	793	98	60	10	168	961
66	Pyrénées-Orientales	242	701	2	0	703	945	70	206	1	277	1222
67	Bas-Rhin	583	237	0	0	237	820	77	6	16	99	919
68	Haut-Rhin	1290	104	3	119	226	1516	46	30	241	317	1833
69	Rhône	2161	1702	0	3	1705	3866	719	321	5	1045	4911
70	Haute-Saône	180	102	0	1	103	283	58	46	1	105	388
71	Saône-et-Loire	507	431	0	0	431	938	154	180	5	339	1277
72	Sarthe	388	351	0	1	352	740	123	137	24	284	1024
73	Savoie	547	88	0	23	111	658	88	6	20	114	772
74	Haute-Savoie	369	87	4	299	390	759	87	78	57	222	981
75	Paris	2826	1391	0	26	1417	4243	236	311	30	577	4820
76	Seine-Maritime	1150	1415	0	0	1415	2565	410	258	0	668	3233
77	Seine-et-Marne	1834	76	0	0	76	1910	454	57	3	514	2424
78	Yvelines	642	707	6	0	713	1355	20	25	0	45	1400
79	Deux-Sèvres	598	429	1	1	431	1029	40	72	6	118	1147
80	Somme	821	803	0	7	810	1631	121	175	39	335	1966
81	Tarn	361	422	0	0	422	783	69	113	0	182	965
82	Tarn-et-Garonne	164	218	1	0	219	383	52	99	0	151	534
83	Var	1062	167	0	0	167	1229	236	154	3	393	1622
84	Vaucluse	798	588	0	0	588	1386	109	42	0	151	1537
85	Vendée	899	444	0	18	462	1361	103	89	23	215	1576
86	Vienne	516	271	0	0	271	787	36	99	0	135	922
87	Haute-Vienne	802	275	0	0	275	1077	49	46	0	95	1172
88	Vosges	409	487	0	1	488	897	106	39	4	149	1046
89	Yonne	690	208	0	0	208	898	178	36	0	214	1112
90	Territoire-de-Belfort	124	70	2	0	72	196	43	7	0	50	246
91	Essonne	883	622	0	1	623	1506	42	54	448	544	2050
92	Hauts-de-Seine	1299	553	2	43	598	1897	92	194	23	309	2206
93	Seine-St-Denis	2322	1385	4	0	1389	3711	611	167	0	778	4489
94	Val-de-Marne	1252	291	0	0	291	1543	83	89	0	172	1715
95	Val-d'Oise	869	89	0	0	89	958	159	18	0	177	1135
FRANCE METROPOLITAINE		83545	48374	93	1897	50364	133909	14541	11746	2743	29030	162939
971	Guadeloupe	230	408	0	0	408	638	44	119	0	163	801
973	Guyane	49	123	1	0	124	173	3	2	2	7	180
972	Martinique	540	260	0	0	260	800	65	33	1	99	899
974	La Réunion	770	456	25	128	609	1379	75	331	3	409	1788
DEPARTEMENTS D'OUTRE MER		1589	1247	26	128	1401	2990	187	485	6	678	3668
FRANCE ENTIERE		85134	49621	119	2025	51765	136899	14728	12231	2749	29708	166607

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

Tableau 8 - L'AAH en 2000

DEPARTEMENTS		ENSEMBLE DES DEMANDES TRAITÉES (PREMIÈRES DEMANDES ET RENOUELEMENTS)										ENSEMBLE DES DEMANDES
		Accords L.821-1	Accords L.821-2				TOUS ACCORDS	REJETS				
		Taux >= 80 %	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu	Total	L.821-1 et L.821-2	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu	Total	
1	Ain	541	437	0	0	437	978	449	567	5	1021	1999
2	Aisne	1895	1162	5	11	1178	3073	73	979	0	1052	4125
3	Allier	751	503	0	0	503	1254	153	277	0	430	1684
4	Alpes-de-Haute-Provence	200	218	0	1	219	419	34	234	15	283	702
5	Hautes-Alpes	211	134	0	0	134	345	25	156	1	182	527
6	Alpes-Maritimes	3120	3403	7	2	3412	6532	623	1448	44	2115	8647
7	Ardèche	892	131	0	1	132	1024	86	354	19	459	1483
8	Ardennes	514	410	0	1	411	925	150	359	1	510	1435
9	Ariège	385	194	0	5	199	584	53	54	158	265	849
10	Aube	532	127	0	0	127	659	53	71	121	245	904
11	Aude	510	539	0	0	539	1049	266	270	2	538	1587
12	Aveyron	642	490	1	1	492	1134	225	213	2	440	1574
13	Bouches-du-Rhône	4254	4354	1	2	4357	8611	2227	2156	4	4387	12998
14	Calvados	765	1218	10	10	1238	2003	268	567	75	910	2913
15	Cantal	366	232	0	0	232	598	42	96	0	138	736
16	Charente	1410	214	0	0	214	1624	204	333	3	540	2164
17	Charente-Maritime	1222	525	1	3	529	1751	261	437	182	880	2631
18	Cher	894	63	0	230	293	1187	166	304	266	736	1923
19	Corrèze	1092	147	0	0	147	1239	237	181	24	442	1681
20	Corse-du-Sud	360	159	0	3	162	522	85	161	3	249	771
96	Haute-Corse	480	331	0	3	334	814	62	154	17	233	1047
21	Côte-d'Or	1077	62	0	0	62	1139	326	304	13	643	1782
22	Côtes-d'Armor	1176	623	1	0	624	1800	134	332	18	484	2284
23	Creuse	371	240	0	0	240	611	36	88	13	137	748
24	Dordogne	897	335	2	26	363	1260	189	206	233	628	1888
25	Doubs	899	513	0	0	513	1412	240	452	0	692	2104
26	Drôme	911	81	1	369	451	1362	56	332	211	599	1961
27	Eure	866	1154	0	0	1154	2020	285	225	0	510	2530
28	Eure-et-Loir	541	3	0	280	283	824	155	338	5	498	1322
29	Finistère	2391	2231	1	0	2232	4623	831	389	2	1222	5845
30	Gard	596	1475	5	8	1488	2084	251	1199	44	1494	3578
31	Haute-Garonne	1877	1651	13	14	1678	3555	569	609	52	1230	4785
32	Gers	547	255	0	0	255	802	70	70	111	251	1053
33	Gironde	3827	1980	12	24	2016	5843	860	1121	22	2003	7846
34	Hérault	1850	2109	0	0	2109	3959	1814	348	63	2225	6184
35	Ille-et-Vilaine	1702	877	8	11	896	2598	549	517	23	1089	3687
36	Indre	916	193	0	0	193	1109	211	74	6	291	1400
37	Indre-et-Loire	621	810	3	1	814	1435	138	563	7	708	2143
38	Isère	1672	1508	2	58	1568	3240	145	6	1874	2025	5265
39	Jura	396	273	1	1	275	671	141	263	2	406	1077
40	Landes	782	242	4	1	247	1029	148	483	1	632	1661
41	Loir-et-Cher	453	121	3	108	232	685	27	169	291	487	1172
42	Loire	2141	977	2	1	980	3121	765	708	20	1493	4614
43	Haute-Loire	837	317	0	0	317	1154	196	54	31	281	1435
44	Loire-Atlantique	1246	1592	0	107	1699	2945	531	635	71	1237	4182
45	Loiret	1208	488	3	0	491	1699	491	256	0	747	2446
46	Lot	288	527	0	0	527	815	35	147	0	182	997
47	Lot-et-Garonne	562	727	0	0	727	1289	406	468	12	886	2175
48	Lozère	302	124	0	0	124	426	32	25	0	57	483
49	Maine-et-Loire	1780	178	0	0	178	1958	57	351	288	696	2654
50	Manche	1521	131	0	315	446	1967	14	12	455	481	2448
51	Marne	652	806	0	2	808	1460	231	266	9	506	1966

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

Tableau 8 (suite) - L'AAH en 2000

DEPARTEMENTS		ENSEMBLE DES DEMANDES TRAITEES (PREMIERES DEMANDES ET RENOUVELLEMENTS)										ENSEMBLE DES DEMANDES
		Accords L.821-1	Accords L.821-2				TOUS ACCORDS L.821-1 et L.821-2	REJETS				
			Taux >= 80 %	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu		Total	50% = < Taux < 80%	Taux < 50%	Taux non connu	
52	Haute-Marne	311	116	1	0	117	428	67	211	38	316	744
53	Mayenne	517	225	0	1	226	743	95	122	13	230	973
54	Meurthe-et-Moselle	1446	236	1	0	237	1683	372	545	4	921	2604
55	Meuse	401	60	0	0	60	461	160	90	4	254	715
56	Morbihan	971	1172	1	1	1174	2145	522	293	1	816	2961
57	Moselle	1966	502	2	459	963	2929	395	383	130	908	3837
58	Nièvre	400	754	0	0	754	1154	300	9	1	310	1464
59	Nord (Lille)	4838	2323	5	0	2328	7166	615	2049	98	2762	9928
59	Nord (Valenciennes)	3562	1442	0	1	1443	5005	1212	918	28	2158	7163
60	Oise	1822	0	0	96	96	1918	6	0	978	984	2902
61	Orne	407	458	0	3	461	868	111	302	11	424	1292
62	Pas-de-Calais	2378	2380	3	4	2387	4765	840	2521	9	3370	8135
63	Puy-de-Dôme	1768	544	0	4	548	2316	9	761	58	828	3144
64	Pyrénées-atlantiques	1101	762	0	0	762	1863	145	654	24	823	2686
65	Hautes-Pyrénées	495	683	0	0	683	1178	159	213	44	416	1594
66	Pyrénées-Orientales	413	1062	2	0	1064	1477	180	707	34	921	2398
67	Bas-Rhin	1140	503	0	0	503	1643	616	507	58	1181	2824
68	Haut-Rhin	1839	169	3	195	367	2206	138	162	679	979	3185
69	Rhône	3370	2512	0	5	2517	5887	1806	1382	14	3202	9089
70	Haute-Saône	319	164	0	3	167	486	193	193	6	392	878
71	Saône-et-Loire	859	680	0	0	680	1539	285	534	36	855	2394
72	Sarthe	528	492	0	1	493	1021	199	358	57	614	1635
73	Savoie	951	129	0	77	206	1157	265	22	147	434	1591
74	Haute-Savoie	583	123	4	447	574	1157	276	350	190	816	1973
75	Paris	4345	2440	0	70	2510	6855	593	1321	177	2091	8946
76	Seine-Maritime	1624	1957	0	0	1957	3581	895	686	0	1581	5162
77	Seine-et-Marne	2778	181	0	0	181	2959	1233	454	5	1692	4651
78	Yvelines	1089	1139	7	0	1146	2235	168	503	3	674	2909
79	Deux-Sèvres	698	623	1	4	628	1326	88	231	32	351	1677
80	Somme	1036	1148	0	16	1164	2200	257	554	152	963	3163
81	Tarn	517	636	0	0	636	1153	240	238	0	478	1631
82	Tarn-et-Garonne	252	358	1	0	359	611	65	322	0	387	998
83	Var	2243	300	3	1	304	2547	898	933	19	1850	4397
84	Vaucluse	1039	995	0	0	995	2034	431	547	0	978	3012
85	Vendée	1056	618	0	27	645	1701	210	330	81	621	2322
86	Vienne	647	408	0	1	409	1056	55	387	0	442	1498
87	Haute-Vienne	1234	430	0	2	432	1666	144	190	6	340	2006
88	Vosges	590	706	0	3	709	1299	261	225	23	509	1808
89	Yonne	1087	469	0	0	469	1556	429	205	0	634	2190
90	Territoire-de-Belfort	200	101	2	0	103	303	97	69	0	166	469
91	Essonne	1367	963	0	1	964	2331	86	132	1263	1481	3812
92	Hauts-de-Seine	2091	1199	6	159	1364	3455	219	635	158	1012	4467
93	Seine-St-Denis	3728	2158	6	4	2168	5896	2041	881	5	2927	8823
94	Val-de-Marne	2331	652	0	0	652	2983	293	705	1	999	3982
95	Val-d'Oise	1723	209	0	0	209	1932	679	160	2	841	2773
FRANCE METROPOLITAINE		120001	72775	134	3184	76093	196094	34023	43375	9408	86806	282900
971	Guadeloupe	446	730	0	0	730	1176	89	362	0	451	1627
973	Guyane	78	301	1	0	302	380	11	49	5	65	445
972	Martinique	691	435	1	0	436	1127	164	208	8	380	1507
974	La Réunion	1097	574	29	296	899	1996	132	861	16	1009	3005
DEPARTEMENTS D'OUTRE MER		2312	2040	31	296	2367	4679	396	1480	29	1905	6584
FRANCE ENTIERE		122313	74815	165	3480	78460	200773	34419	44855	9437	88711	289484

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

Tableau 9 - L'AAH en 2000

	Départements	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	Part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
1	Ain	1012	987	1999	50,6%	7,1
2	Aisne	1909	2216	4125	46,3%	14,7
3	Allier	713	971	1684	42,3%	9,7
4	Alpes-de-Haute-Provence	347	355	702	49,4%	9,9
5	Hautes-Alpes	284	243	527	53,9%	8,3
6	Alpes-Maritimes	3126	5521	8647	36,2%	16,6
7	Ardèche	628	855	1483	42,3%	10,1
8	Ardennes	658	777	1435	45,9%	9,5
9	Ariège	323	526	849	38,0%	12,5
10	Aube	419	485	904	46,3%	5,8
11	Aude	721	866	1587	45,4%	10,3
12	Aveyron	558	1016	1574	35,5%	12,1
13	Bouches-du-Rhône	4122	8876	12998	31,7%	12,9
14	Calvados	1044	1869	2913	35,8%	8,3
15	Cantal	234	502	736	31,8%	9,6
16	Charente	803	1361	2164	37,1%	12,4
17	Charente-Maritime	997	1634	2631	37,9%	9,3
18	Cher	665	1258	1923	34,6%	11,9
19	Corrèze	535	1146	1681	31,8%	14,5
20	Corse-du-Sud	339	432	771	44,0%	12,5
96	Haute-Corse	282	765	1047	26,9%	13,7
21	Cote-d'or	841	941	1782	47,2%	6,4
22	Côtes-d'Armor	1057	1227	2284	46,3%	8,5
23	Creuse	326	422	748	43,6%	12,7
24	Dordogne	727	1161	1888	38,5%	9,9
25	Doubs	905	1199	2104	43,0%	7,7
26	Drôme	784	1177	1961	40,0%	8,5
27	Eure	1216	1314	2530	48,1%	8,7
28	Eure-et-Loir	646	676	1322	48,9%	6,1
29	Finistère	1952	3893	5845	33,4%	13,2
30	Gard	1532	2046	3578	42,8%	10,9
31	Haute-Garonne	1443	3342	4785	30,2%	7,8
32	Gers	362	691	1053	34,4%	12,4
33	Gironde	3009	4837	7846	38,4%	10,9
34	Hérault	2430	3754	6184	39,3%	12,7
35	Ille-et-Vilaine	1484	2203	3687	40,2%	7,7
36	Indre	535	865	1400	38,2%	12,1
37	Indre-et-Loire	758	1385	2143	35,4%	7,1
38	Isère	2273	2992	5265	43,2%	8,6
39	Jura	490	587	1077	45,5%	8,3
40	Landes	743	918	1661	44,7%	9,9
41	Loir-et-Cher	509	663	1172	43,4%	7,3
42	Loire	2086	2528	4614	45,2%	12,1
43	Haute-Loire	654	781	1435	45,6%	13,4
44	Loire-Atlantique	1681	2501	4182	40,2%	6,7
45	Loiret	1143	1303	2446	46,7%	7,3
46	Lot	434	563	997	43,5%	12,7
47	Lot-et-Garonne	760	1415	2175	34,9%	14,3
48	Lozère	162	321	483	33,5%	12,8
49	Maine-et-Loire	729	1925	2654	27,5%	6,8
50	Manche	1117	1331	2448	45,6%	10,1
51	Marne	1118	848	1966	56,9%	6,2

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

Tableau 9 (suite) - L'AAH en 2000

	Départements	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	Part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
52	Haute-Marne	398	346	744	53,5%	7,4
53	Mayenne	304	669	973	31,2%	6,7
54	Meurthe-et-Moselle	1158	1446	2604	44,5%	6,6
55	Meuse	315	400	715	44,1%	7,2
56	Morbihan	1147	1814	2961	38,7%	8,9
57	Moselle	1244	2593	3837	32,4%	6,8
58	Nièvre	502	962	1464	34,3%	13,2
59	Nord (Lille)	4145	5783	9928	41,8%	10,2
59	Nord (Valenciennes)	2476	4687	7163	34,6%	17,8
60	Oise	1669	1233	2902	57,5%	6,8
61	Orne	451	841	1292	34,9%	8,8
62	Pas-de-Calais	3372	4763	8135	41,5%	10,8
63	Puy-de-Dôme	1347	1797	3144	42,8%	9,4
64	Pyrénées-atlantiques	1156	1530	2686	43,0%	8,5
65	Hautes-Pyrénées	633	961	1594	39,7%	13,9
66	Pyrénées-Orientales	1176	1222	2398	49,0%	12,3
67	Bas-Rhin	1905	919	2824	67,5%	4,8
68	Haut-Rhin	1352	1833	3185	42,4%	8,1
69	Rhône	4178	4911	9089	46,0%	10,3
70	Haute-Saône	490	388	878	55,8%	7,3
71	Saône-et-Loire	1117	1277	2394	46,7%	8,6
72	Sarthe	611	1024	1635	37,4%	5,9
73	Savoie	819	772	1591	51,5%	7,7
74	Haute-Savoie	992	981	1973	50,3%	5,5
75	Paris	4126	4820	8946	46,1%	6,8
76	Seine-Maritime	1929	3233	5162	37,4%	7,7
77	Seine-et-Marne	2227	2424	4651	47,9%	6,8
78	Yvelines	1509	1400	2909	51,9%	3,8
79	Deux-Sèvres	530	1147	1677	31,6%	9,5
80	Somme	1197	1966	3163	37,8%	10,5
81	Tarn	666	965	1631	40,8%	9,5
82	Tarn-et-Garonne	464	534	998	46,5%	9,5
83	Var	2775	1622	4397	63,1%	9,6
84	Vaucluse	1475	1537	3012	49,0%	11,4
85	Vendée	746	1576	2322	32,1%	8,4
86	Vienne	576	922	1498	38,5%	6,9
87	Haute-Vienne	834	1172	2006	41,6%	10,6
88	Vosges	762	1046	1808	42,1%	9,2
89	Yonne	1078	1112	2190	49,2%	13,0
90	Territoire-de-Belfort	223	246	469	47,5%	6,2
91	Essonne	1762	2050	3812	46,2%	5,9
92	Hauts-de-Seine	2261	2206	4467	50,6%	5,3
93	Seine-St-Denis	4334	4489	8823	49,1%	11,2
94	Val-de-Marne	2267	1715	3982	56,9%	5,6
95	Val-d'Oise	1638	1135	2773	59,1%	4,4
	FRANCE METROPOLITAINE	119961	162939	282900	42,4%	8,9
971	Guadeloupe	826	801	1627	50,8%	7,1
973	Guyane	265	180	445	59,6%	5,6
972	Martinique	608	899	1507	40,3%	7,3
974	La Réunion	1217	1788	3005	40,5%	7,9
	DEPARTEMENTS D'OUTRE MER	2916	3668	6584	44,3%	7,4
	FRANCE ENTIERE	122877	166607	289484	42,4%	8,9

Source : DREES – tableaux de bords trimestriels départementaux

V) Les autres types de décision

1) Les mesures relatives au travail

A) La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

a) Description de la mesure

Les personnes dont les possibilités d'obtenir ou de conserver un emploi sont réduites, par suite d'une insuffisance ou d'une diminution de leurs capacités physiques ou mentales, peuvent être reconnues comme travailleurs handicapés. Cette qualité ne donne pas droit à une allocation, mais permet de faire partie d'une liste de bénéficiaires de l'obligation d'emploi qui pèse sur les employeurs de plus de 20 salariés. Selon les articles L323-1 et suivants du code du travail, ces entreprises se doivent d'avoir au moins 6 % de travailleurs handicapés dans leur effectif. Dans le cas contraire, les entrepreneurs sont tenus de verser une contribution financière à l'Association pour la gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH). Les entrepreneurs peuvent aussi sous-traiter avec les ateliers protégés, ou bien encore être soumis au paiement d'indemnités.

La RQTH est accordée dans une des trois catégories suivantes :

A handicap léger

B handicap modéré

C handicap grave

La RQTH est nécessaire pour obtenir d'autres décisions de la COTOREP comme l'abattement de salaire par exemple.

Comme pour les autres mesures, la COTOREP peut surseoir, mais il n'y a pas de rejet en tant que tel : la personne peut être déclarée « apte au travail normal », ou « inapte actuellement au milieu ordinaire », ou encore « totalement inapte en milieu protégé » ce qui ne lui permet pas de travailler.

b) Les décisions d'attribution de la RQTH en 2000

On dispose de l'information pour 97 COTOREP sur 101, ce qui représente plus de 96 % des 263 000 décisions prises en 2000 (tableau 11)³. Parmi ces 97 COTOREP, cinq ont pris plus de 7000 décisions chacune (tableau 11) : Bouches-du-Rhône, Lille, Seine-Saint-Denis, Pas-de-Calais et Rhône. Ces cinq COTOREP ont globalement pris plus de 15 % des décisions de l'ensemble des 97 COTOREP renseignées. A l'opposé, cinq COTOREP ont pris moins de 600 décisions chacune.

Le nombre moyen de décisions pour 1000 habitants âgés de 20 à 59 ans est de 8,1 pour l'ensemble de la France. Deux COTOREP prononcent moins de 3 de décisions pour 1000 habitants âgés de 20 à 59 ans, et à l'opposé quatre d'entre elles en examinent plus de 12. En moyenne le délai de décision est de 4 mois. Ce délai va de moins d'un mois à plus de 10 d'une COTOREP à l'autre.

Sur l'ensemble de la France, plus d'une demande sur deux (55,5 %) est une première demande. La part des premières demandes peut varier du simple au double, de l'ordre de 35 % dans une COTOREP à plus du double (plus de 73 %) dans deux COTOREP.

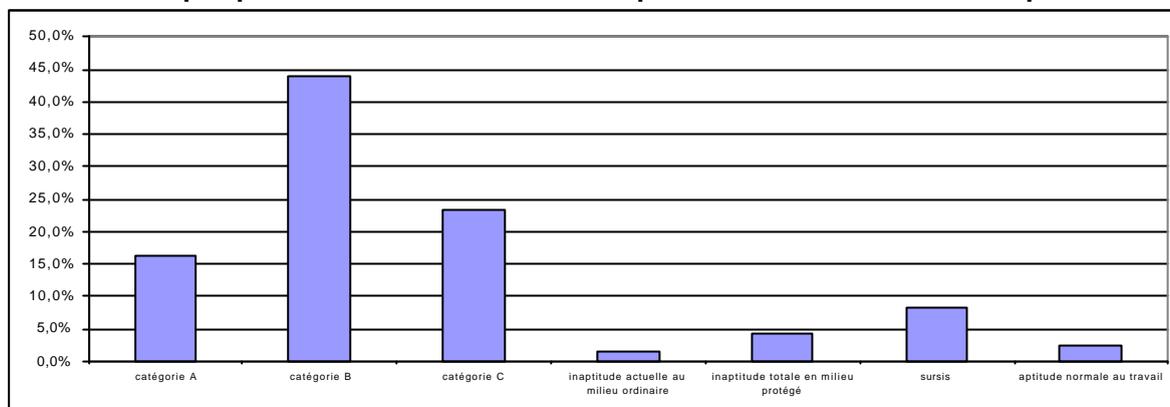
c) La structure des décisions de RQTH

Dans la France entière, 84 % des demandes conduisent à une décision de reconnaissance (catégories A à C, tableau 12), 8 % à un sursis, 4 % à l'inaptitude totale en milieu protégé, 2 % à l'aptitude normale au travail et 2 % à l'inaptitude actuelle au milieu ordinaire (tableau

³ Les tableaux 11 et 12 sont à la fin de cette partie V.1.A sur la RQTH.

12 et graphique 6). Au sein des reconnaissances, la catégorie A est attribuée dans 19 % des cas, la catégorie B dans 53 % des cas et la catégorie C dans 28 % des cas.

Graphique 6 - reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé



La part de décisions positives (attribution d'une reconnaissance A, B ou C) varie de 60 % à près de 100 % d'une COTOREP à l'autre. À l'exception d'une COTOREP qui a accordé plus de 46 % de demandes dans la catégorie A, la part de cette catégorie de handicap léger va de 3 % à un peu plus de 30 % dans tous les autres départements. La part de la catégorie B (handicap modéré) fluctue de 26 % à 62 % d'une COTOREP à l'autre, avec une exception à 20,6 %. La reconnaissance de catégorie C (handicap grave) a été accordée dans une proportion variant de moins de 3 % à plus de la moitié selon les COTOREP.

Parmi les demandes qui ne font pas l'objet d'une décision positive, la part d'« inaptitude actuelle au milieu ordinaire » varie de 0 à 16 % d'une COTOREP à l'autre, la part d'« inaptitude au milieu protégé » de 0 à 19 %, et la part d'« aptitude normale au travail » de 0 à 15 %.

La structure des décisions apparaît ainsi très contrastée d'une COTOREP à l'autre, sans que l'on puisse distinguer si ces différences relèvent plus du comportement des COTOREP elles-mêmes que de la réalité départementale du handicap.

d) Évolution de la structure des décisions

Hormis une très légère progression des décisions de catégorie B, aux dépens des catégories A et C, la structure globale des décisions au niveau de la France entière est restée remarquablement stable en 2000 par rapport à 1999 (tableau 10).

Tableau 10 - Évolution de l'attribution de la RQTH

	1999	2000
Catégorie A	16,5%	16,1%
Catégorie B	42,8%	43,9%
Catégorie C	24,4%	23,5%
Catégories A+B+C	83,7%	83,6%
Inaptitude actuelle au MO	1,3%	1,5%
Inaptitude totale en MP	4,2%	4,2%
Sursis	8,5%	8,4%
Aptitude normale au travail	2,3%	2,3%
TOTAL des décisions	100,0%	100,0%

Tableau 11 – reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
01	Ain	557	2247	949	672	1621	1188	8,8	58,5%	5,7
02	Aisne	863	2439	1396	921	2317	987	5,1	60,3%	8,3
03	Allier	343	1632	804	808	1612	368	2,7	49,9%	9,3
04	Alpes de Haute Provence	108	760	435	351	786	81	1,2	55,3%	11,1
05	Hautes Alpes	215	843	366	437	803	255	3,8	45,6%	12,6
06	Alpes Maritimes	826	5015	2504	2546	5050	792	1,9	49,6%	9,7
07	Ardèche	510	1767	691	954	1645	632	4,6	42,0%	11,2
08	Ardennes	300	1360	756	661	1417	247	2,1	53,4%	9,4
09	Ariège	173	728	413	336	749	147	2,4	55,1%	11,0
10	Aube	301	1389	791	563	1354	336	3,0	58,4%	8,7
11	Aude	948	1537	923	770	1693	792	5,6	54,5%	10,9
12	Aveyron	381	1238	652	543	1195	424	4,3	54,6%	9,2
13	Bouches du Rhône	1779	8212	4028	4042	8070	1921	2,9	49,9%	8,0
14	Calvados									
15	Cantal	81	396	195	208	403	69	2,1	48,4%	5,3
16	Charente	600	1675	999	722	1721	554	3,9	58,0%	9,8
17	Charente Maritime	1760	2508	1283	1217	2500	1767	8,5	51,3%	8,8
18	Cher	632	1829	868	1088	1956	505	3,1	44,4%	12,1
19	Corrèze	484	1237	619	569	1188	497	5,0	52,1%	10,2
2A	Corse du Sud	98	656	438	156	594	161	3,3	73,7%	9,6
2B	Haute Corse	150	512	295	185	480	182	4,6	61,5%	6,3
21	Côte d'Or	726	1947	951	806	1757	918	6,3	54,1%	6,3
22	Côtes d'Armor	644	2055	1264	845	2109	616	3,5	59,9%	7,9
23	Creuse	116	507	262	210	472	151	3,8	55,5%	8,0
24	Dordogne	448	1524	810	787	1597	375	2,8	50,7%	8,3
25	Doubs	330	2649	1264	1104	2368	611	3,1	53,4%	8,6
26	Drôme	446	1846	1148	598	1746	546	3,8	65,8%	7,6
27	Eure	855	2565	1461	1153	2614	806	3,7	55,9%	8,9
28	Eure et Loir	377	1373	904	526	1430	320	2,7	63,2%	6,6
29	Finistère	1573	4042	2237	2038	4275	1348	3,8	52,3%	9,7
30	Gard	595	3968	1935	1868	3803	763	2,4	50,9%	11,6
31	Haute Garonne									
32	Gers	143	704	409	323	732	115	1,9	55,9%	8,6
33	Gironde	1915	5964	3567	1796	5363	2516	5,6	66,5%	7,4
34	Hérault	1760	4885	2730	2136	4866	1779	4,4	56,1%	10,0
35	Ille et Vilaine	817	3539	2096	1323	3419	938	3,3	61,3%	7,1
36	Indre	374	1305	680	588	1268	411	3,9	53,6%	10,9
37	Indre et Loire	1190	3614	1250	2291	3541	1263	4,3	35,3%	11,8
38	Isère	2960	5705	3138	3186	6324	2345	4,4	49,6%	10,3
39	Jura	288	1021	592	405	997	324	3,9	59,4%	7,7
40	Landes	400	1992	979	1059	2038	354	2,1	48,0%	12,1
41	Loir et Cher	261	1541	868	750	1618	185	1,4	53,6%	10,1
42	Loire	1265	4263	2655	1975	4630	899	2,3	57,3%	12,2
43	Haute Loire	242	1107	664	498	1162	187	1,9	57,1%	10,9
44	Loire Atlantique	1739	5586	2535	2932	5467	1860	4,1	46,4%	8,8
45	Loiret	1068	2870	1409	1452	2861	1083	4,5	49,2%	8,6
46	Lot	154	727	453	267	720	161	2,7	62,9%	9,2
47	Lot et Garonne	342	1509	802	739	1541	310	2,4	52,0%	10,1
48	Lozère	166	415	183	244	427	156	4,4	42,9%	11,3
49	Maine et Loire	926	3700	1551	1952	3503	1123	3,8	44,3%	9,0
50	Manche	860	1906	1096	870	1966	803	4,9	55,7%	8,1

Tableau 11 (suite) – reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
51	Marne	760	1858	870	657	1527	1092	8,6	57,0%	4,8
52	Haute Marne	189	849	419	342	761	277	4,4	55,1%	7,6
53	Mayenne	540	1159	612	736	1348	355	3,2	45,4%	9,2
54	Meurthe et Moselle	1030	3027	1513	1628	3141	885	3,4	48,2%	8,0
55	Meuse	474	909	371	412	783	603	9,2	47,4%	7,9
56	Morbihan	1101	3000	1761	1439	3200	901	3,4	55,0%	9,7
57	Moselle	1304	4197	2255	1799	4054	1514	4,5	55,6%	7,2
58	Nièvre	441	1272	644	544	1188	525	5,3	54,2%	10,7
59L	Nord Lille	2667	7579	4899	3069	7968	2278	3,4	61,5%	8,2
59V	Nord Valenciennes	734	3311	1714	1478	3192	853	3,2	53,7%	7,9
60	Oise	1240	2625	1921	1171	3092	789	3,1	62,1%	7,3
61	Orne	373	1637	648	996	1644	366	2,7	39,4%	11,2
62	Pas de Calais	2208	7285	3746	4008	7754	1740	2,7	48,3%	10,3
63	Puy de Dôme	244	2491	1436	1071	2507	239	1,1	57,3%	7,5
64	Pyrénées Atlantiques	638	2603	1486	1014	2500	741	3,6	59,4%	8,0
65	Hautes Pyrénées	242	965	649	293	942	267	3,4	68,9%	8,2
66	Pyrénées Orientales	314	1999	1155	699	1854	461	3,0	62,3%	9,5
67	Bas Rhin	636	3349	2064	1477	3541	444	1,5	58,3%	6,0
68	Haut Rhin	1106	2712	1761	1170	2931	887	3,6	60,1%	7,5
69	Rhône	3384	7629	4916	2431	7347	3742	6,1	66,9%	8,3
70	Haute Saône	209	1424	702	496	1198	349	3,5	58,6%	10,0
71	Saône et Loire	359	2268	1287	979	2266	361	1,9	56,8%	8,2
72	Sarthe	477	2319	1016	1062	2078	719	4,2	48,9%	7,5
73	Savoie	465	1556	860	697	1557	464	3,6	55,2%	7,6
74	Haute Savoie	2435	2251	1636	883	2519	2176	10,4	64,9%	7,0
75	Ville de Paris	2586	7441	4114	2737	6851	3177	5,6	60,0%	5,2
76	Seine Maritime	228	4980	2907	2103	5010	240	0,6	58,0%	7,5
77	Seine et Marne	1964	5189	2782	2412	5194	1963	4,5	53,6%	7,6
78	Yvelines	2046	4028	2823	1449	4272	1850	5,2	66,1%	5,6
79	Deux Sèvres	439	1736	943	833	1776	401	2,7	53,1%	10,1
80	Somme	718	2277	1505	855	2360	675	3,4	63,8%	7,9
81	Tarn	249	1579	733	665	1398	430	3,7	52,4%	8,1
82	Tarn et Garonne	154	729	509	246	755	130	2,1	67,4%	7,2
83	Var	2626	4738	2901	2153	5054	2311	5,5	57,4%	11,0
84	Vaucluse	464	2375	1553	705	2258	582	3,1	68,8%	8,5
85	Vendée									
86	Vienne	662	1521	925	773	1698	499	3,5	54,5%	7,8
87	Haute Vienne	626	1883	757	788	1545	964	7,5	49,0%	8,2
88	Vosges	486	1994	1146	886	2032	448	2,6	56,4%	10,3
89	Yonne	301	1981	1047	880	1927	355	2,2	54,3%	11,4
90	Territoire de Belfort	264	792	370	342	712	344	5,8	52,0%	9,4
91	Essonne	1640	4188	2393	2612	5005	951	2,3	47,8%	7,7
92	Hauts de Seine	2862	4964	2793	2122	4915	2911	7,1	56,8%	5,9
93	Seine Saint-Denis	3558	6822	4601	3190	7791	2598	4,0	59,1%	9,9
94	Val de Marne	1821	4470	2719	1709	4428	1869	5,1	61,4%	6,2
95	Val d'Oise	2148	4119	1883	1596	3479	2816	9,7	54,1%	5,5
971	Guadeloupe	321	741	491	175	666	396	7,1	73,7%	2,9
972	Martinique	847	706	660	318	978	576	7,1	67,5%	4,8
973	Guyane									
974	Réunion	384	1355	717	355	1072	668	7,5	66,9%	2,8
	France entière	88251	263304	146108	117136	263244	88757	4,0	55,5%	8,1

Tableau 12 – reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (en %)

Départements	catégorie A	catégorie B	catégorie C	inaptitude actuelle au milieu ordinaire	inaptitude totale en milieu protégé	sursis	aptitude normale au travail
01 Ain	4,5	48,2	38,7	0,4	3,0	4,8	0,4
02 Aisne	18,6	42,7	31,4	0,0	2,0	4,5	0,8
03 Allier	22,4	32,9	17,6	4,2	9,6	7,5	5,9
04 Alpes de Haute Provence	3,1	59,5	12,7	2,3	10,3	10,2	1,9
05 Hautes Alpes	20,9	39,5	30,4	1,2	0,7	4,6	2,6
06 Alpes Maritimes	13,0	53,3	27,0	1,7	0,1	4,0	1,0
07 Ardèche	11,3	47,1	28,8	4,3	0,1	8,2	0,2
08 Ardennes	31,5	36,5	13,6	0,0	2,5	9,2	6,7
09 Ariège	6,4	57,2	24,4	0,3	4,9	6,2	0,6
10 Aube	20,5	42,5	28,7	0,0	1,6	5,2	1,5
11 Aude	28,4	28,2	24,1	0,5	1,3	8,4	9,0
12 Aveyron	13,6	43,7	32,9	2,2	0,0	6,3	1,3
13 Bouches du Rhône	17,3	40,5	23,0	0,0	10,0	6,4	2,8
14 Calvados	25,9	47,5	12,8	0,0	4,4	7,1	2,3
15 Cantal	10,6	35,8	28,2	16,2	0,0	8,1	1,2
16 Charente							
17 Charente Maritime	21,4	37,4	24,8	0,0	3,1	0,0	13,2
18 Cher	10,3	34,4	35,7	3,7	3,6	10,1	2,1
19 Corrèze	17,9	37,9	23,9	3,7	4,7	6,6	5,3
2A Corse du Sud	22,1	32,8	30,3	6,2	1,5	5,2	2,0
2B Haute Corse	7,8	45,1	8,6	8,8	0,0	14,5	15,1
21 Côte d'Or	20,9	38,7	25,7	0,1	5,6	7,8	1,2
22 Côtes d'Armor	19,8	41,1	19,4	0,4	7,6	8,7	2,9
23 Creuse	17,2	53,9	17,4	0,0	3,4	6,4	1,7
24 Dordogne	25,9	26,5	31,9	0,0	2,6	4,8	8,3
25 Doubs	20,7	48,0	19,7	0,0	2,5	7,5	1,6
26 Drôme	19,7	58,1	11,4	1,7	2,3	4,4	2,3
27 Eure	18,8	43,1	24,8	0,0	0,8	12,1	0,5
28 Eure et Loir	16,4	45,5	26,1	0,0	2,2	7,7	2,1
29 Finistère	19,0	51,6	12,8	12,5	0,0	3,3	0,7
30 Gard	26,9	33,9	18,4	9,2	0,0	6,9	4,7
31 Haute Garonne							
32 Gers	13,9	32,1	46,0	0,0	3,7	2,5	1,8
33 Gironde	11,7	49,7	18,4	0,2	13,1	5,2	1,7
34 Hérault	25,6	35,1	23,7	0,3	3,7	6,3	5,3
35 Ille et Vilaine	24,9	56,5	2,9	0,1	2,0	11,9	1,7
36 Indre	9,6	38,4	37,3	7,6	0,0	5,1	2,0
37 Indre et Loire	5,6	33,3	29,5	2,7	19,4	4,7	4,8
38 Isère	12,0	56,1	20,6	0,4	0,0	10,9	0,1
39 Jura	13,0	49,4	25,6	1,0	11,1	0,0	0,0
40 Landes	12,6	40,3	28,3	0,0	12,5	3,1	3,1
41 Loir et Cher	9,8	47,3	29,7	0,2	2,3	9,2	1,5
42 Loire	29,6	35,9	27,2	0,4	3,7	2,5	0,8
43 Haute Loire	13,0	43,0	27,2	3,8	0,0	12,9	0,2
44 Loire Atlantique	9,4	36,8	36,6	0,0	9,3	6,2	1,8
45 Loiret	2,9	40,9	41,3	7,1	2,1	5,7	0,2
46 Lot	5,0	47,9	44,7	0,0	1,2	1,0	0,3
47 Lot et Garonne	15,6	35,9	34,8	1,8	0,0	8,3	3,6
48 Lozère	13,8	20,6	53,3	0,2	0,7	11,1	0,2
49 Maine et Loire	18,7	29,4	37,1	0,1	3,3	10,1	1,3
50 Manche	6,7	32,6	41,4	2,2	6,3	5,6	5,3

Tableau 12 (suite) – reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (en %)

Départements		catégorie A	catégorie B	catégorie C	inaptitude actuelle au milieu ordinaire	inaptitude totale en milieu protégé	sursis	aptitude normale au travail
51	Marne	28,9	33,0	28,4	0,0	1,0	6,4	2,2
52	Haute Marne	19,3	37,4	31,9	4,7	1,6	4,0	1,2
53	Mayenne	14,7	32,8	40,7	0,2	1,2	8,2	2,3
54	Meurthe et Moselle							
55	Meuse	27,2	34,2	29,0	1,0	0,0	6,5	2,1
56	Morbihan	3,6	46,6	37,5	0,0	8,5	3,3	0,5
57	Moselle	25,1	34,0	17,8	3,5	2,8	8,5	8,3
58	Nièvre							
59L	Nord Lille	21,4	46,4	25,8	0,0	0,9	3,4	2,1
59V	Nord Valenciennes	28,7	29,6	33,1	0,9	0,0	1,6	6,1
60	Oise	3,8	45,8	33,1	0,0	0,0	16,2	1,1
61	Ome	21,8	45,9	4,8	0,1	0,6	25,1	1,7
62	Pas de Calais	16,2	59,0	9,6	0,1	5,3	7,9	1,9
63	Puy de Dôme	6,7	42,9	17,6	0,0	5,7	21,0	6,1
64	Pyrénées Atlantiques	8,3	54,1	29,4	3,8	0,5	3,6	0,3
65	Hautes Pyrénées	7,7	61,7	22,1	2,7	0,4	4,5	0,9
66	Pyrénées Orientales	22,1	51,1	9,2	3,1	2,6	10,0	1,8
67	Bas Rhin	46,2	36,1	4,7	0,6	1,1	7,3	4,0
68	Haut Rhin	13,9	44,6	32,3	4,5	0,4	3,7	0,5
69	Rhône	10,6	36,0	31,6	0,2	9,0	12,0	0,6
70	Haute Saône	28,4	45,3	19,5	0,2	5,2	1,2	0,2
71	Saône et Loire	16,0	34,7	31,2	0,0	11,8	2,5	3,8
72	Sarthe	18,0	39,6	28,2	3,8	3,3	4,8	2,4
73	Savoie	13,1	34,6	27,0	0,0	5,2	16,4	3,7
74	Haute Savoie	12,3	51,5	26,8	0,0	1,7	7,1	0,6
75	Ville de Paris	11,4	46,4	8,8	0,0	6,9	25,3	1,2
76	Seine Maritime	4,3	54,9	16,3	0,0	7,9	14,9	1,7
77	Seine et Marne	18,7	46,8	23,9	0,0	3,7	4,3	2,7
78	Yvelines	21,3	42,2	25,4	0,0	8,9	0,3	1,9
79	Deux Sèvres	14,4	38,1	36,2	1,8	2,5	5,5	1,5
80	Somme	16,4	51,6	9,2	0,0	6,5	13,9	2,4
81	Tarn							
82	Tarn et Garonne	16,0	44,4	27,6	0,3	2,5	6,7	2,5
83	Var	6,8	46,6	30,2	6,4	0,5	3,8	5,6
84	Vaucluse	25,3	38,4	28,4	0,2	2,3	4,7	0,6
85	Vendée							
86	Vienne							
87	Haute Vienne	19,1	38,5	28,6	0,0	7,5	3,7	2,6
88	Vosges	12,8	45,9	35,8	0,0	2,8	2,2	0,6
89	Yonne	9,8	51,2	26,9	8,6	1,7	1,7	0,2
90	Territoire de Belfort	20,9	46,4	21,3	0,0	7,3	3,2	1,0
91	Essonne	12,2	48,3	27,3	0,0	3,3	8,6	0,2
92	Hauts de Seine	8,4	43,9	23,9	4,3	0,0	19,1	0,5
93	Seine Saint-Denis	15,7	47,9	10,3	0,0	2,0	21,8	2,3
94	Val de Marne	13,9	44,0	16,3	0,0	4,1	20,5	1,1
95	Val d'Oise	12,8	43,2	11,0	0,1	9,2	22,6	1,2
971	Guadeloupe	28,4	43,0	4,3	0,9	11,4	2,1	9,9
972	Martinique							
973	Guyane							
974	Réunion	15,6	37,0	35,9	1,1	2,2	6,1	2,0
	France entière	16,1	43,9	23,5	1,5	4,2	8,4	2,3

B) Les orientations professionnelles (ORP)

Les 184 000 décisions d'ORP, en 2000, ne sont pas les décisions les plus nombreuses prises par les COTOREP, mais elles constituent l'un des objectifs fondamentaux des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel.

a) Description des types d'orientation

Une personne qui attend une orientation professionnelle de la part de la COTOREP peut être dirigée, éventuellement après une préformation, vers le milieu ordinaire, vers le milieu protégé, ou en formation. Comme c'est le cas pour toutes les demandes sur lesquelles se prononce la COTOREP, celle-ci peut également surseoir à la demande ou signifier un refus au demandeur.

Les orientations vers le milieu ordinaire

La COTOREP peut estimer que, malgré son handicap, une personne est apte à travailler en milieu ordinaire. Ce milieu n'offre pas d'établissements dédiés au travail des personnes handicapées, il offre éventuellement une adaptation de ses emplois au travail des personnes handicapées. Ces dernières peuvent de plus recevoir un appui d'une équipe de préparation et de suite du reclassement (EPSR).

Les orientations vers le milieu protégé

Les ateliers protégés et les centres d'aide par le travail accueillent la quasi-totalité des personnes handicapées orientées en milieu protégé (les autres travaillant dans des centres de distribution de travail à domicile).

Les Ateliers protégés (AP)

Les Ateliers protégés constituent des unités économiques de production. Ils mettent les travailleurs handicapés, à même d'exercer une activité professionnelle salariée, dans des conditions adaptées à leurs possibilités. Ils doivent, en outre, favoriser la promotion des travailleurs handicapés et leur accession à des emplois dans le milieu ordinaire du travail. Peuvent être admis en atelier protégé, sur orientation de la COTOREP, les adultes handicapés dont la capacité de travail est au moins égale à un tiers de la capacité d'un travailleur valide effectuant la même tâche.

Les Centres d'aide par le travail (CAT)

Le Centre d'aide par le travail se définit à la fois comme une structure de mise au travail (support d'une activité productive) et une structure médico-sociale menant des activités de soutien. Il poursuit la double mission d'offrir :

- une forme d'insertion professionnelle et sociale adaptée aux besoins des personnes qui ne peuvent « momentanément ou durablement » travailler ni dans les entreprises ordinaires ni dans un atelier protégé, ni exercer une activité professionnelle indépendante.
- les soutiens nécessaires aux personnes handicapées dont les potentialités doivent leur permettre d'accéder au milieu ordinaire du travail ainsi qu'à une autonomie sociale.

Le Centre d'aide par le travail accueille des personnes handicapées à partir de l'âge de 20 ans dont la capacité de travail ne dépasse pas le tiers de celle d'un travailleur valide.

L'orientation en CAT se réalise sur décision exclusive de la COTOREP qui s'impose aux établissements. Bien que certaines dispositions du Code du Travail s'appliquent aux Centres d'aide par le travail (conditions d'hygiène, sécurité...) les travailleurs handicapés qui y sont accueillis n'ont pas le statut de salariés. Dès lors qu'il est admis en CAT, le travailleur handicapé bénéficie de la garantie de ressources assurée par l'État sous forme d'un

complément de rémunération fixé par rapport au Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) qui s'ajoute au salaire direct versé par l'employeur.

Les orientations vers des formations

Les centres de rééducation professionnelle dispensent une formation aux personnes handicapées, qui peuvent aussi aller en centre d'apprentissage. A l'occasion d'une première demande notamment, le demandeur peut être aiguillé vers un centre de pré-orientation.

Le centre de pré-orientation (PREO)

Les centres de pré-orientation accueillent, sur décision des COTOREP, des travailleurs reconnus handicapés dont l'orientation professionnelle présente des difficultés particulières non solutionnées. Le centre de pré-orientation a pour objectif de donner les informations et les motivations nécessaires à l'élaboration d'un projet professionnel en liaison avec les intervenants des stages, les services des psychologues de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et l'Équipe de préparation et de suite du reclassement (EPSR).

L'apprentissage

L'âge maximum d'admission en apprentissage pour les personnes handicapées est de 25 ans (26 ans sur décision de la COTOREP), et la durée peut dépasser d'un an la durée normale de tout apprentissage. Ces aménagements peuvent porter également sur les modalités de l'apprentissage (enseignement théorique par correspondance). L'employeur recevant en formation un apprenti handicapé peut bénéficier de primes visant à compenser le manque à gagner ou les dépenses supplémentaires.

La rééducation professionnelle et la réadaptation au travail

La rééducation professionnelle consiste à réinsérer tout bénéficiaire de l'assurance maladie devenu inapte à exercer sa profession du fait d'une maladie ou d'un accident professionnel ou non. Le travailleur handicapé peut bénéficier d'une rééducation et réadaptation, ou d'une éducation professionnelle, soit dans un centre spécialisé public ou privé, soit dans un centre de formation professionnelle collectif ou d'entreprise, soit directement chez un employeur.

b) Les décisions d'orientations professionnelles en 2000

On dispose d'une information pour 97 COTOREP sur 101 qui représentent plus de 97 % des 184 400 décisions d'ORP prises en 2000. Neuf COTOREP ont pris plus de 4 000 décisions chacune (tableau 17)⁴ : la Seine-Saint-Denis (7 760), Lille, le Pas-de-Calais, les Alpes-Maritimes, l'Essonne, les Hauts-de-Seine, le Rhône, les Bouches-du-Rhône et Paris. Ensemble, ces 9 COTOREP cumulent plus du quart des décisions prises dans la France entière. À l'opposé, trois COTOREP ont pris moins de 300 décisions chacune.

Le nombre moyen de décisions d'ORP pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans est de 5,6. Le nombre de décisions d'ORP pour 1 000 habitants âgés de 20 à 59 ans va de moins de trois dans 4 COTOREP à plus de 10 dans deux d'entre elles.

Le délai moyen de décision approche de 5 mois. Il varie de moins d'un mois et demi dans 3 COTOREP et excède 15 dans 3 autres.

En moyenne un peu plus d'une demande sur deux (52 %) est une première demande dans la France entière. Cette part dépasse 65 % dans cinq départements. À l'opposé, la part de premières demandes dépasse à peine 37 % dans deux départements.

⁴ Les tableaux 17 à 23 sont regroupés à la fin de cette partie V.1.B sur les ORP.

c) La structure des décisions d'orientations professionnelles

On ne dispose de la répartition des décisions par nature que dans 82 COTOREP. Les tableaux départementaux donnent, respectivement pour les premières demandes et les renouvellements, les orientations en milieu protégé (tableaux 18 et 19), en formation (tableaux 20 et 21), et en milieu ordinaire (tableaux 22 et 23). En 2000, il y a eu légèrement moins de refus, de sursis sans suite et d'orientation en milieu protégé ou en formation (tableau 13) qu'en 1999. Mais les orientations en milieu ordinaire se sont relativement accrues d'une année sur l'autre : elles représentaient 39 % des orientations en 1999 contre 41 % en 2000.

Graphique 7 – les orientations en milieu ordinaire protégé et formation

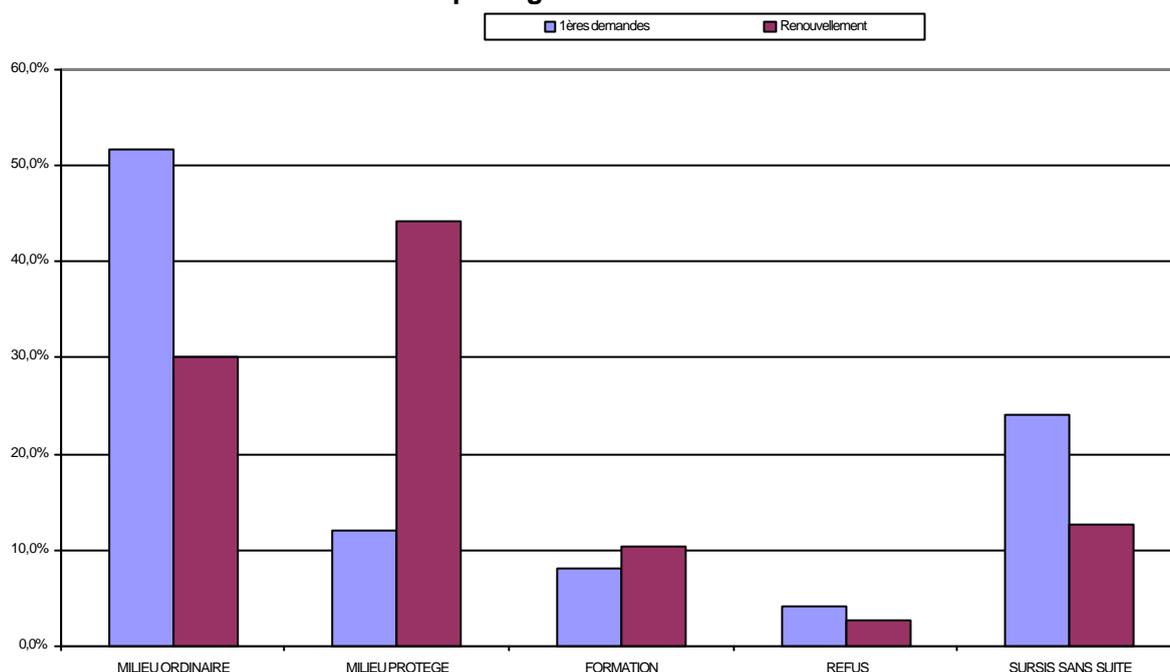


Tableau 13 - Structure des orientations professionnelles en 1999 et en 2000

	1999			2000		
	Premières demandes	Renouvellements	TOTAL	Premières demandes	Renouvellements	TOTAL
Milieu ordinaire	48,3%	28,2%	38,6%	51,7%	30,1%	41,2%
Milieu protégé	13,2%	44,4%	28,2%	12,0%	44,2%	27,6%
Formation	8,7%	11,3%	9,9%	8,1%	10,4%	9,2%
Refus	4,5%	2,8%	3,7%	4,1%	2,7%	3,4%
Sursis sans suite	25,3%	13,3%	19,5%	24,1%	12,7%	18,6%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

En dépit de ces faibles différences, la structure des orientations reste assez stable. Plus de la moitié des premières demandes traitées en 2000 ont fait l'objet d'une orientation en milieu ordinaire, contre moins d'un tiers en ce qui concerne les renouvellements (graphique 7). Par contre, la part d'orientation en milieu protégé est prééminente dans les renouvellements (44 %), et nettement plus faible dans les premières demandes (12 %). Le déséquilibre entre premières demandes et renouvellements est beaucoup moins marqué dans la formation : 8 % des premières demandes sont orientées vers une formation et 10 % des renouvellements.

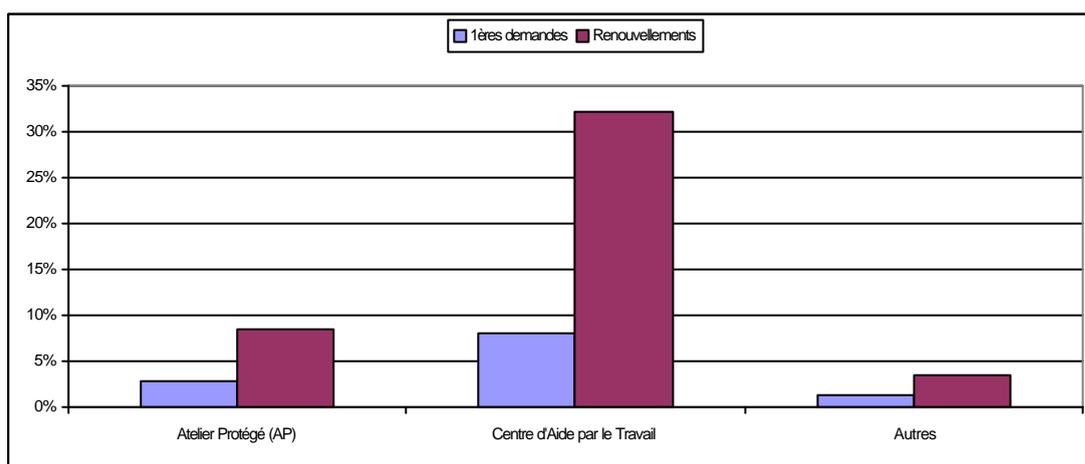
Les orientations vers le milieu protégé

Les orientations en milieu protégé sont plus fréquentes pour les renouvellements, et plus spécialement en CAT puisqu'un tiers des renouvellements est orienté en CAT, alors que cette proportion est à peine de 8 % pour les premières demandes (graphique 8). La différence est relativement similaire en ce qui concerne les AP (8,7 % des renouvellements contre 2,7 % des premières demandes), et pour les autres orientations.

Tableau 14 - proportion d'orientations vers le milieu protégé

	Premières demandes	Renouvellements
Proportions maximales	Ariège 55,5 % Valenciennes 40,7 % Aisne 30,9 %	Valenciennes 86,1 % Lozère 78,5 % Corrèze 73,0 %
Moyenne (France entière)	12,0 %	44,2 %
Médiane	12,9 %	48,5 %
Proportions minimales	Gard 4,2 % Alpes-Maritimes 2,8 %	Allier 22,0 % Savoie 19,8 % Gard 19,9 %

Graphique 8 – Orientations vers le milieu protégé



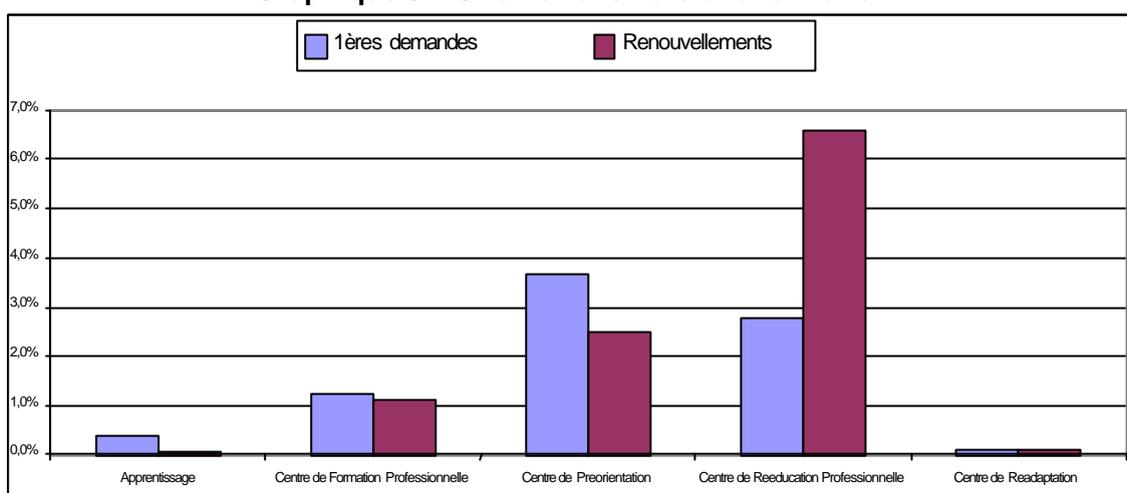
Les orientations vers une formation

Sur les 10,4 % de demandes de renouvellements orientées en formation, 6,6 % le sont vers un centre de rééducation professionnelle (graphique 9). De manière logique, les premières demandes sont plus fréquemment orientées en apprentissage ou en pré-orientation. Par ailleurs, on relève un peu plus de 1 % en centre de formation professionnelle, quel que soit le rang de la demande.

Tableau 15 - Proportion d'orientations vers une formation

	Premières demandes	Renouvellements
Proportions maximales	Hautes-Alpes 43,6 % Haute-Saône 25,8 % Manche 23,6 %	Hautes-Alpes 32,3 % Var 31,3 % Seine-et-Marne 23,8 %
Moyenne (France entière)	8,1 %	10,4 %
Médiane	7,4 %	10,0 %
Proportions minimales	Gard 0,9 % Savoie 0,8 % Hauts-de-Seine 0,1 %	Mayenne 3,3 % Corrèze 3,2 %

Graphique 9 – Orientations vers une formation



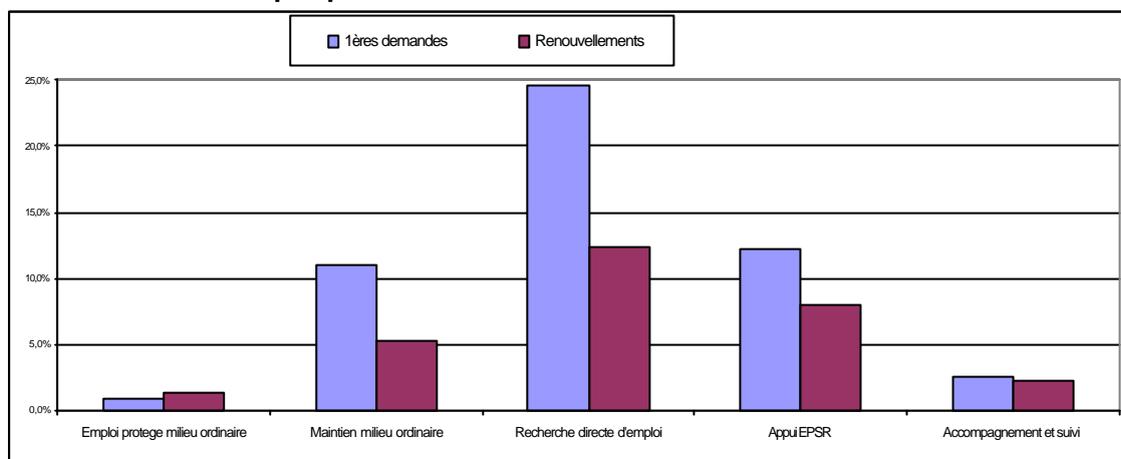
Les orientations vers le milieu ordinaire

Le graphique 10 représente les proportions d'orientation en milieu ordinaire de la France entière, à l'exception des contrats de rééducation et des interruptions de stage qui ensemble représentent moins de 1 % des orientations, aussi bien en premières demandes qu'en renouvellements. Un peu plus de la moitié des premières demandes d'orientation professionnelle débouchent sur des orientations vers le milieu ordinaire, et la moitié de ces dernières consiste en des recherches directes d'emploi. Á l'exception de l'emploi protégé en milieu ordinaire, la part de premières demandes est toujours supérieure à celle des renouvellements, notamment en ce qui concerne le maintien en milieu ordinaire. Sur l'ensemble des 30 % de renouvellements orientés en milieu ordinaire, 12,4 % seulement le sont en recherche directe d'emploi.

Tableau 16 - Proportion d'orientations vers le milieu ordinaire

	Premières demandes	Renouvellements
Proportions maximales	Alpes-Maritimes 83,2 % Drôme 80,5 % Lot-et-Garonne 75,7 % Landes 72,8 %	Gard 63,4 % Allier 58,9 % Alpes-Maritimes 56,5 % Savoie 53,9 % Jura 52,0 %
Moyenne (France entière)	51,7 %	30,1 %
Médiane	47,7 %	25,3 %
Proportions minimales	Cher 23,3 % Guadeloupe 19,4 % Saône-et-Loire 16,5 % Ariège 14,4 %	Gers 7,5 % Vaucluse 5,3 % Lozère 4,8 %

Graphique 10 – Orientations en milieu ordinaire



Les refus et sursis sans suite

La COTOREP peut refuser de se prononcer sur l'orientation d'une personne si elle estime que cela ne relève pas de sa compétence, elle peut également surseoir à sa décision (graphique 7). La somme des refus et des sursis sans suite donne une mesure des décisions non favorables. Certaines COTOREP ne prononcent quasiment jamais de refus ou de sursis. Dans deux COTOREP la part des décisions non favorables dépasse la moitié pour les premières demandes. Dans une COTOREP, les refus ou sursis de renouvellement dépassent 30 %.

Tableau 17 – Orientation professionnelle

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnées en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
01	Ain	836	1781	650	748	1398	1223	10,5	46,5%	5,0
02	Aisne	446	1403	684	694	1378	473	4,1	49,6%	4,9
03	Allier	299	1585	606	1029	1635	257	1,9	37,1%	9,4
04	Alpes de Haute Provence	121	549	310	286	596	74	1,5	52,0%	8,4
05	Hautes Alpes	73	292	137	123	260	105	4,8	52,7%	4,1
06	Alpes Maritimes	823	4958	2472	2480	4952	829	2,0	49,9%	9,5
07	Ardèche	342	1334	481	783	1264	412	3,9	38,1%	8,6
08	Ardennes	249	1095	537	626	1163	182	1,9	46,2%	7,7
09	Ariège	146	539	263	274	537	147	3,3	49,0%	7,9
10	Aube	215	869	471	401	872	212	2,9	54,0%	5,6
11	Aude	787	1007	690	570	1260	549	5,2	54,8%	8,1
12	Aveyron	183	855	314	497	811	227	3,4	38,7%	6,2
13	Bouches du Rhône	1837	4750	2399	2290	4689	1898	4,9	51,2%	4,7
14	Calvados									
15	Cantal	63	375	154	224	378	63	2,0	40,7%	5,0
16	Charente	317	850	470	446	916	251	3,3	51,3%	5,2
17	Charente Maritime	1467	2014	1216	869	2085	1396	8,0	58,3%	7,4
18	Cher	469	1328	531	823	1354	443	3,9	39,2%	8,4
19	Corrèze	445	929	404	513	917	447	5,8	44,1%	7,9
2A	Corse du Sud	31	257	166	71	237	51	2,6	70,0%	3,8
2B	Haute Corse	85	204	139	83	222	67	3,6	62,6%	2,9
21	Côte d'Or	676	1460	611	742	1353	783	6,9	45,2%	4,8
22	Côtes d'Armor	572	1719	976	792	1768	546	3,7	55,2%	6,6
23	Creuse	98	368	181	188	369	97	3,2	49,1%	6,3
24	Dordogne	362	1221	640	614	1254	329	3,1	51,0%	6,5
25	Doubs	196	1628	650	884	1534	290	2,3	42,4%	5,6
26	Drôme	338	1459	697	675	1372	425	3,7	50,8%	6,0
27	Eure	781	2131	918	1318	2236	676	3,6	41,1%	7,7
28	Eure et Loire	314	976	559	450	1009	281	3,3	55,4%	4,7
29	Finistère	1170	2728	1568	1311	2879	1027	4,3	54,5%	6,5
30	Gard	594	3956	1980	1810	3790	761	2,4	52,2%	11,6
31	Haute Garonne									
32	Gers	87	384	199	211	410	61	1,8	48,5%	4,8
33	Gironde	2288	3659	2119	1246	3365	2585	9,2	63,0%	4,7
34	Hérault	1286	2741	1490	1165	2655	1372	6,2	56,1%	5,4
35	Ille et Vilaine	765	3217	1574	1498	3072	910	3,6	51,2%	6,4
36	Indre	294	781	349	395	744	331	5,3	46,9%	6,4
37	Indre et Loire	1098	3369	1214	2045	3259	1208	4,4	37,3%	10,9
38	Isère	1724	3291	1895	1772	3667	1349	4,4	51,7%	6,0
39	Jura	309	1140	438	628	1066	395	4,4	41,1%	8,2
40	Landes	278	1303	671	661	1332	249	2,2	50,4%	7,9
41	Loir et Cher	158	996	602	401	1003	151	1,8	60,0%	6,3
42	Loire	914	2704	1440	1115	2555	1063	5,0	56,4%	6,7
43	Haute Loire	169	558	376	220	596	131	2,6	63,1%	5,6
44	Loire Atlantique	1277	3273	1578	1710	3288	1263	4,6	48,0%	5,3
45	Loiret	787	1682	813	847	1660	809	5,8	49,0%	5,0
46	Lot	106	428	224	187	411	123	3,6	54,5%	5,3
47	Lot et Garonne	230	1154	494	552	1046	338	3,9	47,2%	6,9
48	Lozère	138	319	146	196	342	115	4,0	42,7%	9,0
49	Maine et Loire	675	3199	1142	1737	2879	995	4,1	39,7%	7,4
50	Manche	698	1223	670	569	1239	684	6,6	54,1%	5,1

Tableau 17 (suite) – Orientation professionnelle

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
51	Marne	980	1023	384	445	829	1174	17,0	46,3%	2,6
52	Haute Marne	166	570	314	268	582	154	3,2	54,0%	5,8
53	Mayenne	516	1101	520	799	1319	301	2,7	39,4%	9,0
54	Meurthe et Moselle	753	1953	872	1145	2017	688	4,1	43,2%	5,1
55	Meuse	294	503	253	256	509	292	6,9	49,7%	5,1
56	Morbihan	705	1874	1151	819	1970	609	3,7	58,4%	6,0
57	Moselle	1469	2969	1665	1503	3168	1353	5,1	52,6%	5,6
58	Nièvre	286	825	391	390	781	330	5,1	50,1%	7,0
59L	Nord Lille	1842	4881	2889	2196	5085	1638	3,9	56,8%	5,2
59V	Nord Valenciennes	389	1390	479	705	1184	595	6,0	40,5%	2,9
60	Oise	820	1522	1241	696	1937	436	2,7	64,1%	4,6
61	Orne	290	1039	488	564	1052	277	3,2	46,4%	7,1
62	Pas de Calais	1546	4807	1997	3074	5071	1283	3,0	39,4%	6,7
63	Puy de Dôme	190	1746	791	954	1745	204	1,4	45,3%	5,2
64	Pyrénées Atlantiques	482	1423	759	592	1351	554	4,9	56,2%	4,3
65	Hautes Pyrénées	209	822	403	430	833	214	3,1	48,4%	7,3
66	Pyrénées Orientales	175	739	342	314	656	260	4,8	52,1%	3,4
67	Bas Rhin	293	2059	1045	1033	2078	274	1,6	50,3%	3,5
68	Haut Rhin	1180	1936	1087	1010	2097	1025	5,9	51,8%	5,3
69	Rhône	3478	5329	3329	1558	4887	4010	9,8	68,1%	5,5
70	Haute Saône	116	414	178	214	392	106	3,2	45,4%	3,3
71	Saône et Loire	426	1220	590	607	1197	449	4,5	49,3%	4,3
72	Sarthe	475	1689	696	943	1639	531	3,9	42,5%	5,9
73	Savoie	411	1807	732	973	1705	513	3,6	42,9%	8,3
74	Haute Savoie	2578	1710	1070	617	1687	2610	18,6	63,4%	4,7
75	Ville de Paris	1877	4543	2652	1696	4348	2073	5,7	61,0%	3,3
76	Seine Maritime	185	3619	1592	2021	3613	223	0,7	44,1%	5,4
77	Seine et Marne	1432	3005	1583	1443	3026	1415	5,6	52,3%	4,5
78	Yvelines	2200	4004	2575	1340	3915	2335	7,2	65,8%	5,1
79	Deux Sèvres	337	1049	556	586	1142	259	2,7	48,7%	6,5
80	Somme	580	1875	1026	997	2023	473	2,8	50,7%	6,7
81	Tarn	157	948	398	460	858	247	3,5	46,4%	5,0
82	Tarn et Garonne	190	344	231	144	375	161	5,2	61,6%	3,6
83	Var	1372	2518	1556	1079	2635	1254	5,7	59,1%	5,7
84	Vaucluse	289	1102	662	397	1059	333	3,8	62,5%	4,0
85	Vendée									
86	Vienne	739	1961	952	1115	2067	643	3,7	46,1%	9,5
87	Haute Vienne	581	1385	514	734	1248	718	6,9	41,2%	6,6
88	Vosges	339	1297	716	545	1261	375	3,6	56,8%	6,4
89	Yonne	492	1271	575	657	1232	531	5,2	46,7%	7,3
90	Territoire de Belfort	139	336	182	145	327	148	5,4	55,7%	4,3
91	Essonne	1559	4173	2440	2483	4923	914	2,2	49,6%	7,6
92	Hauts de Seine	2867	4973	2845	2076	4921	2921	7,1	57,8%	5,9
93	Seine Saint-Denis	3468	6852	4657	3107	7764	2565	4,0	60,0%	9,8
94	Val de Marne	1233	2740	1783	1001	2784	1195	5,2	64,0%	3,9
95	Val d'Oise	1641	2856	1295	995	2290	2221	11,6	56,6%	3,6
971	Guadeloupe	675	433	393	110	503	641	15,3	78,1%	2,2
972	Martinique	541	553	467	156	623	472	9,1	75,0%	3,0
973	Guyane									
974	Réunion	505	1290	641	496	1137	665	7,0	56,4%	3,0
	France entière	73563	184046	96060	88329	184389	73856	4,8	52,1%	5,6

Tableau 18 – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu protégé - (1ères demandes)

Départements		MILIEU PROTEGE										Total Milieu Protégé
		Atelier Protégé				Centre d'Aide par le Travail					Autres	
		atelier protégé	Essai AP	Maintien AP	Sortie AP	CAT	Essai CAT	Maintien CAT	Passage en CAT à temps partiel	Sortie CAT		
01	Ain	0,0	2,5	0,0	0,0	1,0	6,9	2,2	0,0	0,0	0,0	12,7
02	Aisne	0,1	7,3	0,0	0,0	0,1	15,4	0,1	0,0	0,0	7,8	30,9
03	Allier	0,0	3,1	0,0	0,0	1,6	5,0	0,0	0,0	0,0	0,1	9,9
04	Alpes de Haute Provence	0,0	2,9	0,0	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0	0,6	0,0	5,4
05	Hautes Alpes	0,0	0,8	0,0	0,0	0,8	6,8	0,0	0,0	0,0	0,8	9,0
06	Alpes Maritimes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	0,2	0,0	0,0	0,4	2,8
07	Ardèche	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	5,8	1,2	0,0	0,0	0,0	8,7
08	Ardennes	1,1	0,0	0,4	0,0	8,4	0,2	0,0	0,0	0,0	1,5	11,5
09	Ariège	5,3	0,0	0,0	0,0	2,7	0,0	1,1	0,0	0,0	46,4	55,5
10	Aube	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0	8,9	0,6	0,0	0,0	0,0	14,0
11	Aude	1,5	0,4	0,0	0,0	0,0	12,4	0,3	0,0	0,0	0,0	14,6
12	Aveyron	0,0	4,2	0,3	0,0	0,3	5,7	1,5	0,0	0,0	0,0	12,0
13	Bouches du Rhône	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	6,0	0,3	0,0	0,0	0,1	7,1
14	Calvados											
15	Cantal	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	20,5	1,9	0,0	0,0	0,0	29,2
16	Charente											
17	Charente Maritime	0,0	1,6	0,1	0,0	0,0	4,9	0,2	0,0	0,0	4,6	11,4
18	Cher	5,7	0,0	0,0	0,0	0,5	5,8	0,0	0,0	0,0	11,2	23,1
19	Corrèze	2,7	0,0	0,2	0,0	6,5	0,0	1,3	0,2	0,0	2,3	13,2
2A	Corse du Sud	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	14,7	4,7	0,0	0,0	0,0	20,0
2B	Haute Corse	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0	9,8	3,5	0,0	0,7	0,0	15,4
21	Côte d'Or	3,3	0,3	0,2	0,0	9,1	0,0	0,5	0,0	0,0	4,4	17,8
22	Côtes d'Armor	4,7	0,0	0,0	0,0	4,9	0,6	0,0	0,0	0,0	20,2	30,5
23	Creuse	0,0	0,0	0,0	0,0	5,8	0,5	0,0	0,0	0,0	4,2	10,6
24	Dordogne	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0	5,9	1,7	0,0	0,0	1,4	10,6
25	Doubs	1,1	0,0	0,1	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	7,7
26	Drôme	0,0	2,7	0,1	0,0	1,4	7,9	0,4	0,0	0,0	0,4	13,1
27	Eure	0,1	7,4	0,3	0,0	0,1	9,8	0,0	0,0	0,0	0,0	17,7
28	Eure et Loir	0,4	1,4	0,0	0,0	0,7	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,5
29	Finistère	4,2	0,0	0,0	0,0	0,1	4,5	0,4	0,0	0,0	0,0	9,2
30	Gard	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	3,1	0,7	0,0	0,0	0,0	4,2
31	Haute Garonne											
32	Gers	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	0,5	2,0	0,0	0,0	0,0	14,6
33	Gironde	0,0	3,0	0,2	0,0	0,1	7,2	1,0	0,0	0,0	0,0	11,7
34	Hérault	0,1	1,3	0,0	0,0	0,0	7,6	0,7	0,0	0,0	0,0	9,7
35	Ille et Vilaine	0,4	0,8	0,2	0,0	2,7	4,4	1,3	0,0	0,3	9,4	19,5
36	Indre	0,6	1,4	0,3	0,0	0,6	9,9	0,3	0,0	0,0	0,0	13,0
37	Indre et Loire	3,2	0,0	0,0	0,0	0,1	4,0	0,4	0,0	0,1	0,1	7,8
38	Isère	1,0	0,0	0,2	0,0	0,7	3,9	0,4	0,0	0,0	2,5	8,5
39	Jura	0,0	2,0	0,0	0,0	1,3	3,7	0,9	0,0	0,0	5,2	13,1
40	Landes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	4,3	0,4	0,0	0,1	0,0	5,5
41	Loir et Cher	0,1	4,9	0,0	0,0	0,0	2,8	0,1	0,0	0,0	0,3	8,4
42	Loire	0,7	2,9	0,3	0,0	0,1	5,3	0,1	0,1	0,0	0,7	10,1
43	Haute Loire	0,0	3,6	0,0	0,0	3,6	4,9	2,1	0,0	0,0	0,0	14,1
44	Loire Atlantique	0,1	3,4	0,0	0,0	0,2	6,0	0,1	0,0	0,0	4,0	13,9
45	Loiret											
46	Lot	0,0	5,5	0,0	0,0	0,5	8,3	0,9	0,0	0,0	0,0	15,1
47	Lot et Garonne	3,8	0,0	0,0	0,0	0,2	8,3	0,0	0,0	0,0	0,0	12,3
48	Lozère	1,3	5,0	0,6	0,0	2,5	6,3	4,4	0,0	0,0	0,0	20,1
49	Maine et Loire	8,8	0,0	0,3	0,0	0,0	7,0	0,3	0,0	0,0	0,1	16,4
50	Manche	0,0	4,8	0,0	0,0	1,0	7,8	0,8	0,0	0,2	0,0	14,5

Tableau 18 (suite) – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu protégé - (1ères demandes)

Départements		MILIEU PROTEGE										Total Milieu Protégé
		Atelier Protégé				Centre d'Aide par le Travail					Autres	
		atelier protégé	Essai AP	Maintien AP	Sortie AP	CAT	Essai CAT	Maintien CAT	Passage en CAT à temps partiel	Sortie CAT		
51	Marne											
52	Haute Marne	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	5,9	0,3	0,0	0,0	0,6	7,6
53	Mayenne	0,2	2,3	0,0	0,0	1,7	7,2	0,2	0,0	0,0	0,0	11,5
54	Meurthe et Moselle											
55	Meuse	0,0	3,3	0,4	0,0	0,0	11,7	0,4	0,0	0,0	0,0	15,7
56	Morbihan	1,9	0,0	0,1	0,0	0,0	5,0	0,4	0,0	0,0	0,0	7,5
57	Moselle											
58	Nièvre											
59L	Nord Lille	6,3	1,2	0,0	0,0	0,0	7,5	0,2	0,0	0,0	0,0	15,2
59V	Nord Valenciennes	0,0	8,3	0,0	0,0	0,0	31,5	0,8	0,0	0,0	0,0	40,7
60	Oise	0,0	2,3	0,0	0,0	0,1	8,6	0,1	0,0	0,0	0,0	11,1
61	Orne	0,3	4,7	0,2	0,0	0,2	5,3	0,3	0,0	0,0	3,1	14,1
62	Pas de Calais	0,2	4,7	0,1	0,0	0,1	8,1	0,4	0,0	0,0	1,3	14,7
63	Puy de Dôme	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	7,3	7,2	0,1	0,2	0,0	17,0
64	Pyrénées Atlantiques											
65	Hautes Pyrénées	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	9,5	0,0	0,0	0,0	0,0	10,2
66	Pyrénées Orientales											
67	Bas Rhin											
68	Haut Rhin	1,0	4,7	0,0	0,0	0,2	9,5	0,0	0,0	0,1	0,0	15,4
69	Rhône											
70	Haute Saône	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	16,9	0,6	0,0	0,0	0,0	28,1
71	Saône et Loire	1,7	0,0	0,0	0,0	11,5	0,0	0,3	0,0	0,0	0,5	14,1
72	Sarthe	4,8	0,0	0,3	0,0	2,5	2,8	0,4	0,0	0,1	0,3	11,1
73	Savoie	1,2	0,1	0,0	0,0	2,7	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	4,8
74	Haute Savoie	7,1	0,1	0,0	0,0	5,2	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	12,8
75	Ville de Paris	0,6	0,0	0,2	0,0	8,3	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	9,8
76	Seine Maritime	0,0	1,2	0,1	0,0	0,0	7,1	0,8	0,0	0,0	1,4	10,6
77	Seine et Marne	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	4,9	0,5	0,0	0,0	0,1	6,3
78	Yvelines											
79	Deux Sèvres	0,2	8,4	0,2	0,0	0,0	7,6	0,3	0,0	0,0	1,3	17,9
80	Somme	5,1	0,1	0,3	0,0	10,1	1,4	0,7	0,0	0,0	3,1	20,7
81	Tarn											
82	Tarn et Garonne	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0	12,0	2,4	0,0	0,0	0,0	16,1
83	Var	0,1	0,1	0,0	0,0	0,4	6,3	0,3	0,0	0,0	0,0	7,1
84	Vaucluse	0,0	5,0	0,0	0,0	0,2	14,2	0,0	0,0	0,0	0,0	19,3
85	Vendée											
86	Vienne											
87	Haute Vienne	4,6	0,6	0,0	0,0	8,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	13,7
88	Vosges	0,1	1,7	0,1	0,0	0,0	11,4	0,4	0,0	0,0	0,1	13,9
89	Yonne											
90	Territoire de Belfort	0,5	2,0	0,0	0,0	1,5	7,7	0,0	0,0	0,0	0,0	11,7
91	Essonne	0,9	0,0	0,1	0,0	4,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	5,7
92	Hauts de Seine	0,7	0,2	0,0	0,0	0,2	5,4	0,6	0,0	0,0	0,0	7,2
93	Seine Saint-Denis	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	4,0	0,6	0,0	0,0	0,0	4,9
94	Val de Marne	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	8,9	1,4	0,0	0,0	0,0	12,1
95	Val d'Oise	1,7	0,0	0,1	0,0	8,5	0,3	0,5	0,0	0,0	1,2	12,3
971	Guadeloupe	0,5	0,0	0,0	0,0	14,3	7,0	6,3	0,0	2,1	0,2	30,4
972	Martinique											
973	Guyane											
974	Réunion	1,3	0,0	0,0	0,0	13,6	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	15,3
France entière		1,3	1,3	0,1	0,0	1,9	5,3	0,7	0,0	0,0	1,3	12,0

Tableau 19 – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu protégé - (Renouvellements)

Départements		MILIEU PROTEGE										Total Milieu Protégé
		Atelier Protégé				Centre d'Aide par le Travail					Autres	
		atelier protégé	Essai AP	Maintien AP	Sortie AP	CAT	Essai CAT	Maintien CAT	Passage en CAT à temps partiel	Sortie CAT		
01	Ain	0,4	2,8	1,9	0,0	3,2	6,1	16,8	0,0	0,0	0,1	31,3
02	Aisne	0,2	4,5	1,4	0,0	5,3	6,2	33,5	0,0	0,7	19,5	71,3
03	Allier	0,3	3,7	0,8	0,0	7,7	3,9	1,7	0,1	0,3	3,4	22,0
04	Alpes de Haute Provence	2,1	6,6	1,4	0,0	0,0	5,2	15,6	0,0	0,7	0,0	31,5
05	Hautes Alpes	0,0	0,0	0,0	0,0	28,2	2,4	15,3	0,0	0,0	0,0	46,0
06	Alpes Maritimes	0,3	0,4	0,0	0,1	0,3	2,8	13,2	0,7	2,1	5,9	25,8
07	Ardèche	0,0	4,3	2,0	0,0	0,0	5,2	21,0	0,9	0,1	0,0	33,6
08	Ardennes	1,9	0,2	2,9	0,3	7,6	0,0	24,0	0,3	1,9	2,5	41,7
09	Ariège	10,4	0,0	0,3	0,0	4,0	0,3	29,6	0,3	1,3	20,2	66,7
10	Aube	0,0	4,5	6,2	0,2	0,0	5,0	32,2	1,5	3,7	0,0	53,4
11	Aude	3,2	0,5	2,5	0,0	0,3	7,8	50,9	0,3	0,3	0,0	66,0
12	Aveyron	0,0	7,5	2,4	0,0	0,2	4,0	23,9	0,0	0,0	0,0	38,0
13	Bouches du Rhône	0,2	2,7	1,4	0,2	0,0	11,0	24,9	0,0	2,0	0,1	42,6
14	Calvados											
15	Cantal	11,1	0,4	0,4	0,0	0,0	8,1	42,1	0,4	0,9	0,0	63,4
16	Charente											
17	Charente Maritime	0,1	5,5	3,5	0,0	0,1	4,2	10,4	0,0	0,0	11,9	35,6
18	Cher	9,8	0,0	4,3	0,0	2,7	5,0	11,0	0,0	0,4	12,6	45,8
19	Corrèze	5,0	0,1	1,3	0,3	7,7	4,7	39,6	0,9	3,8	9,6	73,0
2A	Corse du Sud	0,0	1,4	34,7	0,0	0,0	12,5	2,8	0,0	0,0	0,0	51,4
2B	Haute Corse	0,0	5,7	0,0	0,0	0,0	5,7	33,3	0,0	11,5	0,0	56,3
21	Côte d'Or	5,6	0,8	7,8	0,5	4,1	0,0	24,2	0,0	0,4	5,1	48,6
22	Côtes d'Armor	14,8	0,0	3,4	0,0	6,7	0,1	12,9	1,2	0,0	14,1	53,3
23	Creuse	2,1	0,5	35,4	0,0	9,2	2,6	0,0	0,0	0,5	2,1	52,3
24	Dordogne	1,5	2,9	0,2	0,3	0,8	4,7	26,9	2,8	2,1	11,7	53,8
25	Doubs	3,7	0,1	4,1	0,9	6,2	0,8	22,9	1,2	1,3	11,8	52,9
26	Drôme	0,9	4,6	4,7	0,0	1,8	6,4	29,1	0,0	0,3	3,8	51,6
27	Eure	2,7	6,2	7,7	0,0	3,6	7,5	14,3	0,3	0,1	0,0	42,4
28	Eure et Loire	4,0	3,5	8,6	0,4	2,9	13,7	19,6	0,2	1,1	0,0	54,1
29	Finistère	17,5	0,0	0,1	0,0	3,2	4,5	24,6	0,0	0,1	0,0	49,9
30	Gard	0,1	0,9	0,6	0,0	0,0	3,8	11,6	0,0	0,0	0,0	16,9
31	Haute Garonne											
32	Gers	0,0	0,5	0,9	0,0	9,9	0,0	51,9	1,4	0,5	0,0	65,1
33	Gironde	1,0	5,3	3,4	0,2	3,2	7,3	26,6	0,9	3,2	0,1	51,0
34	Hérault	0,1	3,9	1,3	0,0	0,0	8,3	26,7	0,0	0,0	0,0	40,3
35	Ille et Vilaine	1,2	3,3	1,1	0,0	8,4	4,8	9,9	0,0	1,0	4,3	34,1
36	Indre	0,5	3,0	1,0	0,0	1,3	8,6	32,1	0,0	3,3	1,8	51,5
37	Indre et Loire	4,7	0,0	4,5	0,2	0,1	6,7	14,8	0,0	1,7	0,0	32,9
38	Isère	2,8	0,2	4,2	0,0	1,3	7,7	27,3	0,0	0,0	4,1	47,5
39	Jura	1,1	2,0	3,3	0,2	5,8	3,6	9,4	0,3	0,6	2,0	28,5
40	Landes	0,3	0,7	1,5	0,1	1,3	6,6	33,3	0,1	0,9	0,0	44,9
41	Loir et Cher	3,3	13,9	10,4	0,4	4,1	5,7	14,7	0,0	0,0	0,8	53,3
42	Loire	2,9	5,2	1,8	0,0	0,2	7,7	9,7	1,5	2,6	1,2	32,8
43	Haute Loire	0,9	9,5	1,7	0,0	3,0	11,3	18,2	0,0	0,0	0,0	44,6
44	Loire Atlantique	4,4	7,5	3,3	0,1	6,8	6,8	12,4	0,0	0,4	10,0	51,7
45	Loiret											
46	Lot	3,1	11,9	0,5	0,0	5,7	5,7	35,8	0,0	0,5	0,0	63,2
47	Lot et Garonne	6,7	0,2	4,3	0,0	4,0	8,0	18,6	0,0	1,1	0,0	42,9
48	Lozère	2,4	6,7	6,2	0,0	1,0	2,4	59,8	0,0	0,0	0,0	78,5
49	Maine et Loire	10,4	0,0	12,4	0,2	0,8	5,7	18,2	0,0	0,6	0,2	48,5
50	Manche	0,7	5,0	5,2	0,4	3,0	9,9	43,4	0,9	0,9	0,0	69,4

Tableau 19 (suite) – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu protégé - (Renouvellements)

Départements		MILIEU PROTEGE										Total Milieu Protégé
		Atelier Protégé				Centre d'Aide par le Travail					Autres	
		atelier protégé	Essai AP	Maintien AP	Sortie AP	CAT	Essai CAT	Maintien CAT	Passage en CAT à temps partiel	Sortie CAT		
51	Marne											
52	Haute Marne	1,4	3,2	0,4	0,0	0,4	4,9	23,9	0,0	2,1	0,4	36,5
53	Mayenne	5,6	2,6	0,0	0,0	3,2	3,2	28,8	0,0	0,1	0,0	43,4
54	Meurthe et Moselle											
55	Meuse	0,4	3,3	1,5	0,0	0,0	10,7	31,4	0,0	2,6	0,0	49,8
56	Morbihan	6,8	0,0	5,1	0,1	4,0	11,5	32,1	0,0	2,4	0,0	62,1
57	Moselle											
58	Nièvre											
59L	Nord Lille	6,6	0,6	5,4	0,0	4,5	4,8	40,3	0,0	3,6	0,0	65,7
59V	Nord Valenciennes	0,9	6,0	3,7	0,3	0,7	20,9	48,5	0,0	5,2	0,0	86,1
60	Oise	0,1	4,2	5,5	0,0	0,7	9,2	34,7	0,0	0,0	0,0	54,4
61	Orne	1,1	7,8	0,3	0,0	0,2	4,7	30,1	0,3	0,0	1,1	45,5
62	Pas de Calais	0,6	4,2	3,8	0,3	0,2	5,4	28,5	0,0	2,5	0,3	45,6
63	Puy de Dôme	6,5	0,0	0,0	0,0	0,2	7,2	21,8	1,3	1,0	0,0	38,1
64	Pyrénées Atlantiques											
65	Hautes Pyrénées	0,2	0,7	0,0	0,0	7,4	11,2	19,6	1,1	2,9	0,0	43,1
66	Pyrénées Orientales											
67	Bas Rhin											
68	Haut Rhin	2,1	7,0	4,5	0,5	7,9	6,9	20,2	0,1	4,3	0,0	53,5
69	Rhône											
70	Haute Saône	23,1	0,0	0,4	0,0	0,0	8,0	26,7	1,3	3,1	0,4	63,1
71	Saône et Loire	2,4	0,2	1,5	0,2	11,1	0,5	39,5	0,2	3,9	0,0	59,4
72	Sarthe	8,1	0,1	7,9	0,0	9,7	2,9	16,3	0,0	5,2	3,9	54,2
73	Savoie	4,3	0,3	2,6	0,0	3,9	0,0	8,7	0,0	0,0	0,0	19,8
74	Haute Savoie	14,5	0,0	3,9	0,0	15,3	0,5	6,6	0,0	0,2	0,2	41,1
75	Ville de Paris	2,8	0,0	1,4	0,0	10,5	0,0	14,0	0,0	0,0	0,0	28,6
76	Seine Maritime	0,2	3,0	2,3	0,0	0,0	9,8	20,7	0,0	0,6	3,2	39,8
77	Seine et Marne	2,3	0,1	1,9	0,0	0,6	5,8	29,2	0,0	0,0	0,1	39,9
78	Yvelines											
79	Deux Sèvres	2,2	10,3	11,1	0,0	4,0	5,4	32,8	0,8	0,5	1,0	68,0
80	Somme	6,4	0,0	12,6	0,3	8,8	0,9	26,5	0,0	2,1	7,8	65,4
81	Tarn											
82	Tarn et Garonne	0,0	1,4	0,0	0,0	0,7	4,7	51,4	0,0	1,4	0,0	59,5
83	Var	0,5	0,1	1,0	0,0	9,7	6,7	18,9	0,4	0,3	2,7	40,2
84	Vaucluse	0,3	3,0	8,8	0,0	0,3	5,0	53,7	0,0	0,0	0,0	71,0
85	Vendée											
86	Vienne											
87	Haute Vienne	6,9	0,4	1,2	0,1	10,4	4,2	32,9	0,0	1,2	0,0	57,4
88	Vosges	0,2	2,9	1,4	1,1	0,9	16,3	32,9	0,0	4,8	0,7	61,2
89	Yonne											
90	Territoire de Belfort	2,0	8,7	0,0	0,0	7,3	18,7	0,7	1,3	0,0	0,0	38,7
91	Essonne	3,3	0,0	0,7	0,0	8,0	0,0	10,8	0,0	0,0	0,0	22,8
92	Hauts de Seine	3,5	0,9	0,8	0,0	5,3	6,3	6,9	0,0	0,0	0,0	23,8
93	Seine Saint-Denis	0,0	0,0	3,2	0,0	0,0	4,7	14,5	0,0	0,0	0,0	22,4
94	Val de Marne	0,0	0,0	7,7	0,0	0,0	15,7	20,4	0,0	0,0	0,1	43,9
95	Val d'Oise	4,1	0,0	3,0	0,0	9,4	0,1	30,7	0,0	0,0	1,2	48,4
971	Guadeloupe	2,7	0,9	0,0	0,0	27,9	4,5	6,3	0,0	6,3	1,8	50,5
972	Martinique											
973	Guyane											
974	Réunion	2,2	0,0	0,4	0,0	6,6	4,2	21,9	0,0	0,4	0,0	35,8
France entière		3,1	2,3	3,2	0,1	3,8	5,7	22,6	0,2	0,9	2,4	44,2

Tableau 20 – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Formation - (1ères demandes)

Départements		FORMATION					Total formation
		Apprentissage	Centre de formation professionnelle	centre pré-orientation	centre réadaptation	centre rééducation	
01	Ain	0,0	17,8	0,4	0,0	1,6	19,9
02	Aisne	0,0	0,5	2,5	0,0	0,4	3,5
03	Allier	1,7	1,0	1,2	0,0	2,1	6,1
04	Alpes de Haute Provence	0,0	0,0	4,8	0,0	1,6	6,4
05	Hautes Alpes	3,8	0,0	22,6	0,8	16,5	43,6
06	Alpes Maritimes	0,0	0,4	1,4	0,0	1,6	3,4
07	Ardèche	0,0	1,0	0,6	0,0	0,4	2,1
08	Ardennes	0,2	0,2	0,6	0,0	0,6	1,5
09	Ariège	0,0	0,0	0,8	0,8	0,0	1,5
10	Aube	0,2	0,0	0,8	0,0	2,1	3,2
11	Aude	1,1	0,4	2,8	0,0	2,9	7,3
12	Aveyron	1,5	2,1	6,3	0,0	7,8	17,7
13	Bouches du Rhône	0,1	0,0	7,1	1,9	5,3	14,4
14	Calvados						
15	Cantal	0,6	1,9	3,1	0,0	1,9	7,5
16	Charente						
17	Charente Maritime	1,5	0,2	0,5	0,0	1,7	3,9
18	Cher	0,2	2,8	2,8	0,0	3,5	9,3
19	Corrèze	0,4	0,2	2,3	0,0	2,1	5,0
2A	Corse du Sud	0,0	1,2	1,2	0,0	2,4	4,7
2B	Haute Corse	0,0	7,7	1,4	0,7	3,5	13,3
21	Côte d'Or	0,3	3,1	6,2	1,0	1,1	11,7
22	Côtes d'Armor	0,3	0,9	2,1	0,7	2,8	6,7
23	Creuse	2,6	4,2	0,5	0,0	1,1	8,5
24	Dordogne	0,0	0,0	6,6	0,0	1,1	7,6
25	Doubs	0,3	2,0	1,8	0,0	0,9	5,0
26	Drôme	0,0	1,4	0,1	0,0	1,0	2,6
27	Eure	0,0	0,0	3,3	0,0	3,6	6,8
28	Eure et Loir	0,0	2,1	5,5	0,0	2,3	10,0
29	Finistère	0,9	6,0	8,1	0,0	1,2	16,1
30	Gard	0,1	0,1	0,4	0,0	0,4	0,9
31	Haute Garonne						
32	Gers	1,5	7,5	4,0	0,0	2,0	15,1
33	Gironde	1,2	0,0	3,8	0,0	4,0	9,0
34	Hérault	0,9	4,3	5,1	0,0	7,0	17,2
35	Ille et Vilaine	0,1	0,6	18,9	0,0	2,7	22,3
36	Indre	0,6	1,7	2,5	0,0	1,4	6,2
37	Indre et Loire	0,0	4,0	1,3	0,2	0,8	6,2
38	Isère	0,0	0,1	0,2	0,0	1,6	1,8
39	Jura	0,0	0,7	3,9	0,7	1,7	7,0
40	Landes	0,1	0,0	2,2	0,0	3,0	5,3
41	Loir et Cher	0,4	0,4	1,6	0,0	2,5	5,1
42	Loire	0,0	0,1	7,7	0,0	3,1	10,8
43	Haute Loire	2,6	0,0	2,6	0,0	1,0	6,2
44	Loire Atlantique	0,0	0,7	5,0	0,0	1,4	7,0
45	Loiret						
46	Lot	0,5	1,8	9,2	0,5	2,3	14,2
47	Lot et Garonne	0,2	0,2	3,0	0,6	4,5	8,5
48	Lozère	0,6	5,0	0,0	0,0	5,0	10,7
49	Maine et Loire	0,5	2,2	1,1	0,2	1,3	5,3
50	Manche	0,2	3,7	14,7	0,0	5,1	23,6

Tableau 20 (suite) – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Formation - (1ères demandes)

	Départements	FORMATION					Total formation
		Apprentissage	Centre de formation professionnelle	centre pré-orientation	centre réadaptation	centre rééducation	
51	Marne						
52	Haute Marne	1,8	1,8	1,5	0	0,3	5,3
53	Mayenne	2,5	0,2	1,1	0,2	0,4	4,3
54	Meurthe et Moselle						
55	Meuse	0,4	1,5	4,7	0,0	3,3	9,9
56	Morbihan	3,8	0,0	7,0	0,0	0,3	11,2
57	Moselle						
58	Nièvre						
59L	Nord Lille	0,3	0,4	2,0	0,0	2,9	5,7
59V	Nord Valenciennes	0,8	0,0	2,1	0,0	1,9	4,8
60	Oise	0,4	0,3	1,1	0,0	2,9	4,7
61	Orne	0,0	0,8	2,4	0,0	3,2	6,5
62	Pas de Calais	0,2	0,5	9,8	0,0	0,5	10,9
63	Puy de Dôme	0,0	1,2	2,8	0,0	4,8	8,8
64	Pyrénées Atlantiques						
65	Hautes Pyrénées	0,0	5,6	3,5	0,0	2,3	11,4
66	Pyrénées Orientales						
67	Bas Rhin						
68	Haut Rhin	0,1	0,9	6,1	0,0	2,8	9,9
69	Rhône						
70	Haute Saône	0,0	7,9	14,0	0,0	3,9	25,8
71	Saône et Loire	0,2	0,5	5,3	0,0	4,8	10,7
72	Sarthe	1,5	0,0	5,7	0,0	0,5	7,7
73	Savoie	0,0	0,0	0,3	0,0	0,5	0,8
74	Haute Savoie	0,0	0,5	2,0	0,0	6,3	8,9
75	Ville de Paris	0,0	0,1	1,2	0,0	0,4	1,6
76	Seine Maritime	0,0	0,0	0,7	0,0	0,7	1,5
77	Seine et Marne	0,0	0,0	7,7	0,0	4,9	12,5
78	Yvelines						
79	Deux Sèvres	1,5	0,0	3,1	0,0	1,5	6,1
80	Somme	0,0	0,1	8,4	0,0	0,8	9,3
81	Tarn						
82	Tarn et Garonne	1,6	11,2	6,4	0,0	4,0	23,3
83	Var	0,4	12,1	6,4	0,0	4,4	23,3
84	Vaucluse	0,0	1,7	3,3	0,0	3,6	8,6
85	Vendée						
86	Vienne						
87	Haute Vienne	0,6	1,2	5,8	0,0	4,2	11,8
88	Vosges	0,1	2,6	5,0	0,0	2,2	10,0
89	Yonne						
90	Territoire de Belfort	0,0	10,2	0,0	2,6	4,1	16,8
91	Essonne	0,2	0,0	3,2	0,0	4,2	7,5
92	Hauts de Seine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
93	Seine Saint-Denis	0,2	0,1	1,1	0,0	1,0	2,5
94	Val de Marne	0,1	0,8	0,3	0,6	1,1	2,8
95	Val d'Oise	0,2	0,3	0,0	0,0	2,9	3,4
971	Guadeloupe	0,0	5,6	14,0	0,0	0,0	19,6
972	Martinique						
973	Guyane						
974	Réunion	0,3	2,4	0,0	0,0	1,5	4,2
	France entière	0,4	1,2	3,7	0,1	2,8	8,1

Tableau 21 – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Formation - (Renouvellements)

Départements		FORMATION					Total formation
		Apprentissage	Centre de formation professionnelle	centre pré-orientation	centre réadaptation	centre rééducation	
01	Ain	0,0	8,0	2,4	0,0	12,0	22,4
02	Aisne	0,0	0,1	1,5	0,0	2,0	3,6
03	Allier	0,2	0,8	1,2	0,0	2,4	4,6
04	Alpes de Haute Provence	0,3	1,4	4,5	0,0	8,3	14,5
05	Hautes Alpes	0,8	0,0	10,5	5,6	15,3	32,3
06	Alpes Maritimes	0,0	1,9	2,2	0,0	8,0	12,2
07	Ardèche	0,0	2,7	4,6	0,0	2,0	9,3
08	Ardennes	0,0	0,6	5,9	0,0	4,6	11,1
09	Ariège	0,0	1,0	2,4	7,4	0,0	10,8
10	Aube	0,0	0,0	1,5	0,0	11,2	12,7
11	Aude	0,3	0,2	1,5	0,0	3,0	5,1
12	Aveyron	0,2	0,8	2,1	0,0	8,7	11,7
13	Bouches du Rhône	0,0	0,0	3,7	1,2	8,8	13,7
14	Calvados						
15	Cantal	0,4	0,0	1,3	0,0	3,8	5,5
16	Charente						
17	Charente Maritime	0,2	0,5	0,4	0,0	3,4	4,4
18	Cher	0,0	1,3	2,2	0,0	4,8	8,4
19	Corrèze	0,0	0,9	1,5	0,0	0,9	3,2
2A	Corse du Sud	0,0	2,8	5,6	0,0	13,9	22,2
2B	Haute Corse	0,0	5,7	0,0	0,0	1,1	6,9
21	Côte d'Or	0,0	2,0	5,8	1,5	3,6	12,9
22	Côtes d'Armor	0,0	0,6	0,9	1,3	7,6	10,4
23	Creuse	0,0	4,1	3,1	0,0	6,7	13,8
24	Dordogne	0,0	0,0	2,9	0,0	8,3	11,2
25	Doubs	0,2	1,3	3,0	0,0	2,9	7,4
26	Drôme	0,0	4,6	0,0	0,0	7,1	11,7
27	Eure	0,0	0,0	1,7	0,0	7,7	9,5
28	Eure et Loir	0,2	2,9	5,5	0,0	9,9	18,5
29	Finistère	0,1	3,1	3,4	0,0	4,4	11,0
30	Gard	0,1	0,4	0,9	0,0	2,3	3,7
31	Haute Garonne						
32	Gers	0,0	2,8	0,9	0,0	4,7	8,5
33	Gironde	0,2	0,0	1,4	0,0	7,1	8,6
34	Hérault	0,0	3,2	2,9	0,0	8,0	14,1
35	Ille et Vilaine	0,0	1,1	9,4	0,0	10,4	21,0
36	Indre	0,0	1,3	1,3	0,0	5,3	7,8
37	Indre et Loire	0,0	2,7	0,5	0,0	1,6	4,8
38	Isère	0,0	0,7	1,3	0,0	7,5	9,5
39	Jura	0,0	0,2	1,7	0,2	4,9	6,9
40	Landes	0,0	0,0	1,6	0,0	4,3	6,0
41	Loir et Cher	0,0	0,8	1,8	0,0	5,9	8,6
42	Loire	0,1	0,2	5,9	0,0	9,3	15,5
43	Haute Loire	0,9	0,0	1,3	0,0	3,9	6,1
44	Loire Atlantique	0,0	0,5	3,4	0,0	4,2	8,1
45	Loiret						
46	Lot	0,0	3,6	2,6	1,0	2,6	9,8
47	Lot et Garonne	0,2	0,2	0,7	0,4	5,8	7,2
48	Lozère	0,0	1,0	0,0	0,0	2,4	3,3
49	Maine et Loire	0,0	0,9	1,3	0,0	3,8	6,0
50	Manche	0,2	1,6	2,9	0,4	9,1	14,2

Tableau 21 (suite) – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Formation - (Renouvellements)

Départements		FORMATION					Total formation
		Apprentissage	Centre de formation professionnelle	centre pré-orientation	centre réadaptation	centre rééducation	
51	Marne						
52	Haute Marne	0,4	5,6	2,1	0,0	5,6	13,7
53	Mayenne	0,4	0,1	1,2	0,2	1,3	3,3
54	Meurthe et Moselle						
55	Meuse	0,7	1,1	3,0	0,0	7,7	12,5
56	Morbihan	0,1	0,0	7,0	0,0	0,7	7,9
57	Moselle						
58	Nièvre						
59L	Nord Lille	0,2	0,1	1,0	0,0	9,5	10,8
59V	Nord Valenciennes	0,9	0,0	0,3	0,0	2,3	3,4
60	Oise	0,0	0,0	1,5	0,0	3,8	5,3
61	Ome	0,0	0,9	1,5	0,0	6,9	9,3
62	Pas de Calais	0,0	0,4	4,5	0,0	7,0	12,0
63	Puy de Dôme	0,0	1,7	3,9	0,0	7,8	13,5
64	Pyrénées Atlantiques						
65	Hautes Pyrénées	0,0	1,6	2,0	0,0	4,9	8,5
66	Pyrénées Orientales						
67	Bas Rhin						
68	Haut Rhin	0,0	0,1	3,8	0,0	8,1	11,9
69	Rhône						
70	Haute Saône	0,0	2,7	4,4	0,0	10,7	17,8
71	Saône et Loire	0,0	0,7	2,9	0,2	9,1	12,9
72	Sarthe	0,3	0,0	2,8	0,0	4,9	8,0
73	Savoie	0,0	0,5	4,0	0,0	6,3	10,8
74	Haute Savoie	0,0	0,6	2,1	0,2	9,5	12,4
75	Ville de Paris	0,0	1,2	2,5	0,0	5,9	9,7
76	Seine Maritime	0,0	0,0	3,6	0,0	8,5	12,1
77	Seine et Marne	0,0	0,0	5,6	0,0	18,2	23,8
78	Yvelines						
79	Deux Sèvres	0,0	0,0	1,9	0,0	2,2	4,1
80	Somme	0,0	0,2	3,3	0,0	3,8	7,2
81	Tarn						
82	Tarn et Garonne	2,0	2,7	2,0	0,0	12,2	18,9
83	Var	0,1	17,0	2,6	0,1	11,6	31,3
84	Vaucluse	0,0	0,8	4,8	0,0	11,3	16,9
85	Vendée						
86	Vienne						
87	Haute Vienne	0,1	1,5	3,9	0,0	8,5	14,1
88	Vosges	0,0	0,9	2,9	0,0	7,4	11,1
89	Yonne						
90	Territoire de Belfort	0,0	4,0	0,0	3,3	5,3	12,7
91	Essonne	0,0	0,0	2,6	0,0	7,4	10,1
92	Hauts de Seine	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	5,1
93	Seine Saint-Denis	0,0	1,5	1,3	0,0	13,2	16,0
94	Val de Marne	0,1	1,0	1,7	0,4	2,1	5,2
95	Val d'Oise	0,1	0,1	0,0	0,0	5,8	6,0
971	Guadeloupe	0,0	0,9	4,5	0,0	0,0	5,4
972	Martinique						
973	Guyane						
974	Réunion	0,2	4,2	0,2	0,0	2,2	6,8
France entière		0,1	1,1	2,5	0,1	6,6	10,4

Tableau 22 – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu ordinaire - (1ères demandes)

Départements		MILIEU ORDINAIRE								refus	sursis sans suite
		contrat rééducation	maintien MO	recherche directe d'emploi	interruption de stage	emploi travail protégé MO	Appui EPSR	accmpt et suivi	Total Milieu Ordinaire		
01	Ain	0,0	11,4	10,9	0,0	1,5	13,0	0,1	36,9	1,3	29,1
02	Aisne	0,0	5,7	43,4	0,0	0,0	0,0	0,5	49,7	0,0	15,9
03	Allier	0,0	0,1	20,2	0,0	2,0	3,7	23,0	49,1	1,7	33,2
04	Alpes de Haute Provence	0,0	3,8	2,6	0,0	0,0	44,2	0,0	50,6	14,4	23,1
05	Hautes Alpes	0,8	0,0	15,8	0,0	0,0	14,3	0,0	30,8	2,3	14,3
06	Alpes Maritimes	0,0	29,4	20,4	0,0	0,3	7,0	26,1	83,2	4,3	6,3
07	Ardèche	0,0	0,0	6,8	0,0	2,1	14,5	18,3	41,7	0,8	46,7
08	Ardennes	0,2	13,2	12,3	0,0	0,0	16,6	1,5	43,8	0,0	43,2
09	Ariège	0,0	0,0	7,2	0,0	0,0	6,5	0,8	14,4	0,0	28,5
10	Aube	0,0	0,0	65,2	0,0	0,0	0,0	0,0	65,2	1,3	16,3
11	Aude	0,1	0,1	5,3	0,0	0,7	28,3	0,1	34,7	4,9	38,5
12	Aveyron	13,8	4,8	6,9	0,0	2,7	19,2	0,0	47,3	4,2	18,9
13	Bouches du Rhône	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0	47,4	0,0	49,4	8,8	20,3
14	Calvados										
15	Cantal	0,6	0,0	5,6	0,0	0,0	40,4	0,0	46,6	3,7	13,0
16	Charente										
17	Charente Maritime	0,2	13,1	16,9	0,0	0,0	32,2	0,1	62,4	22,3	0,0
18	Cher	0,2	0,5	9,9	0,0	5,5	0,3	6,9	23,3	0,0	44,3
19	Corrèze	0,2	0,0	21,2	0,0	0,6	15,3	0,0	37,4	1,9	42,4
2A	Corse du Sud	0,0	0,0	5,3	0,0	1,2	20,6	35,3	62,4	5,9	7,1
2B	Haute Corse	0,0	0,0	10,5	0,0	0,0	38,5	0,0	49,0	12,6	9,8
21	Côte d'Or	0,0	15,2	20,6	0,0	0,3	0,0	0,2	36,2	12,2	22,0
22	Côtes d'Armor	0,0	7,4	31,7	0,0	0,0	0,0	0,0	39,1	8,4	15,3
23	Creuse	0,0	0,0	10,6	0,0	0,0	33,3	0,0	43,9	3,2	33,9
24	Dordogne	0,0	0,0	50,9	0,0	0,6	7,2	0,0	58,7	11,7	11,4
25	Doubs	0,1	0,0	22,9	0,0	3,0	22,9	4,1	53,1	3,4	30,9
26	Drôme	0,7	0,1	7,2	0,0	0,0	71,6	0,9	80,5	0,6	3,3
27	Eure	0,1	8,9	12,6	0,0	1,0	25,0	0,0	47,6	1,2	26,8
28	Eure et Loir	0,4	0,2	20,1	0,0	0,0	28,8	0,0	49,5	3,0	24,0
29	Finistère	3,8	14,4	36,6	0,0	0,0	0,0	0,0	54,9	9,9	10,0
30	Gard	0,0	16,9	50,0	0,0	2,4	0,0	0,0	69,2	16,3	9,4
31	Haute Garonne										
32	Gers	0,5	1,0	31,2	0,0	0,0	2,5	0,5	35,7	1,0	33,7
33	Gironde	2,2	0,0	0,0	0,0	0,6	2,5	51,1	56,4	8,4	14,6
34	Hérault	1,3	5,4	11,1	0,1	1,4	13,4	0,0	32,8	10,7	29,6
35	Ille et Vilaine	0,1	12,6	3,8	0,1	0,0	14,7	1,2	32,5	0,1	25,6
36	Indre	0,0	4,8	41,0	0,0	0,6	0,0	0,0	46,3	6,5	28,0
37	Indre et Loire	0,0	17,5	20,3	0,0	0,0	3,3	0,0	41,1	0,0	44,9
38	Isère	0,0	16,3	41,7	0,0	0,0	0,0	0,0	58,0	0,7	31,0
39	Jura	0,2	0,4	11,1	0,0	0,4	31,2	0,0	43,4	2,0	34,5
40	Landes	0,0	16,3	41,9	0,0	4,5	10,1	0,0	72,8	0,0	16,3
41	Loir et Cher	0,0	15,4	46,7	0,0	9,9	0,0	0,6	72,5	0,1	13,9
42	Loire	0,0	9,2	21,2	0,0	3,1	25,4	0,0	58,8	0,1	20,2
43	Haute Loire	1,0	8,7	22,6	0,0	0,0	16,5	0,0	48,8	3,6	27,2
44	Loire Atlantique	0,5	0,0	26,9	0,0	0,4	0,4	0,0	28,1	0,2	50,7
45	Loiret										
46	Lot	0,0	0,5	14,2	0,0	1,4	28,0	10,6	54,6	0,0	16,1
47	Lot et Garonne	12,1	31,0	7,7	0,0	1,6	21,7	1,6	75,7	0,6	2,8
48	Lozère	0,0	1,3	1,9	0,0	0,6	27,0	0,0	30,8	3,1	35,2
49	Maine et Loire	0,1	7,4	35,1	0,0	7,8	0,1	0,1	50,6	0,0	27,8
50	Manche	0,3	4,0	3,8	0,0	0,0	27,3	0,0	35,5	2,7	23,6

Tableau 22 (suite) – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu ordinaire - (1ères demandes)

Départements		MILIEU ORDINAIRE								refus	sursis sans suite
		contrat rééducation	maintien MO	recherche directe d'emploi	interruption de stage	emploi travail protégé MO	Appui EPSR	accomp et suivi	Total Milieu Ordinaire		
51	Marne										
52	Haute Marne	0,0	9,7	23,2	0,0	1,8	28,7	0,0	63,3	0,0	23,8
53	Mayenne	0,0	25,5	28,2	0,0	0,6	8,5	0,0	62,8	5,5	15,9
54	Meurthe et Moselle										
55	Meuse	1,8	0,0	19,7	0,0	0,0	8,4	0,0	29,9	0,0	44,5
56	Morbihan	1,0	0,4	64,3	0,0	0,4	0,0	0,0	66,2	0,0	15,1
57	Moselle										
58	Nièvre										
59L	Nord Lille	0,0	12,9	22,1	0,0	0,2	33,9	0,0	69,1	1,0	9,0
59V	Nord Valenciennes	0,2	0,8	52,3	0,0	0,0	0,8	0,0	54,1	0,0	0,4
60	Oise	0,1	0,0	13,6	0,7	0,0	20,3	0,0	34,8	0,0	49,4
61	Orne	0,0	1,3	18,9	0,0	4,8	20,5	0,0	45,6	4,0	29,9
62	Pas de Calais	0,0	12,7	33,0	0,0	0,0	11,0	0,0	56,8	0,1	17,6
63	Puy de Dôme	0,5	0,0	10,6	0,0	0,0	16,0	0,0	27,1	7,9	39,3
64	Pyrénées Atlantiques										
65	Hautes Pyrénées	0,2	0,0	0,9	0,0	0,0	38,7	0,5	40,4	6,5	31,6
66	Pyrénées Orientales										
67	Bas Rhin										
68	Haut Rhin	0,1	15,0	36,3	0,0	0,1	1,4	0,5	53,3	5,9	15,5
69	Rhône										
70	Haute Saône	0,0	1,1	14,6	0,0	1,1	10,7	0,0	27,5	3,9	14,6
71	Saône et Loire	0,0	0,2	6,6	0,2	0,0	0,0	9,5	16,5	8,3	50,4
72	Sarthe	0,1	10,7	31,0	0,0	2,7	0,0	0,0	44,6	11,0	25,6
73	Savoie	0,0	26,5	4,9	0,0	0,8	33,7	0,3	66,3	0,0	28,2
74	Haute Savoie	0,0	0,1	17,7	0,0	0,0	39,0	2,9	59,8	2,2	16,3
75	Ville de Paris	0,0	0,0	5,5	0,0	0,0	41,3	0,0	46,8	5,4	36,3
76	Seine Maritime	0,0	12,5	32,8	0,0	0,2	0,0	0,0	45,6	0,0	42,4
77	Seine et Marne	0,0	27,6	35,3	0,0	0,0	0,0	0,0	63,0	6,0	12,2
78	Yvelines										
79	Deux Sèvres	0,3	43,6	8,4	0,0	0,2	2,3	0,0	54,8	0,8	20,4
80	Somme	0,1	0,9	7,0	0,1	0,1	24,7	0,0	32,8	1,5	35,6
81	Tarn										
82	Tarn et Garonne	0,0	0,0	8,8	0,0	4,0	14,5	0,0	27,3	0,0	33,3
83	Var	0,1	2,6	6,7	0,0	0,0	29,6	0,0	39,0	0,2	30,4
84	Vaucluse	0,0	5,7	14,8	0,0	0,6	13,3	0,0	34,4	0,0	37,6
85	Vendée										
86	Vienne										
87	Haute Vienne	0,6	9,1	21,6	0,0	0,4	16,2	0,0	47,8	7,9	18,9
88	Vosges	0,1	21,7	29,4	0,0	0,3	18,7	0,0	70,2	0,1	5,8
89	Yonne										
90	Territoire de Belfort	0,0	0,0	18,9	0,0	0,0	6,1	0,0	25,0	12,2	34,2
91	Essonne	0,1	31,6	27,2	0,0	0,0	4,5	0,0	63,3	5,7	17,8
92	Hauts de Seine	0,0	21,2	35,6	0,0	0,0	0,0	0,0	56,8	4,7	31,3
93	Seine Saint-Denis	0,0	25,0	36,3	0,0	0,0	0,0	0,0	61,4	1,7	29,5
94	Val de Marne	0,1	4,9	14,9	0,0	0,1	15,6	11,7	47,2	14,5	23,4
95	Val d'Oise	0,0	22,0	7,7	0,0	0,0	17,7	0,1	47,5	0,0	36,8
971	Guadeloupe	0,0	0,0	6,1	0,5	0,0	7,9	4,9	19,4	15,4	15,2
972	Martinique										
973	Guyane										
974	Réunion	0,0	11,1	32,5	0,0	0,0	17,7	0,0	61,3	2,8	16,3
France entière		0,4	10,9	24,6	0,1	0,9	12,3	2,6	51,7	4,1	24,1

Tableau 23 – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu ordinaire - (Renouvellements)

Départements	MILIEU ORDINAIRE								refus	sursis sans suite
	contrat rééducation	maintien MO	recherche directe d'emploi	interruption de stage	emploi travail protégé MO	Appui EPSR	accoint et suivi	Total Milieu Ordinaire		
01 Ain	0,0	5,4	6,6	0,4	2,3	11,0	0,1	25,7	2,7	17,8
02 Aisne	0,0	1,2	6,8	0,0	0,3	0,0	13,1	21,5	0,0	3,5
03 Allier	0,0	0,0	5,1	0,1	2,8	26,8	24,1	58,9	2,8	11,7
04 Alpes de Haute Provence	0,0	5,9	3,5	0,7	0,0	18,3	0,0	28,4	5,9	19,7
05 Hautes Alpes	0,0	0,0	8,1	0,8	0,0	8,1	0,0	16,9	1,6	3,2
06 Alpes Maritimes	0,0	24,0	9,1	0,7	0,3	3,7	18,7	56,5	2,1	3,4
07 Ardèche	0,0	0,0	2,5	0,0	3,8	16,5	5,7	28,6	0,0	28,5
08 Ardennes	0,6	6,4	9,2	0,3	0,3	10,4	1,3	28,5	0,0	18,6
09 Ariège	0,0	0,0	5,4	0,0	0,0	2,4	0,0	7,7	0,3	14,5
10 Aube	0,0	0,0	26,4	0,0	0,0	0,0	0,0	26,4	2,2	5,2
11 Aude	0,0	0,2	1,0	0,0	0,5	13,4	2,4	17,4	1,5	10,0
12 Aveyron	2,6	0,6	3,4	0,0	1,9	33,5	0,0	42,0	1,3	7,0
13 Bouches du Rhône	0,0	0,0	1,0	1,9	0,3	27,7	0,0	30,9	5,6	7,2
14 Calvados										
15 Cantal	0,0	0,0	4,3	0,0	0,0	7,2	0,0	11,5	4,3	15,3
16 Charente										
17 Charente Maritime	0,1	11,1	13,9	0,0	0,0	23,0	0,0	48,2	11,8	0,0
18 Cher	0,0	0,1	4,3	0,0	7,1	11,3	9,1	31,9	0,4	13,5
19 Corrèze	0,0	0,0	6,8	0,0	0,6	4,1	1,8	13,3	0,7	9,7
2A Corse du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,9	15,3	22,2	2,8	1,4
2B Haute Corse	0,0	0,0	5,7	0,0	0,0	14,9	0,0	20,7	8,0	8,0
21 Côte d'Or	0,0	4,4	11,5	0,0	1,1	0,0	1,7	18,7	4,7	15,1
22 Côtes d'Armor	0,1	3,7	21,1	0,1	0,0	0,0	0,0	25,0	4,8	6,6
23 Creuse	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	14,4	0,5	20,0	3,1	10,8
24 Dordogne	0,0	0,0	20,3	0,0	1,0	5,7	0,0	26,9	2,4	5,7
25 Doubs	0,0	0,4	7,9	0,0	2,3	10,6	2,8	23,9	4,5	11,2
26 Drôme	0,6	0,1	2,1	0,0	0,0	21,9	6,7	31,4	0,4	4,9
27 Eure	0,0	1,7	3,5	0,0	1,7	25,6	0,0	32,6	0,2	15,3
28 Eure et Loir	0,0	0,0	9,3	1,3	0,0	3,5	0,0	14,1	2,0	11,3
29 Finistère	2,0	5,5	19,4	0,0	0,0	0,0	0,0	27,0	7,9	4,2
30 Gard	0,1	18,1	38,2	0,0	7,0	0,0	0,0	63,4	11,5	4,6
31 Haute Garonne										
32 Gers	0,0	0,0	6,6	0,0	0,0	0,9	0,0	7,5	0,9	17,9
33 Gironde	0,8	0,0	0,0	0,5	0,6	1,4	21,0	24,3	6,5	9,6
34 Hérault	1,2	2,2	9,1	3,2	1,9	8,1	0,0	25,7	4,0	15,9
35 Ille et Vilaine	0,0	2,9	3,1	0,7	0,1	22,9	0,5	30,3	0,8	13,9
36 Indre	0,0	3,3	15,2	0,0	2,3	0,0	0,0	20,7	4,0	15,9
37 Indre et Loire	0,0	16,6	13,6	0,0	0,0	9,6	0,0	39,9	0,0	22,4
38 Isère	0,1	3,8	22,5	0,0	0,0	0,0	0,0	26,4	0,8	15,8
39 Jura	0,0	0,0	3,1	0,0	0,3	47,7	0,8	52,0	1,6	11,0
40 Landes	0,0	6,6	22,5	0,0	7,3	5,4	0,1	41,9	0,6	6,6
41 Loir et Cher	0,0	2,4	14,3	0,0	15,9	0,0	0,6	33,3	0,4	4,5
42 Loire	0,1	2,4	11,1	0,1	4,3	19,5	0,0	37,4	0,3	14,0
43 Haute Loire	0,0	3,0	12,6	0,0	0,0	11,7	0,0	27,3	1,7	20,3
44 Loire Atlantique	0,2	0,0	13,6	0,9	0,8	1,9	0,0	17,5	1,2	21,6
45 Loiret										
46 Lot	0,5	0,0	4,1	0,0	1,0	9,8	3,1	18,7	1,6	6,7
47 Lot et Garonne	2,5	22,6	3,8	0,0	1,3	14,3	0,7	45,2	2,5	2,2
48 Lozère	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	0,0	4,8	1,0	12,4
49 Maine et Loire	0,0	1,7	22,7	0,2	8,0	0,2	0,7	33,4	3,4	8,7
50 Manche	0,2	0,4	1,1	0,2	0,0	7,9	0,0	9,7	1,3	5,6

Tableau 23 (suite) – Décisions d'orientation professionnelle (en %)
Milieu ordinaire - (Renouvellements)

Départements	MILIEU ORDINAIRE								refus	sursis sans suite	
	contrat rééducation	maintien MO	recherche directe d'emploi	interruption de stage	emploi travail protégé MO	Appui EPSR	accmpt et suivi	Total Milieu Ordinaire			
51	Marne										
52	Haute Marne	0,0	5,3	13,7	0,0	0,4	24,2	0,0	43,5	0,4	6,0
53	Mayenne	0,0	14,5	17,6	0,0	3,3	11,6	0,0	47,0	1,8	4,5
54	Meurthe et Moselle										
55	Meuse	0,0	0,0	11,4	0,4	0,0	3,0	0,0	14,8	0,0	22,9
56	Morbihan	0,9	0,0	15,7	0,0	1,5	0,0	0,0	18,0	0,1	11,9
57	Moselle										
58	Nièvre										
59L	Nord Lille	0,0	4,2	5,8	1,9	0,1	5,5	0,0	17,5	2,0	4,0
59V	Nord Valenciennes	0,0	0,6	8,9	0,6	0,0	0,0	0,0	10,1	0,0	0,4
60	Oise	0,0	0,0	7,9	0,7	0,1	10,1	0,0	18,9	0,1	21,2
61	Orne	0,0	0,3	7,9	0,0	9,2	12,8	0,0	30,2	1,8	13,1
62	Pas de Calais	0,0	3,2	11,3	1,3	0,0	5,6	10,1	31,6	1,3	9,6
63	Puy de Dôme	0,0	0,0	5,1	0,0	0,1	11,2	0,0	16,4	6,2	25,8
64	Pyrénées Atlantiques										
65	Hautes Pyrénées	0,4	0,2	0,2	0,2	0,9	29,7	0,7	32,4	3,8	12,1
66	Pyrénées Orientales										
67	Bas Rhin										
68	Haut Rhin	0,1	5,0	14,6	0,2	0,1	4,9	0,1	25,0	2,4	7,2
69	Rhône										
70	Haute Saône	0,0	0,9	2,2	0,0	0,9	4,0	0,0	8,0	4,0	7,1
71	Saône et Loire	0,0	0,0	2,9	1,6	0,0	0,2	3,4	8,2	4,6	15,0
72	Sarthe	0,1	2,7	16,7	0,4	4,5	0,1	0,0	24,5	4,9	8,4
73	Savoie	0,3	11,4	3,9	0,0	3,4	30,4	4,4	53,9	0,9	14,6
74	Haute Savoie	0,0	0,0	7,7	0,0	0,0	24,8	0,5	33,1	2,6	10,8
75	Ville de Paris	0,0	0,0	6,5	1,2	0,1	28,8	0,0	36,6	4,0	21,2
76	Seine Maritime	0,0	4,8	13,7	0,0	0,8	0,0	0,0	19,3	0,6	28,1
77	Seine et Marne	0,0	5,1	20,7	0,0	0,0	0,0	0,0	25,8	2,3	8,2
78	Yvelines										
79	Deux Sèvres	0,2	12,7	3,2	0,0	0,3	1,0	0,0	17,3	0,2	10,3
80	Somme	0,0	0,0	1,9	1,4	0,0	5,0	4,9	13,1	2,2	12,0
81	Tarn										
82	Tarn et Garonne	0,7	0,0	2,0	0,0	1,4	4,1	0,0	8,1	0,0	13,5
83	Var	0,0	0,4	3,0	1,7	0,0	10,3	0,0	15,3	0,2	12,9
84	Vaucluse	0,0	0,8	1,3	0,0	0,3	3,0	0,0	5,3	0,0	6,8
85	Vendée										
86	Vienne										
87	Haute Vienne	0,0	3,2	6,6	0,1	0,3	6,9	0,0	17,2	3,5	7,8
88	Vosges	0,0	5,9	10,1	0,0	1,1	7,5	0,0	24,6	0,7	2,3
89	Yonne										
90	Territoire de Belfort	0,0	0,0	11,3	0,0	0,0	26,0	0,0	37,3	6,7	4,7
91	Essonne	0,3	15,0	26,6	0,0	0,0	2,3	0,0	44,2	6,6	16,3
92	Hauts de Seine	0,0	13,1	27,4	1,4	0,0	0,0	0,0	41,9	4,7	24,5
93	Seine Saint-Denis	0,0	13,7	21,4	2,1	0,1	0,0	0,0	37,3	0,7	23,5
94	Val de Marne	0,0	1,4	5,4	0,0	0,0	8,4	8,8	24,0	12,3	14,6
95	Val d'Oise	0,0	2,7	2,4	0,0	0,0	12,9	0,0	18,0	0,1	27,5
971	Guadeloupe	0,0	0,0	5,4	0,0	0,0	8,1	1,8	15,3	16,2	12,6
972	Martinique										
973	Guyane										
974	Réunion	0,0	7,2	20,3	0,0	0,0	19,7	0,0	47,3	1,8	8,2
	France entière	0,2	5,3	12,4	0,5	1,4	8,1	2,2	30,1	2,7	12,7

C) Les abattements de salaire (ABS)

a) Description de la mesure

Les 3 600 décisions d'abattement de salaire (ABS) en 2000 constituent le plus petit volume des différents types de mesures, prises par les COTOREP, analysées dans le présent document.

Afin de favoriser l'insertion professionnelle de personnes handicapées dont la capacité de travail est réduite, la COTOREP peut, à la demande de l'employeur, décider d'une diminution de salaire par rapport à celui d'un travailleur valide accomplissant la même tâche.

Cette disposition concerne les travailleurs handicapés :

- de catégorie B, abattement de 10 % maximum,
- de catégorie C, abattement de 20 % maximum.

Dans le cas où, suite à ces abattements, le salaire offert aux travailleurs handicapés deviendrait inférieur au SMIC, la décision serait prise par le DDTEFP (Directeur départemental du travail de l'emploi et de la formation professionnelle) si la réduction n'excède pas 10 % du minimum garanti, et par le DRTEFP (Directeur régional) quand la réduction est supérieure à 10 % de ce minimum.

Lorsqu'il s'agit d'un emploi de travail protégé (emploi à mi-temps et emploi léger), la COTOREP peut, à la demande de l'employeur, et après avis de l'Inspecteur du Travail, décider d'une réduction de salaire supérieure à 20 % mais limitée à 50 % du salaire conventionnel.

Le salaire minimum est fixé, pour chaque travailleur, par le DDTEFP sur avis motivé de la COTOREP.

Le travailleur handicapé embauché dans un emploi de travail protégé est soumis à une période d'adaptation ne pouvant excéder 6 mois, à l'issue de laquelle le salaire minimum qu'il doit percevoir est réexaminé. L'abattement de salaire compense, pour l'employeur, la productivité réduite du travailleur à cause de son handicap, tout en maintenant la garantie de ressources du travailleur lui-même.

b) Les décisions d'abattement de salaire en 2000

On ne dispose de l'information que pour 91 COTOREP qui au total représentent 94 % des 3 600 décisions prises par les COTOREP en 2000. La répartition géographique des décisions d'ABS est atypique par rapport aux autres mesures : ce ne sont pas les départements les plus peuplés qui présentent le plus gros volume de décisions (tableau 25). Le Maine-et-Loire, la Dordogne et la Manche arrivent en tête avec plus d'une centaine de décisions chacune. D'une manière générale, les départements franciliens, très peuplés, ont prononcé très peu de décisions.

À l'échelon national, le nombre de décisions est de 0,1 pour mille habitants âgés de 20 à 59 ans, et le délai de traitement est de l'ordre de 4 mois.

Pour ne pas commenter des chiffres trop réduits, on n'examine la part des premières décisions que pour les 78 COTOREP qui comptent au moins 10 décisions. Cette proportion, égale en moyenne à la moitié, varie du quart à un peu plus des trois quarts : la part des premières demandes dans les décisions ne dépasse pas 30 % dans 5 départements et excède 70 % dans 4 d'entre eux.

c) La structure des décisions d'abattement de salaire

On présente l'ABS en deux modalités, selon que l'abattement est inférieur à 20 % ou non. Les autres décisions se répartissent comme toujours entre refus et sursis sans suite.

Tableau 24 Demandes décisionnées d'abattement de salaire

	1 9 9 9	2 0 0 0
Abattement < 20 %	18,5 %	19,2 %
Abattement > = 20 %	69,4 %	69,6 %
Refus	5,7 %	5,3 %
Sursis sans suite	6,4 %	5,9 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %

Sur l'ensemble de la France, près de 70 % des demandes se soldent par une décision d'ABS à 20 % ou plus, et un peu moins d'une sur cinq par un abattement inférieur à 20 % (tableau 24). La part des refus et des sursis sans suite, de l'ordre de 5 à 6 % chacun, s'est très légèrement réduite en 2000, par rapport à 1999.

Dans quasiment tous les départements renseignés, la proportion d'accords (à plus ou moins de 20 %) dépasse les deux tiers (tableau 26). Une douzaine de COTOREP ont accordé toutes les demandes qui leur ont été soumises, mais cette part est à relativiser vu le faible nombre de demandes parfois adressé à ces organismes.

Dans une vingtaine de COTOREP, la part d'accords à 20 % et plus dans les demandes décisionnées atteint ou dépasse 80 %. Dans 4 COTOREP, la part d'accords inférieurs à 20 % dans les demandes décisionnées dépasse la moitié. Dans 5 COTOREP la part des refus et sursis sans suite réunis excède 30 %.

Tableau 25 – Abattement de salaire

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
01	Ain	30	48	33	33	66	12	2,2	50,0%	0,23
02	Aisne	2	10	4	5	9	3	4,0	44,4%	0,03
03	Allier	6	32	16	15	31	7	2,7	51,6%	0,18
04	Alpes de Haute Provence	4	6	5	4	9	1	1,3	55,6%	0,13
05	Hautes Alpes		3	3	0	3			100,0%	0,05
06	Alpes Maritimes	2	28	12	15	27	3	1,3	44,4%	0,05
07	Ardèche	13	39	23	18	41	11	3,2	56,1%	0,28
08	Ardennes	4	13	4	7	11	6	6,5	36,4%	0,07
09	Ariège	8	8	4	10	14	2	1,7	28,6%	0,21
10	Aube	1	16	6	10	16	1	0,8	37,5%	0,10
11	Aude	6	10	4	5	9	7	9,3	44,4%	0,06
12	Aveyron	13	65	28	27	55	23	5,0	50,9%	0,42
13	Bouches du Rhône	17	28	19	17	36	9	3,0	52,8%	0,04
14	Calvados									
15	Cantal	5	18	13	4	17	6	4,2	76,5%	0,22
16	Charente	31	57	29	30	59	30	6,1	49,2%	0,34
17	Charente Maritime	19	21	10	22	32	8	3,0	31,3%	0,11
18	Cher	11	28	17	12	29	10	4,1	58,6%	0,18
19	Corrèze	16	27	10	14	24	19	9,5	41,7%	0,21
2A	Corse du Sud		14	6	3	9	5	6,7	66,7%	0,15
2B	Haute Corse		3	3	0	3				0,04
21	Côte d'Or	8	15	4	10	14	9	7,7	28,6%	0,05
22	Côtes d'Armor	17	78	43	30	73	23	3,8	58,9%	0,27
23	Creuse	4	6	2	5	7	3	5,1	28,6%	0,12
24	Dordogne	49	113	62	58	120	42	4,2	51,7%	0,63
25	Doubs	17	56	28	26	54	19	4,2	51,9%	0,20
26	Drôme	1	29	17	12	29	1	0,4	58,6%	0,13
27	Eure	11	33	18	19	37	7	2,3	48,6%	0,13
28	Eure et Loir		8	3	5	8			37,5%	0,04
29	Finistère	24	47	22	18	40	31	9,3	55,0%	0,09
30	Gard	6	18	6	14	20	4	2,4	30,0%	0,06
31	Haute Garonne									
32	Gers	7	19	13	7	20	6	3,6	65,0%	0,24
33	Gironde	15	79	34	50	84	10	1,4	40,5%	0,12
34	Hérault	27	37	24	19	43	21	5,9	55,8%	0,09
35	Ille et Vilaine	23	56	24	31	55	24	5,2	43,6%	0,11
36	Indre	11	64	22	40	62	13	2,5	35,5%	0,54
37	Indre et Loire	9	39	22	15	37	11	3,6	59,5%	0,12
38	Isère	15	53	25	21	46	22	5,7	54,3%	0,08
39	Jura	5	30	13	12	25	10	4,8	52,0%	0,19
40	Landes	7	42	19	21	40	9	2,7	47,5%	0,24
41	Loir et Cher	5	17	7	13	20	2	1,2	35,0%	0,12
42	Loire	30	70	32	46	78	22	3,4	41,0%	0,21
43	Haute Loire	7	76	45	25	70	13	2,2	64,3%	0,65
44	Loire Atlantique	29	77	43	24	67	39	7,0	64,2%	0,11
45	Loiret	9	34	18	12	30	13	5,2	60,0%	0,09
46	Lot	5	25	12	10	22	8	4,4	54,5%	0,28
47	Lot et Garonne	6	58	31	24	55	9	2,0	56,4%	0,36
48	Lozère	7	23	16	9	25	5	2,4	64,0%	0,66
49	Maine et Loire	45	121	38	96	134	32	2,9	28,4%	0,34
50	Manche	38	109	48	70	118	29	2,9	40,7%	0,49

Tableau 25 (suite) – Abattement de salaire

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
51	Marne	4	4	0	5	5	3	7,2	0,0%	0,02
52	Haute Marne	7	13	5	11	16	4	3,0	31,3%	0,16
53	Mayenne	26	72	27	49	76	22	3,5	35,5%	0,52
54	Meurthe et Moselle	3	11	5	6	11	3	3,3	45,5%	0,03
55	Meuse	11	26	13	13	26	11	5,1	50,0%	0,26
56	Morbihan	31	58	35	28	63	26	5,0	55,6%	0,19
57	Moselle	7	16	7	8	15	8	6,4	46,7%	0,03
58	Nièvre	10	61	12	35	47	24	6,1	25,5%	0,42
59L	Nord Lille	21	57	35	29	64	14	2,6	54,7%	0,07
59V	Nord Valenciennes	11	35	22	17	39	7	2,2	56,4%	0,10
60	Oise	13	32	17	15	32	13	4,9	53,1%	0,08
61	Ome	26	40	19	28	47	19	4,9	40,4%	0,32
62	Pas de Calais	15	21	15	8	23	13	6,8	65,2%	0,03
63	Puy de Dôme	6	43	22	21	43	7	2,0	51,2%	0,13
64	Pyrénées Atlantiques	33	93	40	42	82	44	6,4	48,8%	0,26
65	Hautes Pyrénées	8	24	17	6	23	9	4,7	73,9%	0,20
66	Pyrénées Orientales		3	2	0	2	1	6,0		0,01
67	Bas Rhin	11	72	31	42	73	10	1,6	42,5%	0,12
68	Haut Rhin	34	37	26	19	45	26	6,9	57,8%	0,11
69	Rhône	45	92	58	28	86	51	7,1	67,4%	0,10
70	Haute Saône	5	34	16	10	26	10	4,6	61,5%	0,22
71	Saône et Loire	15	27	14	16	30	12	4,8	46,7%	0,11
72	Sarthe	12	37	17	18	35	14	4,8	48,6%	0,13
73	Savoie	13	20	14	17	31	2	0,8	45,2%	0,15
74	Haute Savoie	51	66	55	20	75	42	6,7	73,3%	0,21
75	Ville de Paris	11	4	9	4	13	2	1,8	69,2%	0,01
76	Seine Maritime	13	43	29	16	45	11	2,9	64,4%	0,07
77	Seine et Marne	9	13	9	8	17	5	3,5	52,9%	0,03
78	Yvelines	7	13	6	3	9	11	14,7	66,7%	0,01
79	Deux Sèvres	30	75	35	59	94	11	1,4	37,2%	0,53
80	Somme	5	25	12	12	24	6	3,0	50,0%	0,08
81	Tarn	4	27	9	15	24	7	3,5	37,5%	0,14
82	Tarn et Garonne	6	28	16	14	30	5	2,0	53,3%	0,29
83	Var	11	6	7	7	14	3	2,6	50,0%	0,03
84	Vaucluse	3	14	9	4	13	4	3,7	69,2%	0,05
85	Vendée									
86	Vienne	26	41	22	29	51	16	3,8	43,1%	0,24
87	Haute Vienne	9	39	15	21	36	12	4,0	41,7%	0,19
88	Vosges	2	25	21	6	27			77,8%	0,14
89	Yonne	20	34	14	19	33	21	7,6	42,4%	0,20
90	Territoire de Belfort	1	2	2	0	2	1	6,0	100,0%	0,03
91	Essonne	2	5	2	1	3	4	16,0	66,7%	0,00
92	Hauts de Seine	3	3	2	2	4	2	6,0	50,0%	0,00
93	Seine Saint-Denis	2	2	3	1	4	0		75,0%	0,01
94	Val de Marne	2	11	8	4	12	1	1,0	66,7%	0,02
95	Val d'Oise	5	6	0	1	1	5	1,6		0,00
971	Guadeloupe	1	2	2	0	2	1	6,0	100,0%	0,01
972	Martinique									
973	Guyane									
974	Réunion	4	5	6	2	8	1	1,5	75,0%	0,02
	France entière	1264	3528	1800	1817	3617	1178	3,9	49,8%	0,11

Tableau 26 – Décisions d'abattement de salaire (en %)

Départements		inférieur à 20%	supérieur ou égal à 20%	Accords	refus	sursis sans suite
01	Ain	22,7	56,1	78,8	3,0	18,2
02	Aisne	33,3	66,7	100,0	0,0	0,0
03	Allier	13,8	69,0	82,8	0,0	17,2
04	Alpes de Haute Provence	55,6	22,2	77,8	11,1	11,1
05	Hautes Alpes	66,7	33,3	100,0	0,0	0,0
06	Alpes Maritimes	0,0	92,6	92,6	7,4	0,0
07	Ardèche	17,1	73,2	90,2	9,8	0,0
08	Ardennes	27,3	45,5	72,7	18,2	9,1
09	Ariège	28,6	50,0	78,6	14,3	7,1
10	Aube	18,8	75,0	93,8	0,0	6,3
11	Aude	33,3	44,4	77,8	11,1	11,1
12	Aveyron	36,4	50,9	87,3	1,8	10,9
13	Bouches du Rhône	30,6	52,8	83,3	5,6	11,1
14	Calvados					
15	Cantal	44,4	44,4	88,9	0,0	11,1
16	Charente					
17	Charente Maritime	37,5	62,5	100,0	0,0	0,0
18	Cher	6,9	79,3	86,2	0,0	13,8
19	Corrèze	3,8	80,8	84,6	3,8	11,5
2A	Corse du Sud					
2B	Haute Corse	33,3	33,3	66,7	0,0	33,3
21	Côte d'Or	0,0	85,7	85,7	14,3	0,0
22	Côtes d'Armor	9,0	75,6	84,6	7,7	7,7
23	Creuse	42,9	57,1	100,0	0,0	0,0
24	Dordogne	13,3	76,7	90,0	4,2	5,8
25	Doubs	39,3	53,6	92,9	5,4	1,8
26	Drôme	33,3	63,3	96,7	3,3	0,0
27	Eure	10,8	64,9	75,7	0,0	24,3
28	Eure et Loir					
29	Finistère	14,6	70,7	85,4	9,8	4,9
30	Gard	15,8	73,7	89,5	10,5	0,0
31	Haute Garonne					
32	Gers	10,0	80,0	90,0	10,0	0,0
33	Gironde	16,5	81,2	97,6	1,2	1,2
34	Hérault	14,0	74,4	88,4	7,0	4,7
35	Ille et Vilaine	5,5	89,1	94,5	1,8	3,6
36	Indre	14,5	82,3	96,8	1,6	1,6
37	Indre et Loire	10,8	78,4	89,2	2,7	8,1
38	Isère	19,1	72,3	91,5	6,4	2,1
39	Jura	11,5	65,4	76,9	0,0	23,1
40	Landes	25,0	70,0	95,0	2,5	2,5
41	Loir et Cher	25,0	70,0	95,0	5,0	0,0
42	Loire	7,7	82,1	89,7	3,8	6,4
43	Haute Loire	31,9	52,8	84,7	13,9	1,4
44	Loire Atlantique	22,4	64,2	86,6	6,0	7,5
45	Loiret	33,3	66,7	100,0	0,0	0,0
46	Lot	13,6	81,8	95,5	4,5	0,0
47	Lot et Garonne	29,1	56,4	85,5	12,7	1,8
48	Lozère	3,7	74,1	77,8	7,4	14,8
49	Maine et Loire	17,8	78,5	96,3	0,7	3,0
50	Manche	6,5	84,6	91,1	1,6	7,3

Tableau 26 (suite) – Décisions d'abattement de salaire (en %)

Départements		inférieur à 20%	supérieur ou égal à 20%	Accords	refus	sursis sans suite
51	Marne	20,0	60,0	80,0	20,0	0,0
52	Haute Marne	18,8	81,3	100,0	0,0	0,0
53	Mayenne	24,1	70,9	94,9	3,8	1,3
54	Meurthe et Moselle					
55	Meuse	21,2	45,5	66,7	6,1	27,3
56	Morbihan	6,3	87,3	93,7	3,2	3,2
57	Moselle	5,9	52,9	58,8	0,0	41,2
58	Nièvre					
59L	Nord Lille	17,2	78,1	95,3	0,0	4,7
59V	Nord Valenciennes	10,0	75,0	85,0	15,0	0,0
60	Oise	16,1	77,4	93,5	0,0	6,5
61	Orne	21,8	47,3	69,1	3,6	27,3
62	Pas de Calais	60,9	21,7	82,6	0,0	17,4
63	Puy de Dôme	32,6	53,5	86,0	7,0	7,0
64	Pyrénées Atlantiques	25,7	64,9	90,5	9,5	0,0
65	Hautes Pyrénées	45,8	25,0	70,8	20,8	8,3
66	Pyrénées Orientales	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
67	Bas Rhin	21,6	56,8	78,4	10,8	10,8
68	Haut Rhin	17,4	73,9	91,3	0,0	8,7
69	Rhône	8,0	78,2	86,2	8,0	5,7
70	Haute Saône	22,2	70,4	92,6	7,4	0,0
71	Saône et Loire	16,1	51,6	67,7	22,6	9,7
72	Sarthe	10,5	73,7	84,2	2,6	13,2
73	Savoie	19,4	74,2	93,5	6,5	0,0
74	Haute Savoie	10,8	79,7	90,5	2,7	6,8
75	Ville de Paris	30,8	53,8	84,6	15,4	0,0
76	Seine Maritime	26,1	56,5	82,6	8,7	8,7
77	Seine et Marne	23,5	52,9	76,5	17,6	5,9
78	Yvelines	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0
79	Deux Sèvres	22,2	71,7	93,9	2,0	4,0
80	Somme	29,2	54,2	83,3	8,3	8,3
81	Tarn					
82	Tarn et Garonne	32,4	47,1	79,4	8,8	11,8
83	Var	21,4	64,3	85,7	14,3	0,0
84	Vaucluse	15,4	76,9	92,3	0,0	7,7
85	Vendée					
86	Vienne	34,6	63,5	98,1	0,0	1,9
87	Haute Vienne	29,7	62,2	91,9	8,1	0,0
88	Vosges	22,2	59,3	81,5	11,1	7,4
89	Yonne	6,1	93,9	100,0	0,0	0,0
90	Territoire de Belfort	100,0	0,0	100,0	0,0	0,0
91	Essonne	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0
92	Hauts de Seine	25,0	75,0	100,0	0,0	0,0
93	Seine Saint-Denis	25,0	75,0	100,0	0,0	0,0
94	Val de Marne	8,3	83,3	91,7	8,3	0,0
95	Val d'Oise	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0
971	Guadeloupe					
972	Martinique					
973	Guyane					
974	Réunion					
France entière		19,2	69,6	88,7	5,3	5,9

2) Les autres aides à l'environnement social

A) La carte d'invalidité (CIN)

a) Description de la mesure

La carte d'invalidité, qui concerne surtout des personnes dont le taux d'incapacité est supérieur à 80 %, peut leur être utile en certaines circonstances. La carte d'invalidité est attribuée par le préfet. La délivrance de la carte d'invalidité n'est pas soumise à conditions de ressources, et ne donne aucun droit à pension ou allocation.

La carte porte 4 types de mention :

- *station debout pénible (SDP)*, carte barrée d'une diagonale verte, justifiée le plus souvent pour les handicaps des membres inférieurs,
-
- *canne blanche*, si l'acuité visuelle est inférieure à 1/10^{ème},
-
- *cécité*, carte portant une étoile verte, si l'acuité visuelle est inférieure à 1/20^{ème},
-
- *tierce personne (ou déplacement accompagné)*, pour les personnes handicapées justifiant d'une allocation compensatrice tierce personne (ACTP) ; en principe cette carte permet l'accompagnement par cette tierce personne dans les déplacements, avec réduction sur le prix des transports.

La carte est de couleur orange et mentionne le taux d'incapacité reconnu de 80 à 100 %. Une personne handicapée peut se trouver dans plusieurs de ces cas et cumuler une SDP avec une déficience visuelle.

Une carte de couleur verte, avec mention station debout pénible, qui n'apporte pas les mêmes droits que ceux décrits ci-dessus, peut être délivrée à des personnes présentant un handicap inférieur à 80 %. La mention « Station debout pénible » est une indication mentionnant le handicap mais ne donne pas le droit légal aux places réservées.

À l'inverse des autres types de décisions prises par les COTOREP, les cartes d'invalidité concernent les personnes handicapées de tous les âges à partir de 20 ans.

b) Les décisions d'attribution de carte d'invalidité (CIN) en 2000

On dispose de l'information pour 97 COTOREP sur 101, qui représentent 96 % des 410 000 décisions prises en 2000. Parmi ces 97 COTOREP, 7 ont pris plus de 10 000 décisions (tableau 28) : la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, Paris, Lille, la Gironde, le Pas-de-Calais et le Rhône. Ces 7 COTOREP ont pris globalement près du quart (23,5 %) des décisions de l'ensemble des 97 COTOREP renseignées. À l'opposé, 3 COTOREP ont pris moins de 730 décisions chacune.

Le nombre moyen de décisions pour 1 000 habitants âgés de plus de 20 ans est de 9 sur l'ensemble de la France. Ce nombre va de moins de 5 dans 2 COTOREP à plus de 15 dans deux autres.

En moyenne, le délai de décision est de 2,9 mois sur l'ensemble de la France. Il varie de moins d'un mois dans deux COTOREP à plus de 7 dans 3 autres.

En moyenne 53,4 % des décisions concernent des premières demandes. On compte moins de 40 % de premières demandes dans 3 COTOREP, et plus de 70 %, à l'opposé, dans trois autres.

c) La structure des décisions de CIN

On ne dispose de la répartition des accords par type de carte d'invalidité que pour 39 COTOREP. Le tableau 27 présente la structure obtenue sur ces COTOREP.

Tableau 27 Structure des décisions d'attribution par mention(s) de carte d'invalidité

Unité : % sur un ensemble de 39 COTOREP

MENTION OU MOTIVATION	Premières demandes	Renouvellements
Station debout pénible (SDP)	31,1	41,1
Canne blanche	0,6	0,7
Cécité	0,5	0,9
SDP et canne blanche	0,4	0,5
SDP et cécité	0,4	0,6
Déplacement accompagné	0,5	0,7
Sans mention	8,4	15,8
Incapacité < 80% mais SDP	23,4	18,5
SOUS-TOTAL	65,3	78,9
Refus	29,7	17,2
Sursis sans suite	5,1	3,9
TOTAL	100	100

Les quatre mentions qui font état d'une déficience visuelle, accompagnée ou non d'une SDP, et le «déplacement accompagné » concernent chacune moins de 1 % des décisions. Pour des raisons de lisibilité, elles sont groupées sous la dénomination « autres cas » dans le graphique 11. Les premières demandes essuient plus souvent que les renouvellements des refus (30 % contre 17 %) ou se voient notifier légèrement plus de sursis sans suite (5 % contre 4 %). La mention « Incapacité < 80 % mais SDP », qui ne donne pas le droit légal d'accès aux places réservées, est également plus fréquente dans les premières demandes (24 % contre 19 %). La catégorie « sans mention » est plus fréquente dans les renouvellements. D'une manière générale, les mentions qui ont des implications légales sont relativement plus nombreuses dans les renouvellements, comme «SDP » (41 % au lieu de 31 %) et dans tous les « Autres cas » pris un à un : canne blanche et cécité avec ou sans SDP, et déplacement accompagné.

Graphique 11 – Répartition des décisions de carte d'invalidité

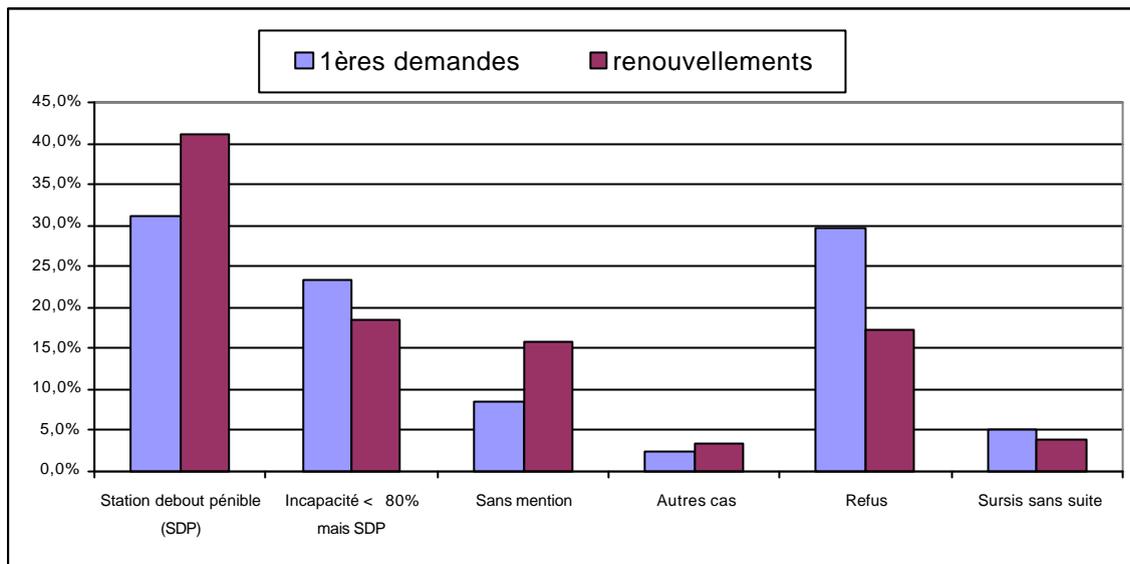


Tableau 28 – Carte d'invalidité

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 ans et +
01	Ain	465	2512	1466	1235	2701	287	1,3	54,3%	7,1
02	Aisne	1324	4654	2582	2447	5029	951	2,3	51,3%	12,8
03	Allier	463	2593	1528	1169	2697	360	1,6	56,7%	9,9
04	Alpes de Haute Provence	121	947	503	463	966	102	1,3	52,1%	8,9
05	Hautes Alpes	255	694	487	219	706	245	4,2	69,0%	7,6
06	Alpes Maritimes	2801	7014	4193	3976	8169	1646	2,4	51,3%	10,2
07	Ardèche	657	2353	1172	1332	2504	505	2,4	46,8%	11,3
08	Ardennes	409	1996	919	920	1839	566	3,7	50,0%	8,6
09	Ariège	206	733	535	270	805	131	2,0	66,5%	7,4
10	Aube	350	1219	792	502	1294	278	2,6	61,2%	5,9
11	Aude	804	2049	1132	989	2121	733	4,1	53,4%	8,7
12	Aveyron	698	2282	1287	1163	2450	533	2,6	52,5%	11,7
13	Bouches du Rhône	2595	14885	6884	8317	15201	2279	1,8	45,3%	10,8
14	Calvados									
15	Cantal	120	718	300	427	727	76	1,3	41,3%	6,1
16	Charente	679	3431	1318	2070	3388	726	2,6	38,9%	12,8
17	Charente Maritime	2191	3095	1884	1424	3308	1978	7,2	57,0%	7,6
18	Cher	964	2878	1144	2027	3171	673	2,5	36,1%	13,0
19	Corrèze	788	2551	1141	1439	2580	694	3,2	44,2%	13,8
2A	Corse du Sud	181	798	427	420	847	134	1,9	50,4%	9,3
2B	Haute Corse	203	877	432	483	915	162	2,1	47,2%	8,2
21	Côte d'Or	1104	2578	1333	1206	2539	1143	5,4	52,5%	6,6
22	Côtes d'Armor	1008	3103	1956	1430	3386	733	2,6	57,8%	8,1
23	Creuse	249	940	584	367	951	238	3,0	61,4%	9,4
24	Dordogne	593	2531	1309	1455	2764	360	1,6	47,4%	8,9
25	Doubs	499	2723	1494	1289	2783	439	1,9	53,7%	7,5
26	Drôme	533	2728	1483	1270	2753	508	2,2	53,9%	8,4
27	Eure	772	2876	1862	1326	3188	460	1,7	58,4%	8,0
28	Eure et Loir	471	1544	1099	615	1714	302	2,1	64,1%	5,7
29	Finistère	1889	6394	3293	3757	7050	1239	2,1	46,7%	10,8
30	Gard	975	4579	2477	2021	4498	1057	2,8	55,1%	9,4
31	Haute Garonne									
32	Gers	280	1396	673	719	1392	283	2,4	48,3%	10,1
33	Gironde	2707	11276	5067	6545	11612	2376	2,5	43,6%	11,7
34	Hérault	2433	7508	3347	3732	7079	2863	4,9	47,3%	10,2
35	Ille et Vilaine	1025	6376	2950	3274	6224	1179	2,3	47,4%	9,5
36	Indre	618	2436	1004	1117	2121	933	5,3	47,3%	11,6
37	Indre et Loire	766	2263	1348	988	2336	693	3,6	57,7%	5,5
38	Isère	3281	6609	4042	3706	7748	2157	3,3	52,2%	9,5
39	Jura	290	1289	688	626	1314	288	2,6	52,4%	6,9
40	Landes	643	2612	1288	1420	2708	547	2,4	47,6%	10,5
41	Loir et Cher	204	1760	1057	769	1826	142	0,9	57,9%	7,5
42	Loire	1040	7174	3625	3593	7218	996	1,7	50,2%	13,1
43	Haute Loire	882	1982	1153	1206	2359	510	2,6	48,9%	14,6
44	Loire Atlantique	1576	5297	2719	2419	5138	1736	4,1	52,9%	6,0
45	Loiret	1047	2815	1873	1217	3090	772	3,0	60,6%	6,6
46	Lot	206	1050	690	366	1056	203	2,3	65,3%	8,2
47	Lot et Garonne	498	2245	1109	1244	2353	390	2,0	47,1%	9,9
48	Lozère	185	494	240	304	544	135	3,0	44,1%	9,4
49	Maine et Loire	941	3808	1583	2061	3644	1105	3,6	43,4%	6,7
50	Manche	1479	3813	2067	2084	4151	1144	3,3	49,8%	11,5

Tableau 28 (suite) – Carte d'invalidité

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 ans et +
51	Marne	625	2442	1694	853	2547	528	2,5	66,5%	6,0
52	Haute Marne	284	967	575	446	1021	230	2,7	56,3%	7,0
53	Mayenne	496	1217	662	677	1339	374	3,4	49,4%	6,3
54	Meurthe et Moselle	638	4136	2305	1713	4018	541	1,6	57,4%	7,5
55	Meuse	537	1104	497	470	967	686	8,5	51,4%	6,7
56	Morbihan	923	3118	2124	1301	3425	617	2,2	62,0%	7,0
57	Moselle	2553	8009	4115	4125	8240	2328	3,4	49,9%	10,7
58	Nièvre	429	1543	873	663	1536	436	3,4	56,8%	8,7
59L	Nord Lille	3201	12744	7323	6237	13560	2385	2,1	54,0%	10,4
59V	Nord Valenciennes	2201	8202	3577	4647	8224	2179	3,2	43,5%	15,3
60	Oise	1604	4621	3483	2289	5772	608	1,3	60,3%	10,4
61	Orne	542	2230	747	1404	2151	621	3,5	34,7%	9,8
62	Pas de Calais	2835	10033	6414	4737	11151	1713	1,8	57,5%	10,7
63	Puy de Dôme	555	3696	2375	1425	3800	452	1,4	62,5%	8,0
64	Pyrénées Atlantiques	704	3866	2119	1448	3567	1004	3,4	59,4%	7,6
65	Hautes Pyrénées	420	1958	1100	959	2059	319	1,9	53,4%	11,6
66	Pyrénées Orientales	584	3480	1971	1466	3437	638	2,2	57,3%	11,1
67	Bas Rhin	1036	4985	4388	1073	5461	588	1,3	80,4%	7,0
68	Haut Rhin	1832	5616	2699	2896	5595	1859	4,0	48,2%	10,5
69	Rhône	3890	10796	6585	4154	10739	4002	4,5	61,3%	9,1
70	Haute Saône	155	1277	807	466	1273	117	1,1	63,4%	7,4
71	Saône et Loire	399	3187	1748	1470	3218	368	1,4	54,3%	7,7
72	Sarthe	604	2657	1301	1377	2678	583	2,6	48,6%	6,7
73	Savoie	625	2429	1419	1121	2540	514	2,4	55,9%	8,9
74	Haute Savoie	951	2558	1519	1324	2843	666	2,8	53,4%	6,0
75	Ville de Paris	4562	13285	7338	6321	13659	4256	3,7	53,7%	7,9
76	Seine Maritime	255	7725	4056	3674	7730	257	0,4	52,5%	8,4
77	Seine et Marne	2468	7809	4082	3639	7721	2559	4,0	52,9%	9,0
78	Yvelines	1411	5234	3494	1585	5079	1566	3,7	68,8%	5,2
79	Deux Sèvres	379	1737	857	987	1844	274	1,8	46,5%	7,0
80	Somme	1323	3418	1983	1856	3839	905	2,8	51,7%	9,2
81	Tarn	423	2481	1256	1307	2563	345	1,6	49,0%	9,5
82	Tarn et Garonne	366	924	858	299	1157	134	1,4	74,2%	7,2
83	Var	3715	7980	5799	2995	8794	2902	4,0	65,9%	12,6
84	Vaucluse	786	3520	2556	1095	3651	655	2,2	70,0%	9,7
85	Vendée									
86	Vienne	277	1991	969	1081	2050	219	1,3	47,3%	6,6
87	Haute Vienne	933	3105	1606	1508	3114	923	3,6	51,6%	11,0
88	Vosges	449	1843	1303	588	1891	401	2,5	68,9%	6,6
89	Yonne	448	2903	1556	1445	3001	350	1,4	51,8%	11,8
90	Territoire de Belfort	191	824	469	342	811	204	3,0	57,8%	7,9
91	Essonne	1541	5891	3223	2786	6009	1504	3,0	53,6%	7,3
92	Hauts de Seine	3328	8236	4610	3386	7996	3572	5,4	57,7%	7,3
93	Seine Saint-Denis	6316	12566	7719	8523	16242	2647	2,0	47,5%	16,3
94	Val de Marne	3024	7308	4167	3289	7456	2880	4,6	55,9%	8,1
95	Val d'Oise	2594	5620	3561	1718	5279	2962	6,7	67,5%	6,7
971	Guadeloupe	303	1286	648	426	1074	516	5,8	60,3%	3,7
972	Martinique	1197	1691	919	825	1744	1143	7,9	52,7%	6,5
973	Guyane									
974	Réunion	577	2268	1093	1048	2141	706	4,0	51,1%	4,8
	France entière	114078	395160	219055	190840	409895	98962	2,9	53,4%	9,0

B) L'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)

a) Description de la mesure

L'ACTP a vocation à compenser les dépenses liées à l'embauche d'une aide à domicile, ou le manque à gagner d'un proche qui se rend disponible pour s'occuper de la personne handicapée. Cette personne handicapée doit être, depuis 1997, âgée de moins de 60 ans et être dans l'impossibilité d'effectuer les actes essentiels ou ordinaires de la vie quotidienne, c'est à dire manger, faire sa toilette, s'habiller ou se déshabiller, faire ses besoins, se déplacer à l'intérieur de son domicile avec ou sans fauteuil roulant, pouvoir quitter son domicile en cas de danger, se relever après une chute sur le sol, mettre son appareil orthopédique ... L'ACTP est attribuée pour un montant de 40 à 80 % de la majoration pour tierce personne (MTP). Si la personne handicapée remplit aussi les conditions pour prétendre à l'allocation compensatrice pour frais professionnels (ACFP), elle bénéficie de l'allocation la plus élevée, augmentée de 20 % de la majoration attribuée aux invalides de la troisième catégorie.

b) Les décisions d'ACTP en 2000

On dispose de l'information pour 97 COTOREP sur 101, qui représentent 97 % des 50 000 décisions prises en 2000. Parmi ces 97 COTOREP, Paris a pris plus de 2000 décisions, et 9 COTOREP en ont pris plus d'un millier chacune (tableau 30) : les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, Lille, la Seine-Maritime, le Rhône, le Pas-de-Calais, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et Valenciennes. En tout, ces 10 COTOREP ont pris plus de 30 % des décisions de l'ensemble des 97 COTOREP renseignées. À l'opposé, 3 COTOREP ont pris moins d'une centaine de décisions chacune.

En moyenne, ce nombre de décisions pour 1 000 habitants âgés de 20 à 59 ans est de 1,5 pour l'ensemble de la France. Ce nombre est inférieur à 0,7 dans 4 COTOREP et, à l'opposé, dépasse 4 dans deux départements.

Sur l'ensemble des COTOREP, le délai moyen de décision est de 3,8 mois. Ce délai varie de moins d'un demi mois dans 2 COTOREP à plus de 15 mois dans 2 autres.

Sur l'ensemble de la France, la part moyenne des premières demandes est de 41 %. Les parts minimale et maximale sont très éloignées du reste de la distribution : de 18 % à 78 %. Si l'on exclut ces deux COTOREP extrêmes, la distribution se resserre de 24 % à 60 %.

c) La structure des décisions d'ACTP

La structure des accords est présentée en 2 modalités selon que l'accord est relatif à un montant correspondant à un taux inférieur ou supérieur à 80 % de la MTP. Les autres demandeurs ont fait l'objet d'un rejet ou d'un sursis sans suite.

En moyenne sur l'ensemble de la France, un peu moins de la moitié des premières demandes obtient un accord favorable (48,5 %, tableaux 29 et 31), alors que cette part dépasse 80 % dans le cas des renouvellements (tableaux 29 et 32). Les premières demandes sont en effet rejetées à 42 % contre 11,5 % seulement pour les renouvellements (graphique 12). Dans une moindre mesure, les sursis sans suite sont également plus fréquents pour les premières demandes (9,4 % contre 5,6 %). On voit mal comment la COTOREP pourrait refuser le

renouvellement de l'aide d'une tierce personne à un handicapé auquel elle a déjà accordé l'ACTP par le passé, le temps ayant généralement plus tendance à aggraver, qu'à atténuer, les déficiences.

Les accords pour des taux inférieurs à 80 % de la MTP sont plus fréquents que pour des taux supérieurs : en moyenne 42 % des premières demandes et deux tiers des renouvellements.

Tableau 29 Structure des décisions concernant l'allocation compensatrice pour tierce personne (en %)

29.1 - à un taux de la MTP inférieur à 80 %

	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	12,7 76 Seine-Maritime 20,7 13 Bouches-du-Rhône 22,2 86 Vienne	31,7 34 Hérault 53,7 13 Bouches-du-Rhône 54,3 69 Rhône
Moyenne (France entière)	41,7	66,9
Médiane	46,0	71,3
Parts les plus élevées	68,6 51 Marne 71,4 48 Lozère 72,7 10 Aube	82,7 50 Manche 82,9 11 Aude 84,1 51 Marne

29.2 - à un taux de la MTP au moins égal à 80%

	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	0% 90 Territoire-de-Belfort 0% 39 Jura 1,4 89 Yonne 1,9 30 Gard	4,3 2A Corse-du-Sud 6,5 974 Réunion 7,3 89 Yonne 7,8 34 Hérault
Moyenne (France entière)	6,8	16,1
Médiane	6,2	17,4
Parts les plus élevées	21,9 36 Indre 24,4 05 Hautes-Alpes 25,0 32 Gers	27,1 32 Gers 29,2 44 Loire-Atlantique 30,5 56 Morbihan

29.3 - Ensemble des accords

	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	19,7 76 Seine-Maritime 25,0 13 Bouches-du-Rhône 28,7 30 Gard	39,4 34 Hérault 66,2 13 Bouches-du-Rhône 67,0 76 Seine-Maritime
Moyenne (France entière)	48,5	82,9
Médiane	53,6	88,5
Parts les plus élevées	76,1 10 Aube 82,1 48 Lozère 84,3 41 Loir-et-Cher	97,2 78 Yvelines 97,3 22 Côtes-d'Armor 98,0 50 Manche

29.4 - Rejets

	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	7,1 48 Lozère 15,7 41 Loir-et-Cher 21,0 36 Indre 21,6 10 Aube	1,5 50 Manche 1,7 78 Yvelines 1,8 19 Corrèze 2,7 22 Côtes-d'Armor
Moyenne (France entière)	42,1	11,5
Médiane	38,1	8,9
Parts les plus élevées	61,5 08 Ardennes 65,1 34 Hérault 75,0 13 Bouches-du-Rhône	25,3 974 Réunion 26,1 2A Corse-du-Sud 33,8 13 Bouches-du-Rhône

29.5 - Sursis sans suite

	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	0% pour 15 COTOREP	0% pour 20 COTOREP
Moyenne (France entière)	9,4	5,6
Médiane	5,1	1,5
Parts les plus élevées	26,9 55 Meuse 34,4 02 Aisne 55,8 76 Seine-Maritime	19,8 61 Orne 20,9 76 Seine-Maritime 45,8 34 Hérault

Graphique 12 – Allocation compensatrice pour tierce personne

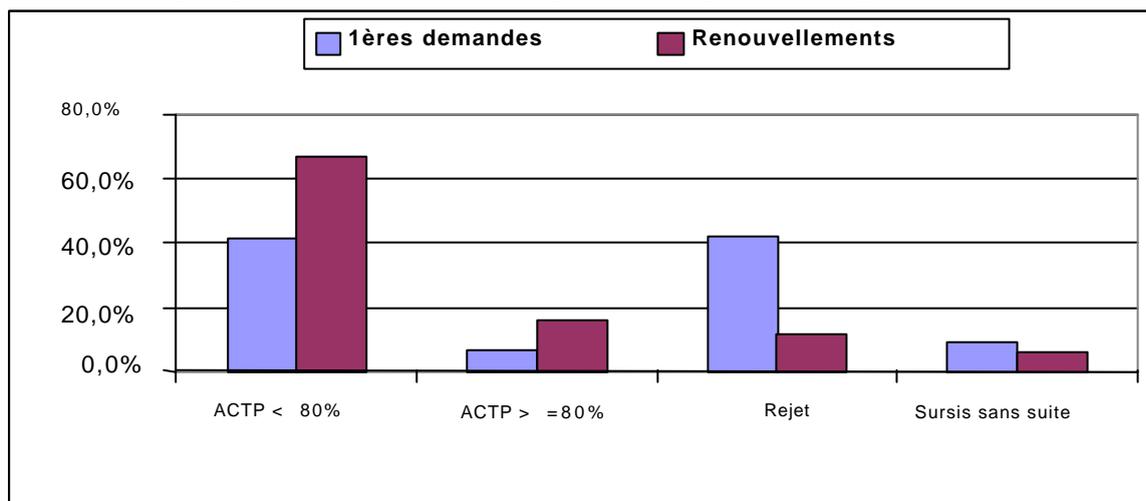


Tableau 30 – Allocation compensatrice pour tierce personne

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
01	Ain	78	451	197	291	488	46	1,1	40,4%	1,7
02	Aisne	285	603	319	374	693	196	3,4	46,0%	2,5
03	Allier	20	325	92	243	335	10	0,4	27,5%	1,9
04	Alpes de Haute Provence	17	109	58	46	104	22	2,5	55,8%	1,5
05	Hautes Alpes	15	99	40	54	94	20	2,6	42,6%	1,5
06	Alpes Maritimes	444	910	330	654	984	370	4,5	33,5%	1,9
07	Ardèche	81	114	45	56	101	94	11,2	44,6%	0,7
08	Ardennes	51	441	194	257	451	41	1,1	43,0%	3,0
09	Ariège	28	119	52	83	135	8	0,7	38,5%	2,0
10	Aube	34	213	85	135	220	27	1,5	38,6%	1,4
11	Aude	24	200	90	105	195	29	1,8	46,2%	1,3
12	Aveyron	24	154	51	118	169	9	0,6	30,2%	1,3
13	Bouches du Rhône	274	1808	595	1252	1847	315	2,0	32,2%	1,8
14	Calvados									
15	Cantal	20	156	46	107	153	15	1,2	30,1%	2,0
16	Charente	82	248	88	170	258	74	3,4	34,1%	1,5
17	Charente Maritime	452	526	177	368	545	433	9,5	32,5%	1,9
18	Cher	170	360	147	282	429	101	2,8	34,3%	2,7
19	Corrèze	236	168	70	94	164	235	17,2	42,7%	1,4
2A	Corse du Sud	42	280	75	191	266	58	2,6	28,2%	4,3
2B	Haute Corse	79	278	59	269	328	29	1,1	67,0%	4,3
21	Côte d'Or	125	300	153	151	304	121	4,8	50,3%	1,1
22	Côtes d'Armor	83	239	70	185	255	68	3,2	27,5%	0,9
23	Creuse	26	132	66	61	127	31	2,9	52,0%	2,2
24	Dordogne	41	257	75	216	291	7	0,3	25,8%	1,5
25	Doubs	82	385	171	224	395	72	2,2	43,3%	1,4
26	Drôme	97	341	135	155	290	148	6,1	46,6%	1,3
27	Eure	85	566	237	381	618	33	0,6	38,3%	2,1
28	Eure et Loir	86	278	121	169	290	74	3,1	41,7%	1,3
29	Finistère	225	762	293	475	768	221	3,5	38,2%	1,7
30	Gard	108	487	220	219	439	156	4,3	50,1%	1,3
31	Haute Garonne									
32	Gers	16	143	44	84	128	31	2,9	34,4%	1,5
33	Gironde	683	1034	335	464	799	918	13,8	41,9%	1,1
34	Hérault	248	840	385	432	817	271	4,0	47,1%	1,7
35	Ille et Vilaine	112	549	194	320	514	147	3,4	37,7%	1,1
36	Indre	98	240	102	137	239	99	5,0	42,7%	2,1
37	Indre et Loire	129	274	105	264	369	34	1,1	28,5%	1,2
38	Isère	313	937	401	521	922	333	4,3	43,5%	1,5
39	Jura	41	137	61	59	120	59	5,9	50,8%	0,9
40	Landes	35	155	55	114	169	21	1,5	32,5%	1,0
41	Loir et Cher	26	120	51	79	130	16	1,5	39,2%	0,8
42	Loire	77	758	297	453	750	85	1,4	39,6%	2,0
43	Haute Loire	20	146	54	86	140	27	2,3	38,6%	1,3
44	Loire Atlantique	188	323	135	276	411	100	2,9	32,8%	0,7
45	Loiret	138	354	163	190	353	139	4,7	46,2%	1,1
46	Lot	18	154	58	86	144	28	2,3	40,3%	1,8
47	Lot et Garonne	60	255	110	167	277	38	1,6	39,7%	1,8
48	Lozère	13	77	22	46	68	22	3,9	32,4%	1,8
49	Maine et Loire	86	393	162	238	400	79	2,4	40,5%	1,0
50	Manche	217	355	183	204	387	185	5,7	47,3%	1,6

Tableau 30 (suite) – Allocation compensatrice pour tierce personne

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
51	Marne	853	508	259	243	502	858	20,5	51,6%	1,6
52	Haute Marne	38	220	102	127	229	29	1,5	44,5%	2,3
53	Mayenne	56	158	68	103	171	43	3,0	39,8%	1,2
54	Meurthe et Moselle	95	593	274	322	596	72	1,4	46,0%	1,5
55	Meuse	55	157	61	83	144	73	6,1	42,4%	1,5
56	Morbihan	117	378	128	311	439	56	1,5	29,2%	1,3
57	Moselle	423	880	381	526	907	402	5,3	42,0%	1,6
58	Nièvre	83	333	83	225	308	109	4,2	26,9%	2,8
59L	Nord Lille	563	1632	758	924	1682	513	3,7	45,1%	1,7
59V	Nord Valenciennes	372	1043	449	595	1044	371	4,3	43,0%	2,6
60	Oise	31	430	122	293	415	48	1,4	29,4%	1,0
61	Orne	73	352	113	229	342	83	2,9	33,0%	2,3
62	Pas de Calais	307	1289	461	815	1276	320	3,0	36,1%	1,7
63	Puy de Dôme	45	341	153	207	360	26	0,9	42,5%	1,1
64	Pyrénées Atlantiques	109	499	145	372	517	91	2,1	28,0%	1,6
65	Hautes Pyrénées	52	247	99	156	255	44	2,1	38,8%	2,2
66	Pyrénées Orientales	48	311	173	119	292	67	2,8	59,2%	1,5
67	Bas Rhin	85	428	360	102	462	51	1,3	77,9%	0,8
68	Haut Rhin	138	436	212	241	453	121	3,2	46,8%	1,2
69	Rhône	595	1537	783	796	1579	561	4,3	49,6%	1,8
70	Haute Saône	30	131	48	95	143	13	1,1	33,6%	1,2
71	Saône et Loire	93	381	181	207	388	86	2,7	46,6%	1,4
72	Sarthe	120	534	148	382	530	124	2,8	27,9%	1,9
73	Savoie	25	233	106	134	240	18	0,9	44,2%	1,2
74	Haute Savoie	153	237	110	151	261	129	5,9	42,1%	0,7
75	Ville de Paris	726	2034	870	1151	2021	749	4,4	43,0%	1,5
76	Seine Maritime	93	1629	521	1114	1635	87	0,6	31,9%	2,4
77	Seine et Marne	453	853	405	390	795	514	7,8	50,9%	1,2
78	Yvelines	237	717	272	533	805	149	2,2	33,8%	1,0
79	Deux Sèvres	32	271	65	206	271	32	1,4	24,0%	1,5
80	Somme	189	500	267	316	583	109	2,2	45,8%	1,9
81	Tarn	65	236	92	175	267	34	1,5	34,5%	1,6
82	Tarn et Garonne	49	132	64	84	148	34	2,8	43,2%	1,4
83	Var	335	799	394	505	899	235	3,1	43,8%	2,0
84	Vaucluse	61	248	113	142	255	54	2,5	44,3%	1,0
85	Vendée									
86	Vienne	96	213	90	129	219	90	4,9	41,1%	1,0
87	Haute Vienne	51	253	95	166	261	43	2,0	36,4%	1,4
88	Vosges	73	316	114	193	307	82	3,2	37,1%	1,6
89	Yonne	78	384	216	190	406	56	1,7	53,2%	2,4
90	Territoire de Belfort	5	49	24	23	47	7	1,8	51,1%	0,6
91	Essonne	196	718	337	387	724	207	3,4	46,5%	1,1
92	Hauts de Seine	581	1122	512	613	1125	580	6,2	45,5%	1,3
93	Seine Saint-Denis	832	1485	876	969	1845	473	3,1	47,5%	2,3
94	Val de Marne	446	1112	579	537	1116	442	4,8	51,9%	1,6
95	Val d'Oise	309	840	388	445	833	320	4,6	46,6%	1,3
971	Guadeloupe	189	458	209	237	446	202	5,4	46,9%	1,9
972	Martinique	238	323	213	140	353	209	7,1	60,3%	1,7
973	Guyane									
974	Réunion	340	997	357	575	932	405	5,2	38,3%	2,5
	France entière	16715	49095	20755	29260	50015	15917	3,8	41,4%	1,5

**Tableau 31 – Décisions d'allocation compensatrice pour tierce personne
(1ères demandes) (en %)**

Départements		ACTP < 80%	ACTP > = 80%	Accords	Rejet	Sursis sans suite
01	Ain	36,8	6,5	43,3	45,8	10,9
02	Aisne	37,0	4,9	41,8	23,8	34,4
03	Allier	47,3	6,5	53,8	44,1	2,2
04	Alpes de Haute Provence	32,2	5,1	37,3	40,7	22,0
05	Hautes Alpes	24,4	24,4	48,9	26,7	24,4
06	Alpes Maritimes	49,1	4,5	53,6	33,3	13,0
07	Ardèche	56,8	6,8	63,6	36,4	0,0
08	Ardennes	28,7	4,1	32,8	61,5	5,6
09	Ariège	48,1	9,6	57,7	36,5	5,8
10	Aube	72,7	3,4	76,1	21,6	2,3
11	Aude	48,9	6,5	55,4	40,2	4,3
12	Aveyron	62,7	3,9	66,7	33,3	0,0
13	Bouches du Rhône	20,7	4,3	25,0	75,0	0,0
14	Calvados	50,3	6,2	56,6	39,3	4,1
15	Cantal	55,6	5,6	61,1	33,3	5,6
16	Charente					
17	Charente Maritime	35,0	7,9	42,9	57,1	0,0
18	Cher	36,2	3,4	39,6	45,0	15,4
19	Corrèze	53,4	2,7	56,2	38,4	5,5
2A	Corse du Sud	32,1	3,7	35,8	56,8	7,4
2B	Haute Corse	56,7	6,7	63,3	35,0	1,7
21	Côte d'Or	52,9	10,5	63,4	33,3	3,3
22	Côtes d'Armor	61,4	14,3	75,7	24,3	0,0
23	Creuse	60,3	7,4	67,6	32,4	0,0
24	Dordogne	66,7	5,3	72,0	26,7	1,3
25	Doubs	56,1	9,2	65,3	29,5	5,2
26	Drôme	44,6	5,0	49,6	38,1	12,2
27	Eure	52,9	7,1	60,1	37,4	2,5
28	Eure et Loire	39,5	9,7	49,2	32,3	18,5
29	Finistère	40,8	6,0	46,8	42,4	10,8
30	Gard	26,9	1,9	28,7	57,4	13,9
31	Haute Garonne					
32	Gers	34,1	25,0	59,1	36,4	4,5
33	Gironde	57,7	11,8	69,5	24,9	5,6
34	Hérault	29,9	4,5	34,4	65,1	0,5
35	Ille et Vilaine	52,3	5,6	57,9	39,6	2,5
36	Indre	44,8	21,9	66,7	21,0	12,4
37	Indre et Loire	36,2	8,6	44,8	52,4	2,9
38	Isère	33,3	5,4	38,7	54,9	6,4
39	Jura	45,9	0,0	45,9	42,6	11,5
40	Landes	45,5	7,3	52,7	47,3	0,0
41	Loir et Cher	62,7	21,6	84,3	15,7	0,0
42	Loire	59,6	4,3	63,9	36,1	0,0
43	Haute Loire	54,2	3,4	57,6	35,6	6,8
44	Loire Atlantique	48,1	7,4	55,6	44,4	0,0
45	Loiret	46,3	6,7	53,0	40,2	6,7
46	Lot	50,0	6,9	56,9	41,4	1,7
47	Lot et Garonne	38,2	3,6	41,8	52,7	5,5
48	Lozère	71,4	10,7	82,1	7,1	10,7
49	Maine et Loire	49,4	9,3	58,6	29,6	11,7
50	Manche	67,3	8,2	75,4	24,0	0,6

**Tableau 31 (suite) – Décisions d'allocation compensatrice pour tierce personne
(1ères demandes) (en %)**

Départements		ACTP < 80%	ACTP > = 80%	Accords	Rejet	Sursis sans suite
51	Marne	68,6	3,8	72,3	22,7	4,9
52	Haute Marne	48,5	6,8	55,3	37,9	6,8
53	Mayenne	46,4	13,0	59,4	40,6	0,0
54	Meurthe et Moselle					
55	Meuse	35,8	3,0	38,8	34,3	26,9
56	Morbihan	32,6	10,9	43,4	53,5	3,1
57	Moselle	44,1	3,8	48,0	32,9	19,1
58	Nièvre					
59L	Nord Lille	46,0	4,5	50,5	47,0	2,5
59V	Nord Valenciennes	35,9	2,0	37,9	60,4	1,8
60	Oise	43,0	11,3	54,2	38,0	7,7
61	Orne	53,3	5,8	59,2	30,8	10,0
62	Pas de Calais	39,6	4,3	43,9	49,6	6,5
63	Puy de Dôme	53,2	9,1	62,3	36,4	1,3
64	Pyrénées Atlantiques	40,8	7,7	48,6	41,5	9,9
65	Hautes Pyrénées	52,5	5,9	58,4	36,6	5,0
66	Pyrénées Orientales	37,0	3,5	40,5	54,9	4,6
67	Bas Rhin	47,0	15,1	62,1	37,1	0,8
68	Haut Rhin	59,2	2,8	61,9	24,8	13,3
69	Rhône	37,4	13,1	50,5	42,0	7,5
70	Haute Saône	40,8	6,1	46,9	51,0	2,0
71	Saône et Loire	42,5	3,9	46,4	27,1	26,5
72	Sarthe	40,5	5,9	46,4	47,1	6,5
73	Savoie	58,9	11,2	70,1	29,9	0,0
74	Haute Savoie	53,2	10,8	64,0	35,1	0,9
75	Ville de Paris	33,3	9,4	42,7	35,8	21,5
76	Seine Maritime	12,7	7,0	19,7	24,5	55,8
77	Seine et Marne	45,3	10,8	56,1	38,7	5,1
78	Yvelines	47,2	6,7	53,9	37,2	8,9
79	Deux Sèvres	44,8	4,5	49,3	37,3	13,4
80	Somme	40,2	11,7	52,0	37,0	11,0
81	Tarn					
82	Tarn et Garonne	50,0	3,1	53,1	43,8	3,1
83	Var	33,2	2,3	35,4	53,4	11,1
84	Vaucluse	54,0	10,6	64,6	34,5	0,9
85	Vendée					
86	Vienne	22,2	7,8	30,0	54,4	15,6
87	Haute Vienne	60,4	4,2	64,6	35,4	0,0
88	Vosges	51,3	3,5	54,8	43,5	1,7
89	Yonne	54,4	1,4	55,8	41,9	2,3
90	Territoire de Belfort	66,7	0,0	66,7	33,3	0,0
91	Essonne	42,9	5,8	48,6	45,3	6,0
92	Hauts de Seine	41,1	7,4	48,4	49,0	2,5
93	Seine Saint-Denis	31,3	5,7	37,0	39,6	23,4
94	Val de Marne	41,3	9,0	50,3	49,7	0,0
95	Val d'Oise	35,2	8,1	43,3	41,4	15,3
971	Guadeloupe	46,2	4,2	50,5	49,1	0,5
972	Martinique					
973	Guyane					
974	Réunion	34,9	3,4	38,3	56,7	5,0
France entière		41,7	6,8	48,5	42,1	9,4

Tableau 32 – Décisions d'allocation compensatrice pour tierce personne ERSONNE (Renouvellements) (en %)

	Départements	ACTP < 80%	ACTP > =80%	Accords	Rejet	Sursis sans suite
01	Ain	62,6	19,0	81,6	9,9	8,5
02	Aisne	75,7	16,9	92,6	3,4	4,0
03	Allier	76,6	15,6	92,2	6,6	1,2
04	Alpes de Haute Provence	56,5	10,9	67,4	15,2	17,4
05	Hautes Alpes	66,7	21,7	88,3	3,3	8,3
06	Alpes Maritimes	80,2	10,2	90,4	4,6	5,0
07	Ardèche	66,1	25,0	91,1	8,9	0,0
08	Ardennes	65,5	17,4	82,9	16,7	0,4
09	Ariège	64,3	26,2	90,5	9,5	0,0
10	Aube	79,6	14,3	93,9	4,8	1,4
11	Aude	82,9	13,3	96,2	2,9	1,0
12	Aveyron	80,5	13,6	94,1	5,9	0,0
13	Bouches du Rhône	53,7	12,5	66,2	33,8	0,0
14	Calvados	72,6	15,2	87,8	11,6	0,6
15	Cantal	75,0	19,8	94,8	5,2	0,0
16	Charente					
17	Charente Maritime	62,9	22,6	85,6	14,4	0,0
18	Cher	66,5	12,8	79,4	11,0	9,6
19	Corrèze	75,4	18,4	93,9	1,8	4,4
2A	Corse du Sud	64,7	4,3	69,1	26,1	4,8
2B	Haute Corse	80,4	8,5	88,9	10,4	0,7
21	Côte d'Or	70,2	19,9	90,1	8,6	1,3
22	Côtes d'Armor	71,8	25,5	97,3	2,7	0,0
23	Creuse	73,8	23,1	96,9	3,1	0,0
24	Dordogne	81,0	15,7	96,8	3,2	0,0
25	Doubs	70,0	22,5	92,5	6,3	1,3
26	Drôme	74,2	10,3	84,5	11,6	3,9
27	Eure	79,0	13,1	92,1	6,6	1,3
28	Eure et Loir	64,5	22,5	87,0	8,9	4,1
29	Finistère	73,3	12,6	85,9	9,7	4,4
30	Gard	61,2	16,4	77,6	19,2	3,2
31	Haute Garonne					
32	Gers	63,5	27,1	90,6	4,7	4,7
33	Gironde	69,9	22,8	92,7	4,9	2,4
34	Hérault	31,7	7,8	39,4	14,7	45,8
35	Ille et Vilaine	71,9	19,4	91,4	7,1	1,5
36	Indre	63,8	17,7	81,6	12,1	6,4
37	Indre et Loire	65,2	22,0	87,1	12,5	0,4
38	Isère	61,7	18,9	80,6	17,1	2,3
39	Jura	74,6	15,3	89,8	8,5	1,7
40	Landes	60,0	26,1	86,1	13,9	0,0
41	Loir et Cher	69,6	24,1	93,7	6,3	0,0
42	Loire	75,9	14,2	90,1	9,7	0,2
43	Haute Loire	72,8	15,2	88,0	4,3	7,6
44	Loire Atlantique	61,0	29,2	90,3	9,7	0,0
45	Loiret	66,5	20,4	86,9	11,0	2,1
46	Lot	73,3	17,4	90,7	7,0	2,3
47	Lot et Garonne	73,1	10,8	83,8	15,0	1,2
48	Lozère	76,6	19,1	95,7	4,3	0,0
49	Maine et Loire	60,9	22,3	83,2	13,4	3,4
50	Manche	82,7	15,3	98,0	1,5	0,5

**Tableau 32 (suite) – Décisions d'allocation compensatrice pour tierce personne
(Renouvellements) (en %)**

	Départements	ACTP < 80%	ACTP > = 80%	Accords	Rejet	Sursis sans suite
51	Marne	84,1	9,4	93,5	6,1	0,4
52	Haute Marne	65,6	19,1	84,7	10,7	4,6
53	Mayenne	70,3	20,3	90,7	8,5	0,8
54	Meurthe et Moselle					
55	Meuse	64,0	18,6	82,6	5,8	11,6
56	Morbihan	59,2	30,5	89,7	9,0	1,2
57	Moselle	74,5	12,0	86,5	7,5	6,0
58	Nièvre					
59L	Nord Lille	75,8	16,1	91,9	8,0	0,1
59V	Nord Valenciennes	72,6	11,9	84,5	15,5	0,0
60	Oise	79,9	15,7	95,7	2,7	1,7
61	Orne	60,3	14,2	74,6	5,6	19,8
62	Pas de Calais	71,9	10,4	82,4	13,6	4,0
63	Puy de Dôme	70,1	25,1	95,3	3,3	1,4
64	Pyrénées Atlantiques	71,8	21,2	93,0	4,8	2,1
65	Hautes Pyrénées	62,7	24,2	87,0	9,3	3,7
66	Pyrénées Orientales	65,5	10,1	75,6	19,3	5,0
67	Bas Rhin	69,5	25,0	94,5	3,9	1,6
68	Haut Rhin	74,9	10,0	84,9	6,0	9,2
69	Rhône	54,3	23,0	77,3	13,2	9,5
70	Haute Saône	76,8	18,2	94,9	4,0	1,0
71	Saône et Loire	73,7	11,5	85,2	8,6	6,2
72	Sarthe	72,6	14,4	87,0	12,5	0,5
73	Savoie	56,1	25,8	81,8	18,2	0,0
74	Haute Savoie	64,2	25,8	90,1	9,3	0,7
75	Ville de Paris	55,9	18,7	74,7	9,9	15,5
76	Seine Maritime	56,7	10,3	67,0	12,0	20,9
77	Seine et Marne	64,9	17,0	81,9	16,5	1,5
78	Yvelines	72,2	25,0	97,2	1,7	1,1
79	Deux Sèvres	73,6	18,5	92,1	5,7	2,2
80	Somme	64,0	25,8	89,8	6,8	3,4
81	Tarn					
82	Tarn et Garonne	71,8	23,5	95,3	3,5	1,2
83	Var	73,7	14,5	88,1	8,9	3,0
84	Vaucluse	72,5	22,5	95,1	4,9	0,0
85	Vendée					
86	Vienne	71,3	18,6	89,9	9,3	0,8
87	Haute Vienne	77,1	18,7	95,8	4,2	0,0
88	Vosges	76,7	11,4	88,1	11,9	0,0
89	Yonne	81,3	7,3	88,5	10,4	1,0
90	Territoire de Belfort	79,2	12,5	91,7	8,3	0,0
91	Essonne	72,6	9,5	82,2	15,8	2,0
92	Hauts de Seine	67,0	12,5	79,5	18,9	1,6
93	Seine Saint-Denis	61,6	15,6	77,1	13,6	9,3
94	Val de Marne	63,9	15,4	79,3	15,2	5,6
95	Val d'Oise	56,3	18,9	75,2	10,0	14,8
971	Guadeloupe	74,6	14,1	88,7	11,3	0,0
972	Martinique					
973	Guyane					
974	Réunion	66,6	6,5	73,1	25,3	1,6
	France entière	66,9	16,1	82,9	11,5	5,6

C) Les placements en établissements spécialisés

a) La description des établissements

Les demandeurs, que la COTOREP oriente vers un établissement social ou médico-social, peuvent être placés dans différents types de structures.

Le foyer à double tarification

Ils accueillent en internat complet des personnes adultes handicapées physiques ou mentales.

En principe les pensionnaires sont moins dépendants que ceux qui sont accueillis dans les maisons d'accueil spécialisé (voir ci-dessous). Ces personnes ont cependant une dépendance qui les rend inaptes à toute activité à caractère professionnel. Elles ont besoin de l'assistance d'une tierce personne, d'une surveillance médicale et de soins constants.

Ces foyers sont financés par l'assurance maladie (forfait médical) et par les départements, d'où leur nom de foyers à double tarification.

Le foyer d'hébergement

Ces établissements accueillent les travailleurs handicapés qui exercent leur activité notamment en centres d'aide par le travail (CAT).

Le foyer de vie ou occupationnel

Ce sont des structures, créées en application de l'article 168 du code de la famille et de l'aide sociale. Ces foyers prennent en charge les adultes handicapés ayant conservé une certaine autonomie dans les actes ordinaires de la vie mais incapables d'exercer une activité professionnelle dans un CAT ou dans un atelier protégé.

La maison d'accueil spécialisé (MAS)

Les MAS accueillent des personnes adultes qui ne peuvent se suffire à elles-mêmes dans les actes essentiels de l'existence en raison d'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, et a fortiori en cas d'association de certains de ces handicaps.

b) Les décisions de placements en 2000

On dispose de l'information pour 96 COTOREP sur 101, qui représentent 95 % des 34 600 décisions prises en 2000. Parmi ces 96 COTOREP, 6 ont pris plus de 1 000 décisions (tableau 34) : le Rhône, Lille, le Pas-de-Calais, Paris, la Seine-Maritime et l'Isère. Au total, ces 6 COTOREP ont pris 23 % des décisions des 96 COTOREP renseignées. À l'opposé, 5 COTOREP ont pris moins d'une cinquantaine de décisions chacune.

Le nombre de décisions de placement pour 1 000 habitants âgés de 20 à 59 ans est de 1,1 en moyenne sur l'ensemble de la France. Ce nombre est inférieur à 0,5 dans 3 départements, et dépasse 3 pour 2 COTOREP.

Comme on ne dispose pas de statistiques de placement en 1999, il n'a pas été possible d'estimer le nombre de demandes non décisionnées au 31 décembre 2000 lorsque cette information fait défaut. Cela empêche de calculer le délai moyen de décision moyen France entière, mais en médiane sur les COTOREP renseignées, ce délai est de deux mois et demi. Il varie de 0,7 mois dans 2 COTOREP et à plus de 6 mois dans 3 autres.

Sur l'ensemble de la France, la part moyenne des premières demandes dépasse à peine 40 %. Mais la situation est très contrastée d'une COTOREP à l'autre où cette part varie dans un rapport de 1 à 4 : de 20 % à plus des trois quarts.

Les décisions comptabilisées ici sont des décisions d'orientation de la part de la COTOREP, qui tiennent compte de l'offre de place en établissement dans le département ou en dehors, mais qui ne débouchent pas forcément sur un placement effectif.

c) La structure des décisions de placements

Dans l'ensemble de la France, plus de 93 % des demandes de renouvellement débouchent effectivement sur une décision d'orientation, et près de 80 % en ce qui concerne les premières demandes (tableaux 35, 36 et graphique 13). Les demandes qui n'aboutissent pas à une décision de placement, se répartissent par moitié entre rejet et sursis sans suite : de 3 à 4 % de rejets et de sursis pour les renouvellements et respectivement de 10 à 11 % pour les premières demandes.

Le tableau 33 est basé sur les 90 COTOREP dont la structure, initialement renseignée, n'a pas fait l'objet d'estimations.

Tableau 33 - Structure des décisions concernant les placements

33.1 - Part des décisions de placement dans les demandes statuées

Unité : %

	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	41,5 75 Paris 45,5 13 Bouches-du-Rhône 53,9 93 Seine-Saint-Denis	67,0 91 Essonne 71,7 75 Paris 76,5 971 Guadeloupe
Moyenne (France entière)	78,7	93,4
Médiane	84,3	96,6
Parts les plus élevées	97,9 78 Yvelines 100 05 Hautes-Alpes 100 70 Haute-Saône	100 pour 10 COTOREP

33.2 - Part des rejets dans les demandes statuées

Unité : %

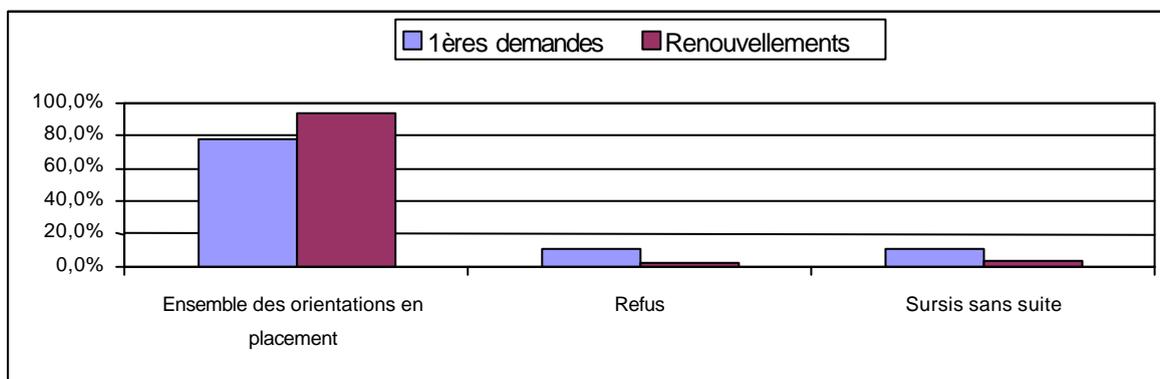
	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	0% pour 8 COTOREP	0% pour 27 COTOREP
Moyenne (France entière)	10,9	2,7
Médiane	7,3	1,3
Parts les plus élevées	32,9 971 Guadeloupe 34,7 93 Seine-Saint-Denis 48,3 13 Bouches-du-Rhône	9,5 75 Paris 19,8 13 Bouches-du-Rhône 23,5 971 Guadeloupe

33.3 - Part des sursis sans suite dans les demandes statuées

Unité : %

	1ères demandes	Renouvellements
Parts les plus faibles	0 % pour 10 COTOREP	0 % pour 21 COTOREP
Moyenne (France entière)	10,4	3,9
Médiane	6,6	1,7
Parts les plus élevées	28,1 95 Val-d'Oise 29,6 62 Pas-de-Calais 32,4 91 Essonne	12,8 95 Val-d'Oise 18,8 75 Paris 28,2 91 Essonne

Graphique 13 – Décisions d'orientation en placement



Il y a une légère corrélation entre la part des décisions favorables de placement suite à des premières demandes et suite à des renouvellements (coefficient de 0,73). Cette corrélation est particulièrement remarquable entre les parts de placement en foyer hébergement des premières demandes et des renouvellements (coefficient de 0,84).

Parmi ceux qui obtiennent une orientation, les demandeurs de renouvellement sont plus fréquemment orientés vers de foyers occupationnels et de foyers à double tarification, et les primo demandeurs vers des foyers d'hébergement (graphique 14).

Graphique 14 – Répartition, par type d'établissement, des orientations en placement

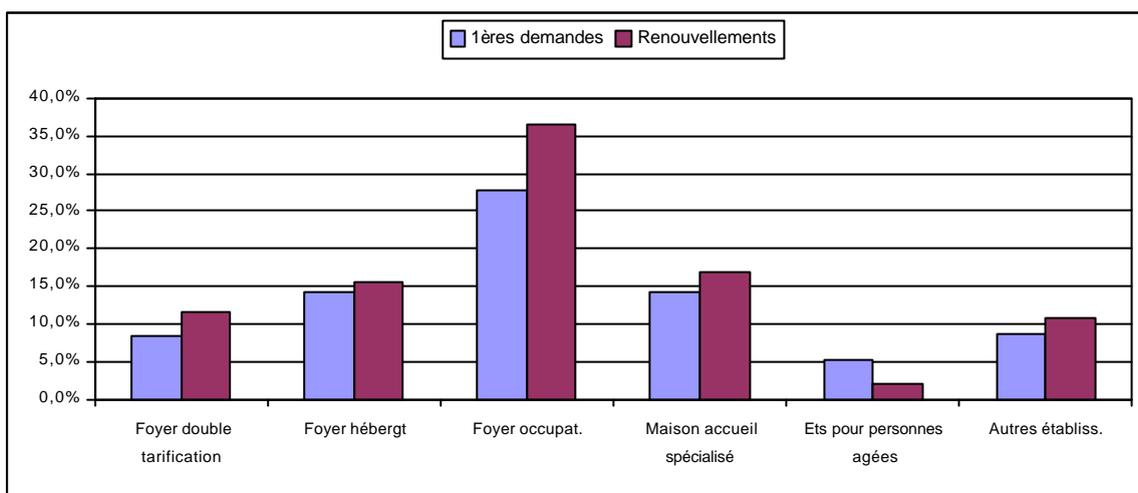


Tableau 34 – Placements

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnées en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
01	Ain	39	223	137	103	240	22	1,1	57,1%	0,9
02	Aisne	46	238	109	134	243	41	2,0	44,9%	0,9
03	Allier	12	189	52	128	180	21	1,4	28,9%	1,0
04	Alpes de Haute Provence	5	45	24	24	48	2	0,5	50,0%	0,7
05	Hautes Alpes	12	81	16	64	80	14	2,1		1,3
06	Alpes Maritimes	97	366	73	280	353	110	3,7	20,7%	0,7
07	Ardèche	38	110	50	72	122	26	2,6	41,0%	0,8
08	Ardennes	30	220	109	77	186	64	4,1	58,6%	1,2
09	Ariège	6	49	24	23	47	6	1,5	51,1%	0,7
10	Aube	14	145	59	79	138	22	1,9	42,8%	0,9
11	Aude	53	164	78	112	190	27	1,7	41,1%	1,2
12	Aveyron	13	111	67	46	113	11	1,2	59,3%	0,9
13	Bouches du Rhône	119	772	288	470	758	133	2,1	38,0%	0,8
14	Calvados									
15	Cantal	13	90	21	52	73	13	2,1	28,8%	1,0
16	Charente	27	124	55	62	117	35	3,6	47,0%	0,7
17	Charente Maritime	261	372	158	234	392	241	7,4	40,3%	1,4
18	Cher	27	154	79	69	148	33	2,7	53,4%	0,9
19	Corrèze	50	302	52	193	245	71	3,5	21,2%	2,1
2A	Corse du Sud	2	36	17	18	35	3	1,0	48,6%	0,6
2B	Haute Corse	10	25	16	5	21	14	8,0	76,2%	0,3
21	Côte d'Or	119	426	173	264	437	108	3,0	39,6%	1,6
22	Côtes d'Armor	62	265	114	138	252	76	3,6	45,2%	0,9
23	Creuse	13	65	15	54	69	9	1,6	21,7%	1,2
24	Dordogne	21	296	112	190	302	15	0,6	37,1%	1,6
25	Doubs	46	213	109	129	238	22	1,1	45,8%	0,9
26	Drôme	40	265	56	153	209	97	5,6	26,8%	0,9
27	Eure	55	227	116	138	254	28	1,3	45,7%	0,9
28	Eure et Loir	110	292	108	229	337	65	2,3	32,0%	1,6
29	Finistère	74	300	137	146	283	94	4,0	48,4%	0,6
30	Gard	44	256	87	152	239	61	3,1	36,4%	0,7
31	Haute Garonne									
32	Gers	81	161	44	171	215	27	1,5	20,5%	2,5
33	Gironde	197	580	254	289	543	234	5,2	46,8%	0,8
34	Hérault	321	915	344	631	975	261	3,2	35,3%	2,0
35	Ille et Vilaine	60	530	270	154	424	168	4,8	63,7%	0,9
36	Indre	50	157	75	100	175	32	2,2	42,9%	1,5
37	Indre et Loire	99	276	85	205	290	85	3,5	29,3%	1,0
38	Isère	269	1014	331	669	1000	283	3,4	33,1%	1,6
39	Jura	29	133	62	79	141	23	2,0	44,0%	1,1
40	Landes	30	210	46	153	199	41	2,5	23,1%	1,2
41	Loir et Cher	18	238	69	157	226	30	1,6	30,5%	1,4
42	Loire	36	361	157	204	361	36	1,2	43,5%	0,9
43	Haute Loire	21	118	68	42	110	29	3,2	61,8%	1,0
44	Loire Atlantique	122	483	160	236	396	209	6,3	40,4%	0,6
45	Loiret	67	313	90	228	318	62	2,3	28,3%	1,0
46	Lot	14	81	17	59	76	19	3,0	22,4%	1,0
47	Lot et Garonne	18	234	53	153	206	46	2,7	25,7%	1,4
48	Lozère	23	171	49	116	165	29	2,1	29,7%	4,4
49	Maine et Loire	62	469	134	347	481	50	1,2	27,9%	1,2
50	Manche	38	178	44	143	187	30	1,9	23,5%	0,8

Tableau 34 (suite) – Placements

n° dept	Départements	demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	Demandes décisionnées pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
51	Marne	51	160	87	60	147	65	5,3	59,2%	0,5
52	Haute Marne	10	50	23	31	54	6	1,3	42,6%	0,5
53	Mayenne	44	175	43	119	162	57	4,2	26,5%	1,1
54	Meurthe et Moselle	84	325	136	198	334	51	1,8	40,7%	0,9
55	Meuse	23	80	37	42	79	25	3,8	46,8%	0,8
56	Morbihan	47	319	142	152	294	72	2,9	48,3%	0,9
57	Moselle	121	368	178	191	369	123	4,0	48,2%	0,7
58	Nièvre	52	303	90	196	286	69	2,9	31,5%	2,6
59L	Nord Lille	298	1307	708	720	1428	177	1,5	49,6%	1,5
59V	Nord Valenciennes	35	502	169	305	474	63	1,6	35,7%	1,2
60	Oise	134	599	224	383	607	129	2,6	36,9%	1,4
61	Orne	9	80	42	31	73	16	2,6	57,5%	0,5
62	Pas de Calais	222	1424	364	1046	1410	236	2,0	25,8%	1,9
63	Puy de Dôme	43	410	160	264	424	33	0,9	37,7%	1,3
64	Pyrénées Atlantiques	29	287	120	147	267	49	2,2	44,9%	0,8
65	Hautes Pyrénées	55	178	59	139	198	39	2,4	29,8%	1,7
66	Pyrénées Orientales	21	138	67	51	118	41	4,2	56,8%	0,6
67	Bas Rhin	46	458	208	241	449	55	1,5	46,3%	0,8
68	Haut Rhin	138	448	226	273	499	87	2,1	45,3%	1,3
69	Rhône	418	1378	698	739	1437	381	3,2	48,6%	1,6
70	Haute Saône	18	37	39	13	52	3	0,7	75,0%	0,4
71	Saône et Loire	29	344	136	195	331	42	1,5	41,1%	1,2
72	Sarthe	108	409	160	259	419	99	2,8	38,2%	1,5
73	Savoie	36	207	85	126	211	32	1,8	40,3%	1,0
74	Haute Savoie	140	426	131	323	454	112	3,0	28,9%	1,3
75	Ville de Paris	533	1094	672	470	1142	501	5,3	58,8%	0,9
76	Seine Maritime	32	1085	312	793	1105	12	0,1	28,2%	1,6
77	Seine et Marne	214	417	214	291	505	128	3,0	42,4%	0,7
78	Yvelines	94	679	383	170	553	220	4,8	69,3%	0,7
79	Deux Sèvres	30	198	61	127	188	39	2,5	32,4%	1,1
80	Somme	92	385	143	268	411	66	1,9	34,8%	1,4
81	Tarn	32	267	86	178	264	36	1,6	32,6%	1,5
82	Tarn et Garonne	106	186	58	217	275	17	0,7	21,1%	2,6
83	Var	138	420	168	248	416	142	4,1	40,4%	0,9
84	Vaucluse	56	134	80	70	150	40	3,2	53,3%	0,6
85	Vendée									
86	Vienne	68	125	53	119	172	21	1,5	30,8%	0,8
87	Haute Vienne	24	168	71	105	176	16	1,1	40,3%	0,9
88	Vosges	36	160	68	87	155	41	3,2	43,9%	0,8
89	Yonne	82	525	169	348	517	90	2,1	32,7%	3,1
90	Territoire de Belfort	7	71	26	35	61	17	3,3	42,6%	0,8
91	Essonne	171	773	338	435	773	183	2,8	43,7%	1,2
92	Hauts de Seine	956	361				1317			0,0
93	Seine Saint-Denis	121	633	246	410	656	98	1,8	37,5%	0,8
94	Val de Marne	307	591	377	287	664	234	4,2	56,8%	0,9
95	Val d'Oise	262	694	316	371	687	277	4,8	46,0%	1,1
971	Guadeloupe	31	86	75	17	92	27	3,5	81,5%	0,4
972	Martinique	99	88	81	47	128	59	5,5	63,3%	0,6
973	Guyane									
974	Réunion	65	203	108	75	183	85	5,6	59,0%	0,5
	France entière			14057	20510	34567			40,7%	1,1

Tableau 35 – Décisions de placements (en %)
(1ères demandes)

Départements	Foyer double tarification	Foyer d'héberg	Foyer occupat.	Maison d'accueil spécialisée	Ets pour personnes âgées	Autres Ets	s/total	Refus	Sursis sans suite	
01	Ain	19,4	7,3	17,6	10,3	15,2	14,5	84,2	5,5	10,3
02	Aisne	5,4	4,5	16,1	19,6	4,5	37,5	87,5	9,8	2,7
03	Allier	13,5	0,0	57,7	17,3	0,0	1,9	90,4	9,6	0,0
04	Alpes de Haute Provence	0,0	12,5	33,3	16,7	0,0	4,2	66,7	12,5	20,8
05	Hautes Alpes	6,3	0,0	68,8	18,8	0,0	6,3	100,0	0,0	0,0
06	Alpes Maritimes	0,0	4,1	67,6	17,6	0,0	0,0	89,2	9,5	1,4
07	Ardèche	2,0	0,0	44,0	44,0	0,0	0,0	90,0	8,0	2,0
08	Ardennes									
09	Ariège	0,0	0,0	16,7	16,7	8,3	54,2	95,8	4,2	0,0
10	Aube	10,6	1,5	24,2	6,1	15,2	24,2	81,8	10,6	7,6
11	Aude	42,0	8,6	24,7	17,3	0,0	0,0	92,6	1,2	6,2
12	Aveyron	4,3	0,0	20,3	21,7	17,4	24,6	88,4	10,1	1,4
13	Bouches du Rhône	1,7	0,0	29,2	14,6	0,0	0,0	45,5	48,3	6,3
14	Calvados	4,3	0,0	44,3	22,9	0,0	17,1	88,6	5,7	5,7
15	Cantal	12,0	4,0	28,0	32,0	0,0	4,0	80,0	8,0	12,0
16	Charente									
17	Charente Maritime	3,8	25,3	39,2	12,0	0,0	0,0	80,4	19,6	0,0
18	Cher	7,8	0,0	27,3	9,1	20,8	9,1	74,0	13,0	13,0
19	Corrèze	3,3	5,0	46,7	30,0	0,0	0,0	85,0	5,0	10,0
2A	Corse du Sud	23,5	29,4	0,0	35,3	0,0	5,9	94,1	0,0	5,9
2B	Haute Corse	12,5	43,8	0,0	37,5	0,0	0,0	93,8	6,3	0,0
21	Côte d'Or	17,4	31,4	6,4	15,1	0,0	9,9	80,2	13,4	6,4
22	Côtes d'Armor	17,1	0,0	41,9	25,6	0,0	0,0	84,6	7,7	7,7
23	Creuse	0,0	0,0	50,0	28,6	0,0	0,0	78,6	14,3	7,1
24	Dordogne	6,1	21,7	27,0	13,9	0,0	7,0	75,7	23,5	0,9
25	Doubs	1,7	15,7	21,5	25,6	17,4	0,8	82,6	5,8	11,6
26	Drôme	3,5	0,0	38,6	21,1	0,0	19,3	82,5	12,3	5,3
27	Eure	6,9	6,0	57,8	6,9	0,0	0,0	77,6	11,2	11,2
28	Eure et Loir	16,1	33,0	21,4	8,9	0,0	3,6	83,0	5,4	11,6
29	Finistère	23,7	0,0	55,4	6,5	0,0	0,7	86,3	7,9	5,8
30	Gard	9,3	2,3	46,5	11,6	0,0	1,2	70,9	9,3	19,8
31	Haute Garonne									
32	Gers	6,7	2,2	20,0	44,4	0,0	13,3	86,7	0,0	13,3
33	Gironde	32,7	0,7	36,8	13,6	0,4	3,3	87,5	5,5	7,0
34	Hérault	6,4	20,2	6,6	11,6	15,0	30,6	90,5	3,8	5,8
35	Ille et Vilaine	11,4	16,9	39,7	9,2	0,0	16,9	94,1	3,3	2,6
36	Indre	1,3	0,0	63,2	25,0	0,0	1,3	90,8	1,3	7,9
37	Indre et Loire	12,9	0,0	43,5	28,2	0,0	0,0	84,7	3,5	11,8
38	Isère	5,4	23,0	0,6	3,7	15,3	33,2	81,3	9,1	9,7
39	Jura	3,1	7,8	34,4	15,6	23,4	0,0	84,4	9,4	6,3
40	Landes	23,9	0,0	45,7	17,4	0,0	0,0	87,0	4,3	8,7
41	Loir et Cher	15,1	41,1	17,8	6,8	0,0	8,2	89,0	4,1	6,8
42	Loire	3,1	1,9	40,1	7,4	43,2	1,9	97,5	1,2	1,2
43	Haute Loire	21,9	8,2	21,9	13,7	23,3	4,1	93,2	2,7	4,1
44	Loire Atlantique	8,8	0,0	46,9	18,1	0,0	0,0	73,8	20,0	6,3
45	Loiret	11,1	0,0	44,4	24,4	0,0	1,1	81,1	0,0	18,9
46	Lot	17,6	0,0	58,8	5,9	0,0	5,9	88,2	0,0	11,8
47	Lot et Garonne	3,8	7,5	35,8	15,1	0,0	20,8	83,0	15,1	1,9
48	Lozère	0,0	1,9	45,3	34,0	9,4	1,9	92,5	1,9	5,7
49	Maine et Loire	1,5	9,6	34,8	17,0	17,8	3,7	84,4	7,4	8,1
50	Manche	11,6	0,0	48,8	18,6	0,0	0,0	79,1	16,3	4,7

Tableau 35 (suite) – Décisions de placements (en %)
(1ères demandes)

Départements		Foyer double tarification	Foyer d'hébergt	Foyer occupat.	Maison d'accueil spécialisée	Ets pour personnes agées	Autres Ets	s/total	Refus	Sursis sans suite
51	Marne									
52	Haute Marne	17,4	0,0	26,1	30,4	21,7	0,0	95,7	4,3	0,0
53	Mayenne	2,2	0,0	66,7	24,4	0,0	0,0	93,3	4,4	2,2
54	Meurthe et Moselle									
55	Meuse	2,7	0,0	35,1	37,8	0,0	0,0	75,7	0,0	24,3
56	Morbihan	22,1	0,7	27,6	20,7	0,0	0,0	71,0	15,2	13,8
57	Moselle	18,8	0,5	34,4	24,7	0,0	0,0	78,5	12,4	9,1
58	Nièvre									
59L	Nord Lille	1,7	25,1	45,2	18,5	0,0	4,4	94,8	3,8	1,4
59V	Nord Valenciennes	2,4	21,8	32,9	18,8	0,0	14,1	90,0	5,9	4,1
60	Oise	1,4	45,0	18,0	9,5	17,1	1,4	92,3	0,0	7,7
61	Orne	9,3	0,0	41,9	16,3	0,0	23,3	90,7	7,0	2,3
62	Pas de Calais	7,7	17,0	17,0	8,5	0,0	14,0	64,3	6,0	29,7
63	Puy de Dôme	10,5	20,5	28,1	2,3	0,0	21,1	82,5	4,7	12,9
64	Pyrénées Atlantiques	4,8	0,0	34,4	23,2	20,8	0,0	83,2	5,6	11,2
65	Hautes Pyrénées	33,8	6,2	10,8	12,3	18,5	0,0	81,5	4,6	13,8
66	Pyrénées Orientales	13,4	6,0	28,4	26,9	0,0	6,0	80,6	10,4	9,0
67	Bas Rhin	3,7	2,8	18,1	29,6	32,4	0,9	87,5	10,2	2,3
68	Haut Rhin	3,3	54,5	21,5	10,7	0,0	1,7	91,7	2,5	5,8
69	Rhône	7,3	16,6	24,3	7,8	13,7	17,6	87,3	1,8	10,9
70	Haute Saône	17,9	2,6	17,9	56,4	0,0	5,1	100,0	0,0	0,0
71	Saône et Loire	8,1	0,0	30,4	0,7	25,9	11,1	76,3	15,6	8,1
72	Sarthe	0,6	22,7	16,6	22,7	10,4	0,6	73,6	20,2	6,1
73	Savoie	1,2	36,9	8,3	21,4	8,3	10,7	86,9	13,1	0,0
74	Haute Savoie	4,3	26,8	8,0	11,6	10,1	28,3	89,1	10,9	0,0
75	Ville de Paris	2,6	13,4	10,5	5,7	0,0	9,3	41,5	31,8	26,8
76	Seine Maritime	11,7	32,9	30,1	2,8	0,0	0,0	77,5	16,3	6,2
77	Seine et Marne	7,0	0,0	36,8	30,3	0,0	0,0	74,1	5,3	20,6
78	Yvelines	29,0	0,3	31,3	28,2	0,0	9,1	97,9	2,1	0,0
79	Deux Sèvres	3,0	0,0	65,2	10,6	0,0	1,5	80,3	9,1	10,6
80	Somme	1,9	13,1	6,3	10,6	0,0	36,9	68,8	18,8	12,5
81	Tarn									
82	Tarn et Garonne	7,9	3,2	27,0	3,2	1,6	38,1	81,0	4,8	14,3
83	Var	7,7	0,0	49,4	11,9	0,6	3,6	73,2	5,4	21,4
84	Vaucluse	5,0	0,0	37,5	37,5	0,0	2,5	82,5	12,5	5,0
85	Vendée									
86	Vienne	21,8	7,3	18,2	21,8	0,0	20,0	89,1	7,3	3,6
87	Haute Vienne	0,0	9,9	69,0	15,5	0,0	2,8	97,2	1,4	1,4
88	Vosges	2,9	42,6	4,4	27,9	0,0	2,9	80,9	16,2	2,9
89	Yonne	12,9	41,5	31,0	3,5	0,0	3,5	92,4	4,1	3,5
90	Territoire de Belfort	0,0	48,1	18,5	18,5	0,0	0,0	85,2	3,7	11,1
91	Essonne	7,0	11,9	22,6	14,6	0,0	0,0	56,1	11,6	32,3
92	Hauts de Seine									
93	Seine Saint-Denis	5,7	0,4	26,1	8,6	0,0	13,1	53,9	34,7	11,4
94	Val de Marne	3,0	30,8	14,0	12,3	0,0	0,0	60,0	19,8	20,3
95	Val d'Oise	1,8	21,9	18,4	5,6	3,2	7,9	58,8	13,2	28,1
971	Guadeloupe	0,0	2,6	46,1	13,2	0,0	3,9	65,8	32,9	1,3
972	Martinique									
973	Guyane									
974	Réunion	29,9	1,9	28,0	7,5	0,0	7,5	74,8	15,0	10,3
France entière		8,5	14,4	27,8	14,3	5,1	8,7	78,7	10,9	10,5

**Tableau 36 – Décisions de placements (en %)
(Renouvellements)**

Départements		Foyer double tarification	Foyer d'héberg	Foyer occupat.	Maison d'accueil spécialisée	Ets pour personnes agées	Autres Ets	s/total	Refus	Sursis sans suite
01	Ain	22,3	9,9	18,2	15,7	10,7	11,6	88,4	5,8	5,8
02	Aisne	0,0	6,5	12,9	23,0	0,7	56,1	99,3	0,7	0,0
03	Allier	5,5	0,0	80,5	13,3	0,0	0,0	99,2	0,0	0,8
04	Alpes de Haute Provence	0,0	4,2	70,8	16,7	0,0	0,0	91,7	4,2	4,2
05	Hautes Alpes	30,3	0,0	48,5	18,2	0,0	1,5	98,5	0,0	1,5
06	Alpes Maritimes	0,4	1,1	68,0	24,9	0,0	0,4	94,7	2,5	2,8
07	Ardèche	4,2	0,0	58,3	27,8	0,0	0,0	90,3	2,8	6,9
08	Ardennes									
09	Ariège	0,0	0,0	19,4	19,4	0,0	61,3	100,0	0,0	0,0
10	Aube	3,7	1,2	64,2	18,5	4,9	2,5	95,1	2,5	2,5
11	Aude	40,4	2,6	12,3	44,7	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
12	Aveyron	4,3	0,0	28,3	39,1	10,9	15,2	97,8	2,2	0,0
13	Bouches du Rhône	7,9	0,2	43,8	24,9	0,0	0,2	77,0	19,8	3,2
14	Calvados	4,2	0,0	67,2	17,5	0,0	10,1	98,9	0,0	1,1
15	Cantal	16,1	0,0	14,3	37,5	10,7	8,9	87,5	7,1	5,4
16	Charente									
17	Charente Maritime	2,6	10,3	51,7	27,4	0,0	0,0	91,9	8,1	0,0
18	Cher	23,5	1,5	16,2	8,8	10,3	25,0	85,3	4,4	10,3
19	Corrèze	0,8	31,6	16,5	47,7	0,4	0,0	97,0	0,4	2,6
2A	Corse du Sud	33,3	22,2	0,0	44,4	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
2B	Haute Corse	7,1	92,9	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
21	Côte d'Or	18,2	43,2	20,1	9,1	0,0	7,6	98,1	1,5	0,4
22	Côtes d'Armor	44,5	0,0	26,7	25,3	0,0	0,0	96,6	2,1	1,4
23	Creuse	0,0	0,0	48,1	51,9	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
24	Dordogne	8,4	37,9	20,2	7,4	0,0	23,2	97,0	3,0	0,0
25	Doubs	4,1	7,5	53,1	25,2	5,4	0,7	95,9	0,7	3,4
26	Drôme	5,2	0,6	62,6	25,2	0,0	3,2	96,8	1,9	1,3
27	Eure	6,5	2,2	68,1	17,4	0,0	0,0	94,2	1,4	4,3
28	Eure et Loir	16,6	24,5	37,8	6,6	0,0	10,4	95,9	1,2	2,9
29	Finistère	32,5	0,0	54,8	9,6	0,0	0,0	97,0	1,2	1,8
30	Gard	33,8	2,1	45,8	16,2	0,0	0,0	97,9	2,1	0,0
31	Haute Garonne									
32	Gers	17,9	1,2	30,6	45,7	0,0	2,9	98,3	0,0	1,7
33	Gironde	25,8	2,3	43,4	20,9	0,3	0,7	93,4	0,7	6,0
34	Hérault	12,1	20,8	17,2	12,9	6,2	27,3	96,4	2,5	1,1
35	Ille et Vilaine	31,8	5,7	38,2	4,5	0,0	19,1	99,4	0,0	0,6
36	Indre	1,0	0,0	52,5	24,8	0,0	16,8	95,0	0,0	5,0
37	Indre et Loire	25,4	0,0	48,8	21,5	0,0	0,0	95,6	2,0	2,4
38	Isère	6,5	25,7	1,0	4,8	11,6	46,7	96,2	2,2	1,5
39	Jura	7,0	0,0	57,0	18,6	4,7	0,0	87,2	7,0	5,8
40	Landes	17,6	0,7	64,7	14,4	0,0	0,0	97,4	1,3	1,3
41	Loir et Cher	15,7	34,0	37,1	5,7	0,0	6,9	99,4	0,0	0,6
42	Loire	19,3	1,9	49,1	21,7	6,1	0,5	98,6	0,9	0,5
43	Haute Loire	39,5	0,0	18,6	11,6	14,0	7,0	90,7	0,0	9,3
44	Loire Atlantique	23,6	0,0	48,1	23,6	0,0	0,4	95,8	3,4	0,8
45	Loiret	10,1	0,0	77,2	11,0	0,0	0,0	98,2	0,0	1,8
46	Lot	0,0	1,7	84,7	8,5	0,0	5,1	100,0	0,0	0,0
47	Lot et Garonne	4,6	1,3	54,2	32,7	0,0	5,2	98,0	0,7	1,3
48	Lozère	33,3	1,7	32,5	26,5	5,1	0,0	99,1	0,9	0,0
49	Maine et Loire	10,6	1,7	40,5	27,7	10,3	3,9	94,7	3,6	1,7
50	Manche	2,7	0,0	50,7	37,2	0,0	0,0	90,5	4,1	5,4

**Tableau 36 (suite) – Décisions de placements (en %)
(Renouvellements)**

Départements		Foyer double tarification	Foyer d'héberg	Foyer occupat.	Maison d'accueil spécialisée	Ets pour personnes agées	Autres Ets	s/total	Refus	Sursis sans suite
51	Marne									
52	Haute Marne	6,5	0,0	58,1	32,3	3,2	0,0	100,0	0,0	0,0
53	Mayenne	12,2	0,0	44,7	41,5	0,0	0,0	98,4	1,6	0,0
54	Meurthe et Moselle									
55	Meuse	19,0	0,0	54,8	23,8	0,0	0,0	97,6	0,0	2,4
56	Morbihan	19,9	9,9	32,9	30,4	0,0	0,0	93,2	4,3	2,5
57	Moselle	16,7	0,5	36,0	40,9	0,0	0,5	94,6	2,0	3,4
58	Nièvre									
59L	Nord Lille	4,2	30,0	41,7	23,8	0,0	0,1	99,7	0,0	0,3
59V	Nord Valenciennes	2,0	25,8	42,2	22,5	0,0	6,2	98,7	0,7	0,7
60	Oise	5,3	49,3	25,5	14,9	2,9	0,3	98,1	0,0	1,9
61	Orne	21,2	6,1	54,5	0,0	0,0	3,0	84,8	6,1	9,1
62	Pas de Calais	6,7	21,3	15,8	5,0	0,0	38,4	87,2	4,6	8,1
63	Puy de Dôme	9,6	17,3	51,3	2,6	0,4	11,4	92,6	0,7	6,6
64	Pyrénées Atlantiques	0,7	0,0	49,3	37,8	8,8	0,0	96,6	1,4	2,0
65	Hautes Pyrénées	46,1	7,2	7,2	27,6	4,6	0,0	92,8	3,3	3,9
66	Pyrénées Orientales	15,7	5,9	33,3	21,6	0,0	15,7	92,2	7,8	0,0
67	Bas Rhin	17,0	6,2	47,8	21,1	5,2	0,7	97,9	1,7	0,3
68	Haut Rhin	9,7	37,8	34,0	14,4	0,0	0,3	96,1	0,0	3,9
69	Rhône	8,1	17,8	41,0	4,7	5,3	16,3	93,3	0,8	5,9
70	Haute Saône	15,4	7,7	23,1	53,8	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
71	Saône et Loire	21,8	0,0	51,9	1,0	14,6	1,9	91,3	6,3	2,4
72	Sarthe	3,7	33,5	32,3	14,5	4,5	1,9	90,3	8,6	1,1
73	Savoie	1,6	27,0	23,0	35,2	0,8	10,7	98,4	0,8	0,8
74	Haute Savoie	10,9	28,0	9,1	7,4	5,7	38,3	99,4	0,3	0,3
75	Ville de Paris	2,7	21,5	25,2	7,0	0,0	15,3	71,7	9,5	18,8
76	Seine Maritime	22,5	36,4	35,5	2,8	0,0	0,0	97,2	1,8	1,0
77	Seine et Marne	7,2	0,0	70,0	18,8	0,0	0,0	95,9	0,3	3,8
78	Yvelines	60,6	0,6	24,7	9,4	0,0	4,7	100,0	0,0	0,0
79	Deux Sèvres	6,3	0,7	64,6	25,0	0,0	0,7	97,2	0,0	2,8
80	Somme	1,4	9,7	10,5	11,2	0,0	54,5	87,4	5,1	7,6
81	Tarn									
82	Tarn et Garonne	15,2	0,9	51,1	16,1	0,0	13,0	96,4	0,0	3,6
83	Var	6,9	0,0	43,1	45,2	0,0	3,6	98,8	0,4	0,8
84	Vaucluse	0,0	2,9	70,0	25,7	0,0	0,0	98,6	1,4	0,0
85	Vendée									
86	Vienne	17,4	16,5	8,3	17,4	0,0	40,5	100,0	0,0	0,0
87	Haute Vienne	1,9	2,9	61,0	28,6	0,0	4,8	99,0	0,0	1,0
88	Vosges	6,9	36,8	14,9	36,8	0,0	3,4	98,9	1,1	0,0
89	Yonne	7,6	40,2	25,2	3,7	0,0	19,8	96,6	1,4	2,0
90	Territoire de Belfort	5,6	13,9	27,8	44,4	0,0	2,8	94,4	0,0	5,6
91	Essonne	3,1	10,3	34,1	17,7	0,0	1,8	67,0	4,8	28,2
92	Hauts de Seine									
93	Seine Saint-Denis	7,3	3,4	66,6	11,5	0,0	2,9	91,7	3,4	4,9
94	Val de Marne	4,2	32,6	25,4	18,2	0,0	0,7	81,1	7,5	11,4
95	Val d'Oise	8,3	19,7	30,4	9,6	1,1	16,0	85,1	2,1	12,8
971	Guadeloupe	0,0	0,0	47,1	23,5	5,9	0,0	76,5	23,5	0,0
972	Martinique									
973	Guyane									
974	Réunion	40,8	1,3	13,2	34,2	0,0	5,3	94,7	2,6	2,6
France entière		11,6	15,7	36,5	16,8	2,0	10,7	93,4	2,7	3,9

3) L'ensemble des demandeurs et de leurs demandes

Les COTOREP ne statuent pas seulement sur les mesures qui viennent d'être examinées, mais prononcent également sur d'autres décisions comme l'accès aux emplois dans la Fonction publique (EFP), l'allocation compensatrice pour frais professionnels (ACFP) ou encore le macaron GIC appelé maintenant carte européenne de stationnement. Ces mesures, qui n'ont pas fait l'objet d'une analyse détaillée, ne représentent que quelques milliers de demandes pour l'EFP et l'ACFP, mais plus de 120 000 pour le macaron GIC. Cette partie concerne l'ensemble de l'activité des COTOREP sans exception.

1) Les demandes

En 2000, le nombre total de demandes reçues par les COTOREP est estimé à 1 362 500 qui représente une augmentation de près de 4,5 % par rapport aux 1 305 000 demandes de 1999. Le nombre de demandes décisionnées en 2000 est estimé à 1 397 600. On ne dispose de l'information que pour 97 COTOREP qui représentent 96 % de l'ensemble des demandes totales décisionnées. Sept COTOREP ont prononcé plus de 30 000 décisions : la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, Lille, Paris, le Pas-de-Calais le Rhône et la Gironde (tableau 37). Ensemble, ces 7 COTOREP ont statué sur plus de 22 % de l'ensemble des demandes traitées dans les 97 COTOREP renseignées. Á l'opposé, 6 COTOREP ont traité moins de 3 000 demandes chacune.

En moyenne, le nombre de demandes décisionnées pour 1 000 habitants âgés de 20 à 59 ans⁵ est légèrement inférieur à 43. Ce nombre varie de 20 dans une COTOREP à plus de 60 dans 6 d'entre elles. Le manque d'information sur le nombre total de demandes non décisionnées au 31 décembre 2000 ne permet pas de calculer avec exactitude le délai moyen de décision France entière. La médiane de ce délai, pour les COTOREP renseignées, est de 3 mois. Le délai de décision va de moins d'un mois dans une COTOREP à plus de 8 mois dans 3 d'entre elles.

Un peu plus d'une demande sur deux (53,4 %) est une première demande. C'est également le nombre médian qui partage l'ensemble des COTOREP en deux. Si l'on excepte une COTOREP dans laquelle on compte 7 premières demandes sur 10, la part des premières demandes va de 40 % dans 3 COTOREP à 60-64 % dans une dizaine d'entre elles.

2) Les demandeurs

Le nombre de demandeurs qui se sont adressés à une COTOREP en 2000 est estimé à 711 000 (tableau 38). Ce nombre est en augmentation de 0,4 % par rapport aux 708 500 demandeurs de 1999.

Les demandeurs peuvent déposer plusieurs demandes : le nombre moyen de demandes par demandeurs est passé de 1,8 en 1999 à 1,9 en 2000.

On dispose du nombre de demandeurs pour 95 COTOREP qui représentent 95 % du nombre total de demandeurs estimé. Les 7 COTOREP qui comptent le plus grand nombre de demandeurs (plus de 18 000) sont également celles qui ont prononcé le plus de décisions, et comme c'est le cas pour les décisions, elles concentrent 22 % des demandeurs.

⁵ Cette tranche d'âge a été choisie parce que c'est celle qui est la plus pertinente pour la plupart des mesures.

Le nombre de demandeurs pour 1 000 habitants âgés de 20 à 59 ans varie de 13 à 15 dans 8 COTOREP à 40 dans une seule. Le nombre de demandes par demandeur est une variable beaucoup moins dispersée qui varie de 1,3 à 2,5 et dont la moyenne est de 1,9.

Tableau 37 – L'activité totale des COTOREP

Départements		demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	demandes reçues pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
01	An	2566	10454	5363	4471	9834	3232	3,9	54,5%	34,9
02	Aisne	4589	15676	9544	6840	16384	3899	2,9	58,3%	58,6
03	Allier	1436	8118	3849	4389	8238	1073	1,6	46,7%	47,4
04	Alpes de Haute Provence	512	3589	2030	1663	3693	407	1,3	55,0%	52,0
05	Hautes Alpes	899	2913	1666	1203	2869	951	4,0	58,1%	45,0
06	Alpes Maritimes	8222	27272	14055	15077	29132	6365	2,6	48,2%	56,0
07	Ardèche	2433	8202	3743	4315	8058	2576	3,8	46,5%	54,9
08	Ardennes	1629	7681	3869	3552	7421	1896	3,1	52,1%	49,0
09	Ariège	842	3517	2089	1563	3652	664	2,2	57,2%	53,8
10	Aube	1169	5065	2905	2201	5106	1135	2,7	56,9%	33,0
11	Aude	3024	7505	4346	3536	7882	3326	5,1	55,1%	51,0
12	Aveyron	1813	6821	3384	3525	6909	1729	3,0	49,0%	53,2
13	Bouches du Rhône	10386	49897	22405	27385	49790	10573	2,5	45,0%	49,4
14	Calvados									
15	Cantal	395	2493	959	1465	2424	343	1,7	39,6%	31,7
16	Charente	2255	8745	3880	4907	8787	2228	3,0	44,2%	50,2
17	Charente Maritime	7893	11157	5870	5806	11676	7373	7,6	50,3%	41,3
18	Cher	3309	9660	4441	6034	10475	2499	2,9	42,4%	64,8
19	Corrèze	2674	7753	3518	3998	7516	2662	4,3	46,8%	64,7
2A	Corse du Sud	541	2996	1639	1326	2965	602	2,4	54,7%	47,9
2B	Haute Corse	820	3109	1769	1775	3544	1208	4,1	67,1%	46,5
21	Côte d'Or	4118	10107	5074	4493	9567	4661	5,8	52,6%	34,2
22	Côtes d'Armor	3469	10815	6479	4956	11435	2915	3,1	56,7%	42,6
23	Creuse	776	3064	1645	1321	2966	874	3,5	55,5%	50,5
24	Dordogne	2309	8591	4520	4788	9308	1263	1,6	48,6%	48,6
25	Doubs	1552	9867	4758	4814	9572	1798	2,3	49,7%	34,8
26	Drôme	2131	9675	5085	4334	9419	2490	3,2	54,0%	41,0
27	Eure	3207	10938	5987	5747	11734	2439	2,5	51,0%	40,2
28	Eure et Loir	1646	5817	3526	2713	6239	1328	2,6	56,5%	28,9
29	Finistère	7188	23079	12315	12376	24691	5636	2,7	49,9%	55,8
30	Gard	3478	19044	9567	8609	18176	4355	2,9	52,6%	55,5
31	Haute Garonne									
32	Gers	892	4516	2219	2233	4452	953	2,6	49,8%	52,4
33	Gironde	11786	34896	17183	16237	33420	13271	4,8	51,4%	46,4
34	Hérault	9907	27543	13318	13186	26504	10946	5,0	50,2%	54,3
35	Ille et Vilaine	4067	20219	10126	9285	19411	4882	3,0	52,2%	40,5
36	Indre	1904	6716	2848	3294	6142	2478	4,8	46,4%	53,0
37	Indre et Loire	4322	13149	5746	7432	13178	4294	3,9	43,6%	43,9
38	Isère	10985	23105	12562	13204	25766	8365	3,9	48,8%	42,0
39	Jura	1431	5657	3019	2544	5563	1605	3,5	54,3%	42,9
40	Landes	2001	9005	4493	4752	9245	1741	2,3	48,6%	55,1
41	Loir et Cher	919	6661	3865	2981	6846	742	1,3	56,5%	42,7
42	Loire	4135	22677	11836	10968	22804	4005	2,1	51,9%	60,0
43	Haute Loire	2216	6142	3786	3138	6924	1448	2,5	54,7%	64,7
44	Loire Atlantique	7067	22268	11012	10685	21697	7644	4,2	50,8%	34,8
45	Loiret	4164	11656	6502	5358	11860	3974	4,0	54,8%	35,5
46	Lot	739	3939	2207	1598	3805	877	2,8	58,0%	48,6
47	Lot et Garonne	1827	8771	4132	4677	8809	1782	2,4	46,9%	57,8
48	Lozère	808	2106	928	1270	2198	718	3,9	42,2%	58,1
49	Maine et Loire	3478	15049	5664	8594	14258	4269	3,6	39,7%	36,6
50	Manche	4976	10026	6296	5494	11790	4411	4,5	53,4%	48,8

Tableau 37 (suite) – L'activité totale des COTOREP

Départements		demandes non décisionnées au 31.12.99	demandes reçues en 2000	1ères demandes décisionnées en 2000	renouvellements décisionnés en 2000	ensemble des décisions 2000	demandes non décisionnées au 31.12.00	délai de décision	part des 1ères demandes dans les décisions	demandes reçues pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
51	Marne	4064	9079	5388	3386	8774	4388	6,0	61,4%	27,8
52	Haute Marne	1036	3736	2128	1645	3773	999	3,2	56,4%	37,8
53	Mayenne	2285	5221	2653	3205	5858	1661	3,4	45,3%	40,0
54	Meurthe et Moselle	3451	14886	7871	6874	14745	2997	2,4	53,4%	37,6
55	Meuse	1969	4044	1850	1751	3601	2449	8,2	51,4%	36,4
56	Morbihan	3996	12792	7615	6143	13758	2623	2,3	55,3%	41,6
57	Moselle	8541	24181	12895	11730	24625	8377	4,1	52,4%	43,8
58	Nièvre	1928	6585	3164	3184	6348	2166	4,1	49,8%	57,1
59L	Nord Lille	12653	43142	25291	19988	45279	10516	2,8	55,9%	46,4
59V	Nord Valenciennes	5836	24530	10628	13130	23758	6997	3,5	44,7%	59,0
60	Oise	5375	14392	10884	6377	17261	1251	0,9	63,1%	40,6
61	Orne	1719	6928	2891	4303	7194	1919	3,2	40,2%	48,8
62	Pas de Calais	9990	36719	19726	19468	39194	7513	2,3	50,3%	51,9
63	Puy de Dôme	1743	13567	7717	6112	13829	1516	1,3	55,8%	41,2
64	Pyrénées Atlantiques	2939	13734	7399	5537	12936	3739	3,5	57,2%	41,1
65	Hautes Pyrénées	1513	6612	3649	3199	6848	1308	2,3	53,3%	59,9
66	Pyrénées Orientales	1789	10875	6135	4184	10319	2353	2,7	59,5%	53,0
67	Bas Rhin	2328	15567	11555	5039	16594	1979	1,4	69,6%	28,3
68	Haut Rhin	5037	16134	9014	7544	16558	5470	4,0	54,4%	42,2
69	Rhône	17591	39784	24518	13978	38496	19211	6,0	63,7%	43,5
70	Haute Saône	665	4689	2614	1738	4352	748	2,1	60,1%	36,3
71	Saône et Loire	1896	11890	6552	5322	11874	1912	1,9	55,2%	42,8
72	Sarthe	2499	10412	4879	5329	10208	2712	3,2	47,8%	36,7
73	Savoie	2271	8909	4938	4128	9066	2114	2,8	54,5%	44,1
74	Haute Savoie	7614	10219	6405	4624	11029	6822	7,4	58,1%	30,8
75	Ville de Paris	15715	44482	24075	19577	43652	16729	4,6	55,2%	33,1
76	Seine Maritime	1212	29414	14718	14712	29430	1262	0,5	50,0%	43,9
77	Seine et Marne	7735	26006	14437	10978	25415	9772	4,6	56,8%	37,4
78	Yvelines	6773	17953	11269	6553	17822	7000	4,7	63,2%	23,2
79	Deux Sèvres	1743	7351	3728	3984	7712	1402	2,2	48,3%	43,7
80	Somme	4486	13165	7503	6892	14195	3551	3,0	52,9%	47,2
81	Tarn	1391	8300	4145	4015	8160	1542	2,3	50,8%	47,4
82	Tarn et Garonne	1369	3730	2739	1609	4348	761	2,1	63,0%	41,4
83	Var	12318	25433	17587	9823	27410	10337	4,5	64,2%	59,8
84	Vaucluse	2573	11550	7429	4144	11573	2552	2,6	64,2%	43,8
85	Vendée									
86	Vienne	2302	8139	4215	4425	8640	1826	2,5	48,8%	39,9
87	Haute Vienne	3216	10312	4774	4885	9659	3858	4,8	49,4%	51,2
88	Vosges	2030	8537	4836	3710	8546	2020	2,8	56,6%	43,4
89	Yonne	1455	10339	5519	4931	10450	1836	2,1	52,8%	61,9
90	Territoire de Belfort	817	2928	1596	1185	2781	964	4,2	57,4%	36,7
91	Essonne	7085	22677	12840	11876	24716	5528	2,7	52,0%	38,0
92	Hauts de Seine	14090	28208	16324	11681	28005	15052	6,4	58,3%	33,5
93	Seine Saint-Denis	20651	40877	27666	22186	49852	11706	2,8	55,5%	63,1
94	Val de Marne	10119	23229	14717	8786	23503	9933	5,1	62,6%	33,2
95	Val d'Oise	9351	18437	9827	6798	16625	11266	8,1	59,1%	26,4
971	Guadeloupe	2316	5012	2767	1790	4557	2813	7,4	60,7%	19,9
972	Martinique	4401	5338	3340	2465	5805	3933	8,1	57,5%	28,3
973	Guyane									
974	Réunion	2957	10029	4597	4456	9053	3949	5,2	50,8%	23,8
France entière		416489	1362492	745886	651703	1397589	397125	3,4	53,4%	42,8

Tableau 38 – Demandes et demandeurs en 2000

Départements		demandes déposées (reçues) en 2000	personnes ayant déposé 1 à N demandes	Demandes par personne	Demandes pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
01	Ain	10454	5010	2,1	17,8
02	Aisne	15676	8002	2,0	28,6
03	Allier	8118	4999	1,6	28,8
04	Alpes de Haute Provence	3589	1883	1,9	26,5
05	Hautes Alpes	2913	1715	1,7	26,9
06	Alpes Maritimes	27272	17160	1,6	33,0
07	Ardèche	8202	4282	1,9	29,2
08	Ardennes	7681	3842	2,0	25,4
09	Ariège				
10	Aube	5065	2932	1,7	18,9
11	Aude	7505	4309	1,7	27,9
12	Aveyron	6821	4493	1,5	34,6
13	Bouches du Rhône	49897	25093	2,0	24,9
14	Calvados				
15	Cantal	2493	1847	1,3	24,2
16	Charente	8745	4871	1,8	27,8
17	Charente Maritime	11157	5993	1,9	21,2
18	Cher	9660	4574	2,1	28,3
19	Corrèze	7753	4651	1,7	40,0
2A	Corse du Sud	2996	1714	1,7	27,7
2B	Haute Corse	3109	2176	1,4	28,6
21	Côte d'Or	10107	4508	2,2	16,1
22	Côtes d'Armor	10815	6246	1,7	23,3
23	Creuse	3064	2024	1,5	34,5
24	Dordogne	8591	5495	1,6	28,7
25	Doubs	9867	6035	1,6	22,0
26	Drôme	9675	5397	1,8	23,5
27	Eure	10938	6332	1,7	21,7
28	Eure et Loir	5817	3620	1,6	16,8
29	Finistère	23079	12365	1,9	28,0
30	Gard	19044	8665	2,2	26,5
31	Haute Garonne				
32	Gers	4516	2687	1,7	31,6
33	Gironde	34896	18024	1,9	25,0
34	Hérault	27543	14307	1,9	29,3
35	Ille et Vilaine	20219	10168	2,0	21,2
36	Indre	6716	3933	1,7	34,0
37	Indre et Loire	13149	5353	2,5	17,8
38	Isère	23105	12298	1,9	20,1
39	Jura	5657	2985	1,9	23,0
40	Landes	9005	4322	2,1	25,7
41	Loir et Cher	6661	3152	2,1	19,7
42	Loire	22677	11072	2,0	29,1
43	Haute Loire	6142	3451	1,8	32,3
44	Loire Atlantique	22268	11549	1,9	18,5
45	Loiret	11656	5830	2,0	17,4
46	Lot	3939	2244	1,8	28,7
47	Lot et Garonne	8771	4429	2,0	29,1
48	Lozère	2106	1104	1,9	29,2
49	Maine et Loire	15049	8119	1,9	20,8
50	Manche	10026	5972	1,7	24,7

Tableau 38 (suite) – Demandes et demandeurs en 2000

Départements		demandes déposées (reçues) en 2000	personnes ayant déposé 1 à N demandes	Demandes par personne	Demandes pour 1000 habitants de 20 à 59 ans
51	Marne	9079			
52	Haute Marne	3736	1895	2,0	19,0
53	Mayenne	5221	2787	1,9	19,1
54	Meurthe et Moselle	14886	7380	2,0	18,8
55	Meuse	4044	2089	1,9	21,1
56	Morbihan	12792	7056	1,8	21,3
57	Moselle	24181	14251	1,7	25,3
58	Nièvre	6585	3555	1,9	32,0
59L	Nord Lille	43142	25466	1,7	26,1
59V	Nord Valenciennes	24530	14898	1,6	37,0
60	Oise	14392	6749	2,1	15,9
61	Orne	6928	4566	1,5	31,0
62	Pas de Calais	36719	22232	1,7	29,5
63	Puy de Dôme	13567	7401	1,8	22,0
64	Pyrénées Atlantiques	13734	7852	1,7	25,0
65	Hautes Pyrénées	6612	3687	1,8	32,2
66	Pyrénées Orientales	10875	5594	1,9	28,7
67	Bas Rhin	15567	8637	1,8	14,7
68	Haut Rhin	16134	8893	1,8	22,7
69	Rhône	39784	18026	2,2	20,4
70	Haute Saône	4689	2785	1,7	23,2
71	Saône et Loire	11890	5802	2,0	20,9
72	Sarthe	10412	5231	2,0	18,8
73	Savoie	8909	4662	1,9	22,7
74	Haute Savoie	10219	5460	1,9	15,2
75	Ville de Paris	44482	20737	2,1	15,7
76	Seine Maritime	29414	13063	2,3	19,5
77	Seine et Marne	26006	11325	2,3	16,7
78	Yvelines	17953	10207	1,8	13,3
79	Deux Sèvres	7351	4121	1,8	23,3
80	Somme	13165	7316	1,8	24,3
81	Tarn	8300	4900	1,7	28,5
82	Tarn et Garonne	3730	2567	1,5	24,4
83	Var	25433	12931	2,0	28,2
84	Vaucluse	11550	6604	1,7	25,0
85	Vendée				
86	Vienne	8139	4276	1,9	19,7
87	Haute Vienne	10312			0,0
88	Vosges	8537	4641	1,8	23,6
89	Yonne	10339	4948	2,1	29,3
90	Territoire de Belfort	2928	1624	1,8	21,5
91	Essonne	22677	9371	2,4	14,4
92	Hauts de Seine	28208	12295	2,3	14,7
93	Seine Saint-Denis	40877	18647	2,2	23,6
94	Val de Marne	23229	10487	2,2	14,8
95	Val d'Oise	18437	8758	2,1	13,9
971	Guadeloupe	5012	3008	1,7	13,1
972	Martinique				
973	Guyane				
974	Réunion	10029	5569	1,8	14,7
France entière (e)		1362492	711000	1,9	21,8